



Février 1999

Eau douce: à quel prix?



Adoption:
entre amour et trafics
Le renouveau de la
littérature enfantine
James Tobin:
un économiste
à contre-courant

U 1205-0000-22,00 F



Sommaire

Février 1999

D'ICI ET D'AILLEURS

3 Être Dalit au Bihar

Tiane Doan de Champassak, Arvind N. Das

ÉDITORIAL

9 Pour une «éthique de l'eau»

Federico Mayor

NOTRE PLANÈTE

10 Objectif zéro déchet

France Bequette

13 La ville potager

France Bequette

APPRENDRE

14 Des ateliers pour l'emploi

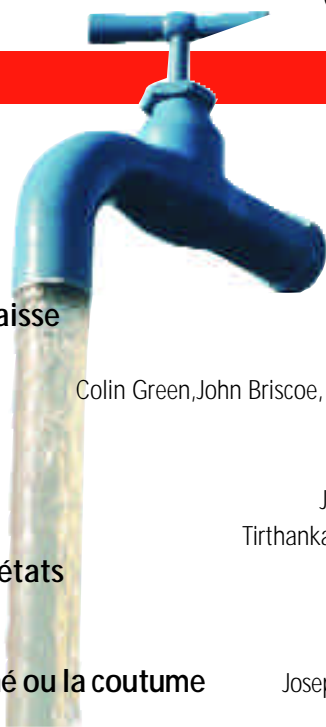
Simon Wilson et Thierry Jeantet

16 Le combat contre l'exclusion

Cecilia Ballesteros

DOSSIER

17 Eau douce:
à quel prix?



18 La demande monte, l'offre baisse

Houria Tazi Sadeq

21 Le monde de la soif

22 Courants contraires

Colin Green, John Briscoe, Bernard Barraqué

25 Hongrie: le coût d'un verre d'eau

Gabor Szabo

26 Afrique du Sud: l'eau démocratisée

Ferial Haffajee

27 Mexique: le sucre se met au vert

Juan Carlos Núñez

28 Inde: Calcutta colmate son déficit

Tirthankar Bandyopadhyay

29 L'eau virtuelle dans tous ses états

Les dangers de l'eau virtuelle

J. A. Allan

31 Un mirage économique?

Amy Otchet

33 Eaux sans frontières: le marché ou la coutume

Joseph. W. Dellapenna

ÉTHIQUES

37 Adoption: entre amour et trafics

Martine Jacot

SIGNES DES TEMPS

40 Le renouveau de la littérature enfantine

Lucía Iglesias Kuntz

CONNEXIONS

43 L'internationale des journaux de rue

Sophie Boukhari

45 Biss se fait bisser par les munichois

Kathrin Sander

DIRES

46 James Tobin: un économiste américain à contre-courant



52^e année

Mensuel publié en 27 langues et en braille par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.

31, rue François Bonvin, 75732 PARIS Cedex 15, France

Télécopie: 01.45.68.57.45/01.45.68.57.47

Courrier électronique: courrier.unesco@unesco.org

Internet: http://www.unesco.org/courier

Directeur: René Lefort

Rédacteur en chef: John Kohut

Anglais: Roy Malkin

Espagnol: Araceli Ortiz de Urbina

Français: Martine Jacot

Adjointe du rédacteur en chef: Jasmina Sopova

Secrétariat de direction/éditions en braille:

Annie Brachet (01.45.68.47.15)

Rédaction

Ethirajan Anbarasan

Sophie Boukhari

Lucía Iglesias Kuntz

Asbel López

Amy Otchet

Traduction

Miguel Labarca

Unité artistique/fabrication: Georges Servat

Photogravure: Eric Froge

Illustration: Ariane Bailey (01.45.68.46.90)

Documentation: José Banaag (01.45.68.46.85)

Relations Editions hors Siège et presse:

Solange Belin (01.45.68.46.87)

Assistante administrative:

Thérèse Pinck (01.45.68.45.86)

Comité éditorial

René Lefort (animateur), Jérôme Bindé, Milagros del Corral, Alcino Da Costa, Babacar Fall, Sue Williams

Editions hors siège

Russe: Irina Outkina (Moscou)

Allemand: Urs Aregger (Berne)

Arabe: Fawzi Abdel Zaher (Le Caire)

Italien: Gianluca Formichi (Florence)

Hindi: Shri Samay Singh (Delhi)

Tamoul: M. Mohammed Mustapha (Madras)

Persan: Jalil Shahi (Téhéran)

Portugais: Alzira Alves de Abreu (Rio de Janeiro)

Oourdou: Mirza Muhammad Mushir (Islamabad)

Catalan: Joan Carreras i Martí (Barcelone)

Malais: Sidin Ahmad Ishak (Kuala Lumpur)

Kiswahili: Leonard J. Shuma (Dar es-Salaam)

Slovène: Aleksandra Kornhauser (Ljubljana)

Chinois: Feng Mingxia (Beijing)

Bulgare: Luba Randjeva (Sofia)

Grec: Sophie Costopoulos (Athènes)

Cinghalais: Neville Piyadigama (Colombo)

Basque: Juxto Egaña (Donostia)

Thai: Duangtip Surintatip (Bangkok)

Vietnamien: Ho Tien Nghi (Hanoi)

Bengali: Kafil uddin Ahmad (Dhaka)

Ukrainien: Volodymyr Vasiliuk (Kiev)

Galicien: Xavier Senín Fernández

(Saint-Jacques-de-Compostelle)

Serbe: Boris Iljenko (Belgrade)

Diffusion et promotion

Télécopie: 01.45.68.57.45

Abonnements et renseignements:

Michel Ravassard (01.45.68.45.91)

Relations agents et prestataires:

Mohamed Salah El Din (01.45.68.49.19)

Gestion des stocks et expéditions:

Pham Van Dung (01.45.68.45.94)

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits à

condition d'être accompagnés du nom

de l'auteur et de la mention «Reproduits du Courrier

de l'Unesco», en précisant la date du numéro. Trois justificatifs

devront être envoyés à la direction

du Courrier. Les photos non copyright seront fournies aux

publications qui en feront la demande.

Les manuscrits non sollicités par la rédaction ne seront renvoyés

que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse international.

Le Courrier de l'Unesco destiné à l'information n'est pas

un document officiel de l'organisation. Les articles

expriment l'opinion de leurs auteurs et pas

nécessairement celles de l'Unesco.

Les frontières qui figurent sur les cartes que nous publions

ne impliquent pas reconnaissance officielle

par l'Unesco ou les Nations unies.

IMPRIMÉ EN FRANCE (Printed in France)

DEPOT LÉGAL: C1 - FEVRIER 1999

COMMISSION PARITAIRE N° 71842 -

Diffusé par les N.M.P.P.

The Unesco Courier (USPS 016686) is published monthly in Paris

by Unesco. Printed in France. Periodicals postage paid at

Champlain NY and additional mailing offices.

Photocomposition et photogravure:

Le Courrier de l'Unesco.

Impression: Maulde & Renou

ISSN 0304-3118

N°2-1999-0PI 99-579 F

Être Dalit au Bihar

Photos de
Tiane Doan de Champassak



Photos © Tiane Doan de Champassak/Bildberg/StudioX, Paris

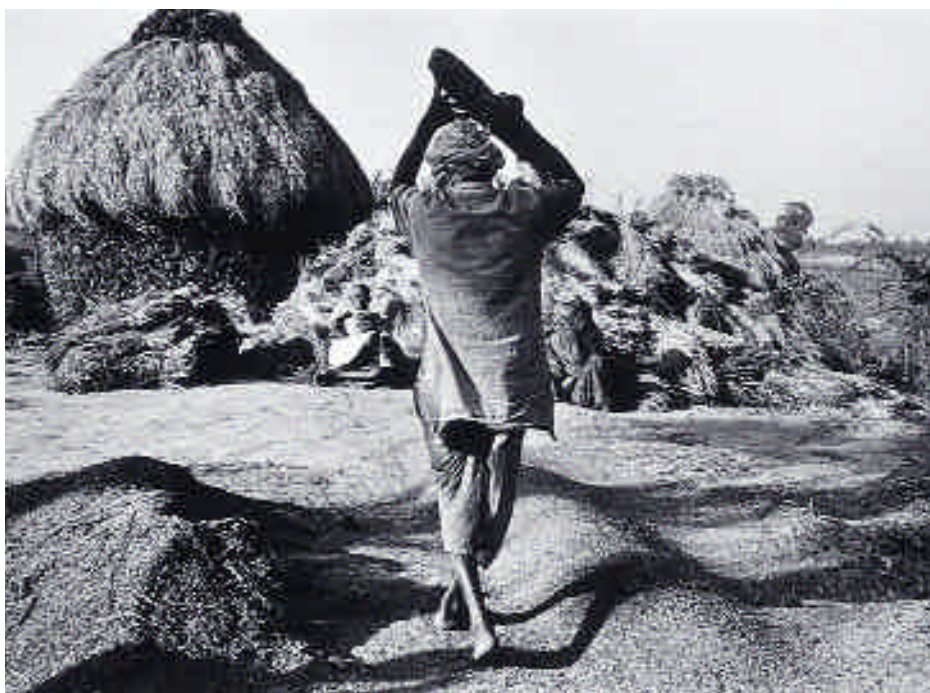
Les maisons de cette famille d'«intouchables» ont été brûlées par des miliciens des grands propriétaires fonciers.



Un village d'«intouchables».



Photos © ©Tiane Doan de Champassak/BillbergStudioX, Paris



Ci-dessus:les Dalits s'adonnent aussi à la pêche dans les champs inondés.

A gauche:après la récolte du riz.

A droite:la stèle qui commémore le massacre de 62 Dalits dans le district de Jeharabad, le 1^{er} décembre 1997.



Misère et oppression: tel est le quotidien des Dalits – les intouchables – de l'Etat le plus arriéré de l'Inde. Combien de temps résistera-t-on à leur exigence: être traités humainement, dignement?

Arvind N. Das*

■ Voyager dans le Bihar, Etat de l'Est de l'Inde, n'est jamais simple. Les trains sont bondés, les autocars en ruine. A 100 km à l'ouest de Patna, la capitale, sise sur la rive droite du Gange, l'état des routes rend la circulation dans les plaines du sud et du centre plus difficile encore qu'ailleurs. Et le voyageur n'aura pas seulement à surmonter ce type d'obstacle. Il lui faudra peut-être aussi des laissez-passer. Ceux qui les délivrent sont parfois des groupes maoïstes, mais ils appartiennent la plupart du temps aux *senas*, les milices de classe ou de caste des propriétaires fonciers. Les autorités légales chargées de l'ordre public sont pratiquement absentes de la région.

Le village de Danwar Bihta se trouve dans cette zone reculée. Il n'est qu'à 40 km du chef-lieu de district, Ara, mais l'état effroyable des routes le rend presque inaccessible. La rivière Sone, qui coule près du village, n'a pas de pont; on peut la traverser en barque, mais bien peu s'y risquent: des milices privées tiennent l'autre rive.

L'Etat est très loin, à Danwar Bihta. On n'entend même pas parler des lois

qu'adoptent les députés. La vie des pauvres est dure, brutale et courte. Dans les 30 dernières années, Danwar Bihta et ses environs ont été le cadre de nombreux massacres atroces qui ont fait plus de 1 000 victimes, la plupart du temps des Dalits, des «intouchables» sans terre.

Kusumlal est un travailleur agricole sans terre qui a survécu de justesse au massacre perpétré par des propriétaires terriens de Danwar Bihta en 1989, le jour des élections législatives. Plus de 20 Dalits ont été tués par balles lorsqu'ils ont tenté d'exercer leur droit de vote. Comme les autres survivants, Kusumlal et sa famille ont dû quitter le village où ils étaient nés. Leur vie y était clairement menacée. Ils habitent aujourd'hui des huttes minuscules construites sur le bas-côté de la route, près d'une école primaire, dans un autre village à cinq km de Danwar Bihta. Les huttes forment un groupe compact, tout le monde y appartient à la même caste, les propriétaires fonciers sont à distance, l'école est toute proche – autant de facteurs de sécurité.

Chaque jour, l'épouse de Kusumlal, Dhanpatia, et leur fillette de huit ans, Punamia, doivent marcher deux km jusqu'à la rivière Sone pour aller chercher de l'eau dans des récipients en terre cuite. Non que le réservoir du village manque d'eau. Mais Kusumlal, sa famille et ses voisins sont des «intouchables»: ils ne sont pas autorisés par les autres villageois à prendre de l'eau au réservoir public, juste en face de leurs huttes.

Lutte armée

Kusumlal et son fils de 11 ans, Manjhi, ne peuvent pas travailler dans ce village: les propriétaires ne les embaucheront pas. Et comment revenir vers ceux qui lui ont laissé la cicatrice d'une balle à l'épaule droite? Pour chercher du travail, le père et le fils doivent entreprendre des marches harassantes, parfois de 10 km qu'il faudra refaire au retour, pour 30 malheureuses roupies par jour (70 cents). Cet emploi de journalier n'est possible que quatre mois par an; le reste du temps, c'est la faim et la misère.

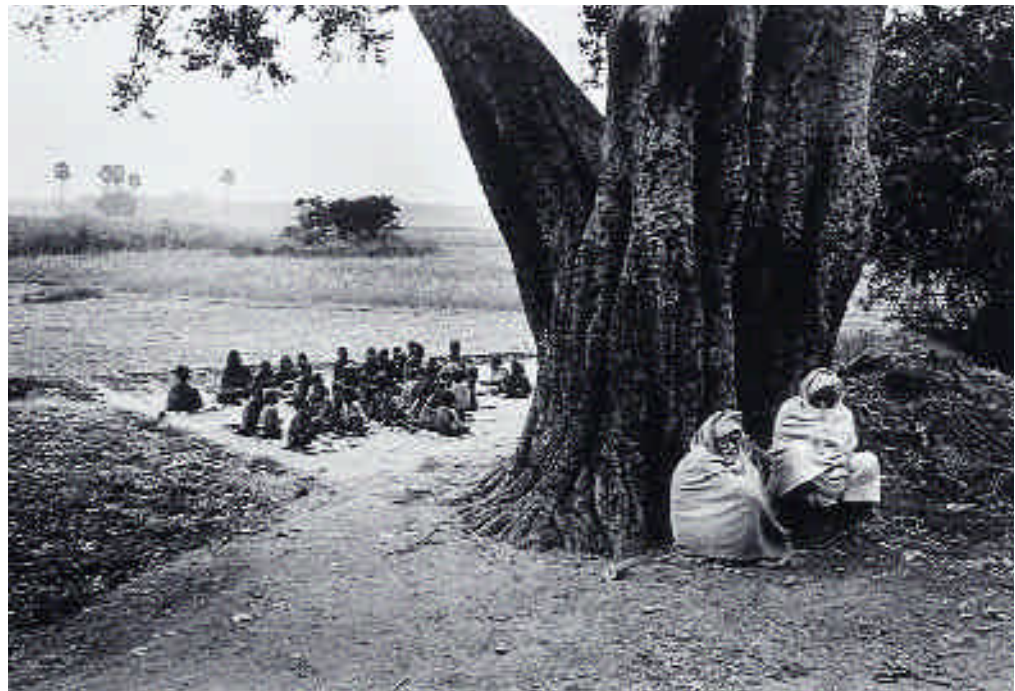
Les jours où il ne peut pas trouver de travail, le fils de Kusumlal se rend à l'école primaire du village. Mais cela ne veut pas nécessairement dire qu'il s'y instruira. L'école ▶



* Sociologue indien, auteur de nombreuses études sur le Bihar.



Photos © Idrane Doan de Champassak/BillbergStudioX, Paris





En haut à gauche et ci-dessus: la fabrication de briques est un travail pénible et réservé aux Dalits.

A l'extrême gauche: ce propriétaire terrien possède 500 hectares et a engagé 12 gardes du corps.

Ci-contre: la plupart des enfants Dalits ne disposent que d'écoles en plein air.

sera peut être fermée. Le professeur, un propriétaire d'un village voisin, est souvent absent: il supervise le travail sur ses terres au lieu d'enseigner aux enfants dalits. Il est hors de question que la fille de Kusumlal aille jamais à l'école primaire et apprenne quelque chose du vaste monde: une petite fille est censée, dès son plus jeune âge, se consacrer aux tâches ménagères.

Kusumlal lui-même ne sait pas grand-chose du monde, au-delà de sa misérable existence. Il n'est jamais allé à l'école. Il a passé toute sa vie à Danwar Bihta et dans ses environs immédiats. Il s'est rendu plusieurs fois à Ara pendant le procès sur la fusillade de 1989, mais il n'a vu que les locaux du tribunal, où lui-même et d'autres Dalits étaient convoqués comme témoins.

Kusumlal ne perd pas espoir. Il sait qu'il n'est pas seul. Les Dalits sont près de 1,5 million dans le Bihar, partageant les mêmes conditions de vie de journaliers sans terre.

Aujourd'hui, ici et là, ils s'unissent, constituent des organisations de paysans et de travailleurs agricoles pour améliorer leur sort. Incapables de vaincre l'impitoyable répression par des moyens pacifiques, beaucoup de Dalits comme Kusumlal soutiennent les organisations militantes, comme le Groupe guerre du peuple (People's War Group, PWG) et le Centre communiste maoïste (Maoist Communist Center, MCC), qui comptent sur la lutte armée pour mettre un terme à la domination des hautes castes. Ils ont créé ensemble un groupe armé afin de se battre pour leurs droits.

Kusumlal ne veut pas d'argent. Il veut qu'on respecte sa dignité. Il veut que les propriétaires fonciers cessent d'exploiter sexuellement et de violer les femmes dalits. Il veut que leur milice, la *Ranbeer Sena*, arrête ses tueries.

Kusumlal ne sait pas quand, mais il croit fermement que cela arrivera. ■



©Jfane Dwan de Champasak/Bilberg/StudioX, Paris

Bihar: une terre d'inégalités et de tensions

Le Bihar est l'Etat le plus peuplé de l'Inde après l'Uttar Pradesh. Sur un territoire égal à la moitié de l'Allemagne, ses habitants sont plus nombreux que les Allemands et les Autrichiens réunis. Son nom vient du mot sanscrit *vihara* (monastère): il regorge de monuments et de sites historiques du bouddhisme, l'un des principaux étant Bodh-Gaya, où, il y a 2 500 ans, Bouddha a connu l'illumination.

La situation actuelle tranche radicalement avec ce glorieux passé: le Bihar se débat dans un chaos économique et des tensions sociales sans précédent. Il a le triste privilège d'être l'un des Etats de l'Inde où la criminalité est la plus forte: 14 meurtres par jour et un rapt toutes les quatre heures.

Comme dans d'autres Etats, sa population est divisée en castes, selon un système ancestral qui met au bas de l'échelle les «intouchables», les Dalits. Ceux-ci constituent environ 15% de la population du Bihar, mais détiennent moins de 2% des terres cultivées. Les tensions sociales naissent sur-

tout de ces inégalités agraires et aboutissent souvent à des affrontements entre l'aristocratie foncière et les travailleurs agricoles sans terres.

La résistance des Dalits du Bihar a commencé dans les années 60, lorsqu'ils ont fait cause commune avec les groupes maoïstes. Pour réaffirmer leur suprématie, les propriétaires fonciers et d'autres membres des castes supérieures ont créé leurs propres milices. Les victimes des massacres de caste sont souvent des femmes, des enfants et des vieillards. Quel que soit le parti au pouvoir, le gouvernement de l'Etat est incapable de maîtriser ces flambées de violence, endémiques depuis 30 ans.

Le Bihar est l'Etat le plus arriéré de l'Inde: il a le taux d'alphabétisation et le revenu par tête les plus bas. C'est aussi le plus riche en ressources minières (40% de la production nationale). L'actuel Premier ministre de l'Etat, Rabri Devi, dirige un gouvernement centriste du Rashtriya Janata Dal (Parti national du peuple). ■



Superficie totale: 173 877 kilomètres carrés.
Population: 90 millions d'habitants.
Taux d'alphabétisation: 38%.
Capitale de l'Etat: Patna.

Pour une «éthique de l'eau»



L'Espresso/Forbes

Federico Mayor

Face à la surexploitation qu'en fait aujourd'hui une humanité nombreuse, consumériste et polluante, cette ressource collective se raréfie. Les signaux d'alarmes sont lumineux: épuisement des nappes phréatiques, assèchements des lacs et des rivières, pollution grandissante, désertification croissante

La menace d'une pénurie d'eau douce est un risque majeur. D'un côté, les ressources ne sont pas infinies, mais au contraire plafonnées et fragiles. De l'autre, chaque habitant de la planète consomme en moyenne deux fois plus d'eau qu'au début du siècle. L'accroissement de la demande va donc de pair avec l'élévation des modes de vie, que nourrit le développement socio-économique. C'est une évolution inquiétante puisque, on doit l'espérer, la hausse du niveau général de vie devrait se poursuivre. Mais c'est aussi une évolution heureuse car ce degré de développement offre des marges d'action accrues pour économiser l'eau douce.

Face à la surexploitation qu'en fait aujourd'hui une humanité nombreuse, consumériste et polluante, cette ressource collective se raréfie. Les signaux d'alarmes sont lumineux: épuisement des nappes phréatiques, assèchements des lacs et des rivières, pollution grandissante, désertification croissante. Cette raréfaction a un coût humain qui s'alourdit: malnutrition, maladies, exode rural, surpeuplement urbain. Et des Cassandre prédisent que c'est pour l'eau que risquent de se nouer dans un proche avenir les conflits les plus âpres.

Mais si les prévisions sont sombres, la crise n'est pas encore inévitable, à trois conditions indissociables: remettre la technique à sa place, mesurer les possibilités mais aussi les limites du marché, et surtout miser en priorité sur une "éthique de l'eau".

La technologie ne peut offrir qu'une partie de la réponse, parce que la crise de l'eau est un volet, certes capital mais particulier, de la crise globale provoquée par l'adoption d'un modèle de développement fondé sur une croissance qui oublie les facteurs sociaux, humains et environnementaux. Il faut donc refuser fermement les prétendues solutions miracles. Et, en tout état de cause, où trouverait-on dans l'ordre économique qui prévaut aujourd'hui les moyens de construire les barrages, les canalisations, les réservoirs, de financer les "écojobs" nécessaires à une gestion scientifique de l'agriculture et de l'environnement?

La pression est aussi de plus en plus forte pour reconnaître que l'eau doit devenir une "marchandise" au même titre que d'autres ressources ou biens. Dès lors, on pourrait s'en remettre au marché afin de réguler sa demande, tant pour réduire globalement sa consommation que pour arbitrer entre ses divers usagers, au plan national mais aussi international. Cette approche a son intérêt: valoriser une ressource toujours plus précieuse et réduire par ce biais son gaspillage. Mais, si les mécanismes du marché en venaient à régner sans partage, qu'advierait-il du rôle de la puissance publique? Comment pourrait-elle exercer sa responsabilité en matière de justice sociale, en particulier vis-à-vis de tous ceux dont la soif d'eau potable n'est toujours pas étanchée?

La technologie et le marché peuvent être des alliés précieux, mais la bonne réponse doit d'abord être d'ordres éthique et culturel. Celle-ci emprunte trois axes: faire preuve d'audace, porter attention à autrui, partager. Audace, parce que reporter toute entreprise d'envergure et radicale en prétextant que des zones d'ignorance persistent en ce domaine conduirait au pire: laisser la crise s'aiguïser jusqu'à atteindre sa limite naturelle et économique. Porter attention à autrui parce que, par exemple, plus d'un milliard de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau potable. Partager enfin, parce que la seule alternative aux conflits qui s'aggravent repose sur une démarche commune, volontariste et équitable. Et elle n'a rien d'utopique: dans l'histoire humaine, l'utilisation de l'eau a bien plus souvent uni que divisé. ■

Objectif zéro déchet

Pour réduire, réutiliser ou recycler les déchets que l'on produit en trop grand nombre, les idées originales foisonnent.

Notre planète croule sous les déchets et la situation ne fait qu'empirer. Il est impossible d'en estimer l'exacte quantité dans les pays du tiers monde. En revanche, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) publie des chiffres concernant ses 29 pays membres. Entre 1980 et 1995, les quantités totales de déchets municipaux y sont passées de 347 à 484 millions de tonnes, dont 238 aux Etats-Unis et 153 dans les 15 pays de l'Union européenne.

En 1995, les seules industries de ces pays ont produit 1,5 milliard de tonnes de déchets. Les Français, champions des déchets agricoles et forestiers avec 377 millions de tonnes contre 90 000 chez les Grecs, jettent chaque année 17 milliards de sacs en plastique; ils mettent au rebut 1,7 millions de voitures et 20 millions de pneus. Quant aux Allemands, ils se débarrassent de 4,42 millions de tonnes d'emballages. Une paille comparée aux 64 millions de tonnes américaines. Les Etats-Unis décrochent aussi la palme pour les ordinateurs: 10 millions finissent à la décharge tous les ans.

En 1990, 40 millions de tonnes de

déchets en quête de recyclage, et provenant des pays de l'OCDE, ont été exportées. «*Pour réduire les flux de déchets dans le monde*, explique John Young, chercheur au Worldwatch Institute de Washington, *nous devons changer radicalement nos attitudes, une transition aussi profonde que la mutation entre l'âge de pierre et l'âge du bronze... Cette révolution ne se fera pas grâce à une utilisation infiniment plus efficace des matériaux existants*».

Qu'est-ce qu'un déchet?

Aucune définition ne fait l'unanimité. En Belgique, par exemple, il s'agit de «*toute matière ou objet que son possesseur met au rebut, à l'intention ou est contraint de mettre au rebut*». Les chiffres publiés en Belgique sont donc considérables. Un exemple: 645 636 tonnes de déchets exportées en 1991 contre 21 126

très bien changer d'appellation en franchissant une frontière. Si des pneus usés sont exportés comme déchets vers un pays dont la législation est moins stricte, ils deviennent, à l'importation, un simple produit commercial. Suivre les mouvements transfrontaliers des déchets est donc un casse-tête. D'autant que le coût de leur recyclage ou de leur mise en décharge varie d'un pays à l'autre. Le plus économique, si l'on échappe à la vigilance des douaniers, reste de se livrer à la contrebande et de déposer incognito ces pneus dans des décharges sauvages, au mépris de l'environnement.

«*La culture de la consommation qui, depuis le milieu du siècle dernier, s'est étendue de l'Amérique du Nord à l'Europe de l'Ouest, au Japon et à une minorité de riches dans les pays en développement, a apporté avec elle un appétit sans précédent pour les biens matériels – et les*

La culture de la consommation qui, depuis le milieu du siècle dernier, s'est étendue de l'Amérique du Nord à l'Europe de l'Ouest, au Japon et à une minorité de riches dans les pays en développement, a apporté avec elle un appétit sans précédent pour les biens matériels – et les matériaux dont ils sont issus

En Colombie, reboisement et exploitation de la résine des pins.



© Benaf/ZEN, Colombie

pour la France et 108 466 pour les Etats-Unis. Au Mexique, la formulation est très compliquée: «*Toute matière dont la qualité ne permet plus de subir à nouveau l'opération qui l'a produite*». En Suisse, «*les déchets sont des matières transportables que leur propriétaire met au rebut ou qui doivent être mises au rebut dans l'intérêt public*». Pour la Corée du Sud, les déchets incluent «*tout ce qui n'est plus nécessaire aux êtres vivants ou aux activités commerciales*», y compris «*les carcasses des animaux morts*». Selon l'OCDE, une difficulté supplémentaire survient lorsqu'il s'agit de traduire le verbe anglais *discard*, utilisé dans les définitions, qui signifie se défaire, mettre au rebut ou abandonner et le mot *disposal*, à la fois destruction, enlèvement, évacuation, mise en décharge, donc un choix de solutions bien différentes.

Par ailleurs, le tonnage de déchets exportés ne correspond pas nécessairement à celui qui est importé, car ceux-ci peuvent

matériaux dont ils sont issus», constate John Young. «*Aux Etats-Unis, ajoute-t-il, une personne moyenne contribue à l'utilisation, au cours de sa vie, de 540 tonnes de matériaux de construction, 18 de papier, 23 de bois, 16 de métaux et 32 de produits chimiques*». Il est donc à la fois indispensable de réduire la consommation de matières premières et de minimiser la production de déchets.

La politique des «3R»

La plupart des pays industrialisés possède une législation en ce sens, fondée sur les «3R»: réduire, réutiliser, recycler». Elle porte sur plusieurs secteurs: l'industrie et l'emballage, les déchets ménagers et organiques, le papier, les batteries de voitures, les pneus, les huiles et lubrifiants. L'idéal est de réduire les quantités à la source, surtout pour les substances dangereuses. C'est le cas, par exemple, des

Ces champignons créent
des emplois.

Des vers maintenant utilisés
dans des savonneries
à la place du chlore.



© Bernal/ZEN, Colombie



© Bernal/ZEN, Colombie

chlorofluorocarbones (CFC), ennemis de la couche d'ozone, difficiles à récupérer et progressivement retirés du marché.

Les pneus se réutilisent pour fabriquer des murs antibruit. Le papier se recycle. Toutefois, une quantité de déchets échappe aux 3 R. Leur élimination passe alors par l'incinération, décriée en raison de la pollution de l'air par les émissions de dioxine trop souvent relevées autour des incinérateurs, et par la mise en décharge, de moins en moins tolérée en raison des effluents pollués et des mauvaises odeurs qui en émanent.

Face à une situation préoccupante à laquelle il est très difficile de remédier, Gunter Pauli, économiste belge, a lancé en 1994 le programme ZERI (Zero Emissions Research Initiative) qui peut se traduire par «Zéro déchet». Il a été soutenu par l'Université des Nations unies, basée à Tokyo, un réseau international d'universitaires préoccupés, notamment, d'environnement. Il s'agit, dans l'industrie ou en agriculture, de ne rien laisser perdre, de considérer tout déchet comme une matière première, et d'éviter de polluer tout en procurant des bénéfices et en créant des emplois. Quantités de projets ont été présentés à Windhoek, en Namibie, au cours du IV^e Congrès ZERI, qui a réuni, en octobre 1998, 250

personnes venus de cinq continents. En voici quelques exemples.

Le mariage de la jacinthe d'eau et du champignon

Originaires d'Amérique du Sud, cette plante a été introduite soit accidentellement, soit volontairement pour sa beauté, la jacinthe d'eau (*Eichhornia crassipes*) s'est parfaitement adaptée aux régions tropicales où elle prolifère partout. Prenons l'exemple de l'Afrique où elle est signalée pour la première fois dans le delta du Nil et en Afrique du Sud, au Natal, puis en Rhodésie du Sud (l'actuel Zimbabwe) en 1937. A partir des années 50, elle colonise l'Afrique, sautant de lac en fleuve, de bar-

rage en marais, d'étang en canal d'irrigation. Cette belle étrangère est une tueuse. Elle vole l'oxygène de l'eau aux plantes indigènes, aux poissons et aux amphibiens, et les asphyxie. Elle nuit aux transports fluviaux, donc au commerce et au tourisme, mais surtout aux pêcheurs en se prenant dans leurs hélices et en déchirant leurs filets sous son poids. Elle menace la production d'hydroélectricité en infestant les canaux qui alimentent les barrages. L'agriculture est également victime de sa prolifération, car elle bouche les canaux d'irrigation.

Après que toutes les tentatives d'en venir à bout eurent échoué, le programme ZERI en a fait une alliée en prenant modèle sur le Viet Nam où elles sont cultivées. ▶

1998, l'année la plus chaude du siècle

Selon l'Organisation météorologique mondiale (OMM), 1998 restera sûrement dans les annales de l'histoire du climat comme l'année la plus chaude du xx^e siècle. La température moyenne à la surface de la Terre a dépassé de 0,58°C la moyenne enregistrée entre 1961 et 1990. Or, les températures n'ont cessé d'augmenter depuis 1860, année où l'on a commencé à les relever. Elles sont aujourd'hui supérieures de 0,7°C à celles de la fin du xix^e siècle.

1998 a coiffé au poteau l'année 1997, qui détenait jusqu'ici la palme, avec des températures de 0,43°C supérieures à celles de 1961-1990. Et a priori, 1999 a peu de chances de détrôner 1998, selon Peter Scholefield, le chef du programme mondial des données climatologiques et de surveillance du climat de l'OMM. «1999 ne sera pas aussi chaude parce que les records constatés en 1998 ont en grande partie été provoqués par El Nino», explique-t-il. Or, ce phénomène cyclique de réchauffement de l'océan Pacifique s'est achevé vers le milieu de l'année et ne devrait pas réapparaître avant au moins deux ans.

Particulièrement violent en 1998, il s'est traduit par de nombreuses catastrophes. En Indonésie, la sécheresse a provoqué d'énormes incendies; des inondations ont dévasté l'Équateur, le Pérou et le Kenya, au début de l'année. Les pluies torrentielles qui se sont abattues sur la Chine entre juin et août correspondaient aux derniers soubresauts d'El Nino.

Selon l'OMM, aucune région, à l'exception du nord de l'Eurasie, n'a été épargnée par la chaleur en 1998. En Floride, dans le Sud-Est des États-Unis, la période d'avril à juin a été la plus sèche depuis 104 ans. Le mois de février fut le plus chaud du siècle en France et au Royaume-Uni. Jamais l'été n'avait été aussi torride au Qatar et une vague de chaleur record a causé la mort de plus de 100 personnes en Russie en juin. La sécheresse a fait des ravages dans plusieurs régions du Brésil, où des incendies se sont spontanément déclarés. En juillet, le Chili a souffert des plus gros déficits pluviométriques depuis un siècle. La Nouvelle-Zélande et les îles Fidji ont, elles aussi, été touchées par la sécheresse.

Séchées puis compostées, les jacinthes fournissent un excellent milieu pour faire pousser des champignons comestibles. Un kilo de ce substrat produit 112 kg de champignons frais de l'espèce *Pleurotus sajor caju* (une variété de pleurote tropicale) en cinq semaines.

En Ethiopie, Dawit Abate, professeur de mycologie au département de biologie de l'Université d'Addis Abeba, forme des enfants des rues à cette culture facile de bon rapport. Au Zimbabwe, Margaret Taguira, de l'Université d'Afrique de Mutare, en produit jusqu'à 100 kg par jour. Reste à constituer, sur le modèle chinois, des banques de spores permettant de multiplier cette culture qui fait d'un fléau un remède contre la pauvreté.

Le ver de terre qui lave plus blanc

Le blanc évoque la pureté et la bonne hygiène du linge. Mais il est obtenu par traitement au chlore et celui-ci est tueur d'ozone. Par ailleurs, les phosphates contenus dans les lessives sont accusés de favoriser l'asphyxie des lacs, des cours d'eau et de provoquer en mer des marées vertes. Les phosphates apportent en effet des éléments nutritifs qui favorisent la croissance excessive des plantes dont la décomposition chasse l'oxygène dissous dans l'eau, donc la vie.

Or, comme l'explique Z.M.Nyiira, du Conseil national pour la science et la technologie de Kampala, en Ouganda, les insectes produisent des enzymes qui «digèrent» la cellulose – les termites par exemple – ou la chair et le sang des animaux, comme la larve de mouche bleue, la mouche tsé-tsé, le moustique ou le ver de terre. Pourquoi ne pas tirer de certaines des 1 800 espèces de vers de terre, comme les *Eisenia fetida*, les enzymes qu'ils fabriquent et qui viennent facilement à bout de taches de sang, de vin ou de terre?

Ces enzymes sont déjà employées pour purifier médicaments et vaccins. Il est maintenant possible de les soustraire aux vers au moyen d'une seringue, sans tuer ces animaux, la seule difficulté étant de distinguer la tête de la queue. De petites savonneries artisanales de Colombie et de Slovaquie ont déjà adopté cette technique.

Le miracle de Las Gaviotas

Le Centre de recherches environnementales Las Gaviotas a été créé en 1966 par Paolo Lugari à Vichada, à l'est de la Colombie, près de la frontière avec le Venezuela. Appuyé par la Banco central hipotecario, il fonde sa réputation internationale

sur l'utilisation massive des énergies renouvelables: équipement de 40 000 logements sociaux à Bogota en chauffe-eau et réfrigérateurs solaires, création de cuisines semi-industrielles fonctionnant à l'huile de coton chauffée à 180°C dans des tubes sous vide, économisant ainsi les carburants polluants.

A Vichada, l'hôpital fondé par Las Gaviotas produit sa propre énergie, distille son eau, assure un air naturellement conditionné, cuisine ses produits d'agriculture biologique et cultive ses plantes médicinales.

Paolo Lugari, conscient que la Colombie perd 650 000 hectares de forêts par an, a aussi décidé de lancer un vaste programme de reboisement. Malgré la sécheresse et l'extrême acidité du sol, au rythme d'un pin des Caraïbes planté en quelques secondes, 24 heures sur 24 pendant trois mois, environ 1 000 hectares ont été reboisés. La colophane tirée de la résine des pins est coulée dans des boîtes de carton recyclé si malignes qu'elles ont reçu le prix national de l'innovation en matière d'emballage. De plus, avec la forêt, l'eau est revenue. Purifiée en filtrant à travers l'humus, elle est embouteillée et vendue à bas prix pour combattre les maladies digestives qui frappent la population. Le Ve Congrès mondial ZERI se tiendra à Vichada en octobre 1999.

Une brasserie pour poissons

A Tsumeb, au nord de la Namibie, les Brasseries namibiennes fabriquent de la bière de sorgho sans aucun déchet. Inspirés par une expérience pilote conduite à Fidji, les brasseurs élèvent du poisson et font pousser des champignons. Les déchets de sorgho sont placés dans des bacs en ciment, où ils fermentent en produisant du méthane. 80% des habitants de Tsumeb utilisent ce gaz pour faire la cuisine, économisant ainsi le bois.

La Namibie est l'un des pays les plus secs du monde. Or on dépense 5 litres d'eau pour un litre de bière. Au lieu d'être gaspillée, l'eau alimente de grands bassins. Alors qu'il faut 7 tonnes de grain pour produire une tonne de viande de boucherie, 1,8 tonne suffit pour fournir une tonne de poisson. L'idée est alors venue à George Chan, un expert mauricien qui a beaucoup travaillé en Chine, de pratiquer l'aquaculture près des brasseries, avec d'excellents résultats.

Le grain est aussi un excellent substrat pour cultiver des champignons. Des expériences similaires ont lieu actuellement en Amérique du Nord, au Japon, en Allemagne, au Brésil, en Colombie et aux Seychelles. ■

France Bequette

La ville potager

Sur les terrasses, les balcons et même dans les cages d'escalier, les citadins cultivent de plus en plus. Pour leur plaisir au Nord, pour survivre au Sud.

Au Nord comme au Sud, mais surtout au Sud, les campagnes se vident au profit des villes. Selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), les villes du monde passeront de 2,4 milliards d'habitants en 1990 à 5,5 milliards d'ici 2025. Les jardins urbains, qui ont longtemps été négligés et même décriés en raison de plantations anarchiques ou du manque d'hygiène, deviennent un moyen de subsistance pour les nouveaux venus de tradition agricole. Le PNUD y a vu une ressource à exploiter. En 1991, il a entrepris d'étudier l'agriculture urbaine et a présenté son rapport à la Conférence des Nations unies sur les établissements humains (Habitat II) en 1996.

Le PNUD emploie le mot «agriculture» dans son sens large, incluant l'élevage comme le recyclage des déchets, alors que le terme «urbain» recouvre «la sphère d'influence sociale, écologique et économique, plus ou moins étendue, d'une ville». Cette «agriculture» est «une industrie qui produit, transforme et met sur le marché aliments et combustible, pour répondre aux besoins quotidiens des consommateurs, tant dans une petite ville que dans une grande ville ou une mégalopole, cultivés en terre ou dans l'eau un peu partout en zone urbaine comme périurbaine. Elle met en œuvre des méthodes intensives de production, à partir de ressources naturelles ou de déchets urbains et produit toute une gamme de végétaux et d'animaux d'élevage».

Des trésors d'imagination

En ce qui concerne plus particulièrement les cultures en ville qui occupent de petits jardins (à l'exclusion des «jardins ouvriers»), des espaces entre immeubles, des terrains vagues, des bords de route ou de voie ferrée, des terrasses, des balcons, et même des cages d'escalier, les citadins du Nord comme du Sud déploient des trésors d'imagination. Sur des surfaces de quelques mètres carrés, on trouve du maraîchage et des cultures hydroponiques¹; des arbres fruitiers; des bacs à poisson; des fleurs et du petit élevage: des lapins, des hamsters ou des volailles dans des cages pendues au mur.

Les agriculteurs urbains sont en majorité des femmes. Elles produisent des légumes et des animaux pour leur consom-



Récolte de légumes sur le toit d'un bidonville, au Bangladesh.

mation personnelle et pour en tirer quelques bénéfices financiers. A titre d'exemple, une jeune mère vivant à Nairobi, au Kenya, a remarqué près de chez elle, au bord de la route, un endroit où, depuis des années, des ordures sont entassées, puis brûlées. Elle a deviné le parti qu'elle pouvait tirer d'un sol ainsi fertilisé et y a semé des haricots et du maïs. Depuis, elle nourrit sa famille, sèche des haricots pour la mauvaise saison et vend des épis de maïs grillés aux passants. Une autre cultive du manioc ou des épinards près d'un tuyau qui fuit. L'accès à l'eau est en effet un grave problème. Elle est soit trop éloignée, soit trop chère.

Pour faire pousser des légumes, il n'est pas nécessaire de posséder du terrain. N'importe quel récipient peut convenir: caisses, gouttières, vieux pneus ou sacs en plastique. A Mexico, des citadins plantent des pommes de terre dans des pneus de camion. Au Chili, à Santiago, le Centre pour l'éducation et la technologie entretient un jardin urbain de démonstration de 20 m². Pour gagner de la place, les conteneurs sont empilés pour former une pyramide qu'une vigne abrite du soleil. Verticalement, le long des murs, poussent concombres, courges et melons.

A Port-au-Prince, en Haïti, une organisation américaine qui lutte contre la faim travaille à promouvoir la culture sur les toits plats. Pour ne pas peser trop lourdement sur

le bâtiment, elle conseille de remplacer la terre par un substrat quelconque de cinq à dix centimètres d'épaisseur, soit du compost obtenu à partir de déchets, soit de l'herbe coupée, de la bagasse (déchets de canne à sucre), de la balle de riz ou des feuilles de maïs. A Saint-Petersbourg, en Russie, ce sont des sacs de tourbe qu'il suffit d'ouvrir pour semer: le sac fait office de conteneur. Avantage de ces cultures surélevées: les analyses des végétaux qui y sont effectuées décèlent, comme à New York, 10 fois moins de pollution que dans les légumes des champs.

Mais, si elle n'est pas pratiquée correctement, l'agriculture urbaine peut être source de pollution et de maladies. Fertiliser les plantes, par exemple, avec des eaux d'égout non traitées provoque des épidémies de choléra. Le plomb et le cadmium de l'essence se concentrent dans les légumes-feuilles. Pour éviter ces risques, il faut informer les communautés, intégrer l'agriculture urbaine dans la politique de la ville tout en faisant respecter la réglementation sanitaire. Il faut aussi encourager les associations locales afin de faire prospérer une ressource alimentaire devenue indispensable aux villes surpeuplées. ■

France Bequette

1. Cultures de plantes réalisées à l'aide de substances nutritives sans le support d'un sol.

Des ateliers pour

En Europe, des milliers de professionnels de l'insertion tentent d'apprendre à travailler à des jeunes marginalisés et à des chômeurs de longue durée.

Dans les 15 pays de l'Union européenne, le taux de chômage moyen approche les 11%, avec des écarts considérables entre Etats. Pourtant, le travail ne manque pas, en particulier dans le champ de l'«économie sociale».

Ce secteur, qui compte pour 6% de l'emploi en Europe, englobe des entreprises et des organismes qui n'ont pas pour seul objectif de maximiser leurs profits. Ils se consacrent avant tout à accroître la qualité et l'accessibilité de leurs produits ainsi que le bien-être de leurs membres, en particulier en élevant leur niveau d'éducation et de formation.

Nombre de ces structures visent plus précisément à aider les personnes les plus marginalisées à acquérir un savoir-faire et des compétences professionnelles leur permettant de s'adapter aux besoins du marché du travail. Elles touchent deux grands groupes de personnes: les jeunes qui n'ont jamais travaillé et les chômeurs de longue durée. Ceux-ci sont pour la plupart des hommes qui ont fait une carrière dans des secteurs industriels traditionnels et n'arrivent pas à se recycler. Ils accumulent souvent les handicaps, depuis les échecs scolaires jusqu'aux problèmes familiaux, de logement, d'abus d'alcool ou de drogues. Beaucoup de ces personnes se sont arrêtées



Recyclage de téléphones dans une entreprise d'insertion française.

à mi-parcours du cycle d'études secondaires et connaissent des problèmes d'illettrisme. Mais tous ont des capacités et des compétences. Il faut les aider à les mettre en valeur au lieu de les traiter en victimes.

Un rôle d'intermédiaire

Partout en Europe, les initiatives en faveur de l'insertion par la formation et le travail, nées dans les années 70, se sont multipliées dans les années 90. Elles permettent aux personnes en difficulté d'accéder à l'apprentissage et à une forme d'emploi aidé. Selon une étude¹ portant sur six pays et publiée par la Commission européenne et le Comité français des entreprises d'insertion (CNEI), il existait plusieurs dizaines de milliers de structures de ce type en 1997. Elles représentaient environ 280 000 emplois, autant dire une goutte d'eau dans la mer des besoins. De plus, ces emplois sont temporaires: les contrats ont une durée limitée à quelques mois, voire deux ans. Ils ne représentent donc en aucun cas une fin en soi. Les structures d'insertion ne sont pas là pour résorber le chômage mais pour jouer un rôle d'intermédiaire, de passerelle vers le marché du travail. On pourrait les appeler des «entreprises pour l'emploi».

Leur dénomination, leur statut et leur mode de financement diffèrent selon les pays. Elles bénéficient généralement d'aides de l'Etat, des régions ou des collectivités

locales et travaillent, pour certaines, en partenariat avec des entreprises privées et des syndicats. Elles peuvent prendre la forme de coopératives, d'associations, de fondations, de mutuelles ou d'entreprises. En Ecosse par exemple, le Wise Group fournit des emplois sur le marché du travail intermédiaire. Les secteurs concernés vont de la rénovation de vieux bâtiments jusqu'à des travaux d'isolation chez des particuliers ou de foresterie. Les participants perçoivent un salaire et apprennent à se plier à une discipline de travail: respecter des horaires réguliers et s'engager à faire de leur mieux. En Allemagne, une nouvelle forme de *Beschäftigungs- und Qualifizierungsgesellschaft* (BQG, entreprises pour l'emploi et la qualification professionnelle) s'est développée depuis la réunification, notamment à l'Est, suite aux licenciements massifs liés aux privatisations. En France, le gouvernement subventionne en partie quelques 800 «entreprises d'insertion». Elles ont la difficile mission d'équilibrer leurs comptes et de remporter des appels d'offre face à des entreprises «normales», tout en embauchant des chômeurs à bout de souffle et des jeunes marginaux. Des «associations intermédiaires» et des «régies de quartier», davantage tournées

Le chômage dans les 15 pays de l'Union européenne

| Taux de chômage des 15-24 ans | | Taux de chômage total |
|-------------------------------|------------------|-----------------------|
| 21,2 % | Union Européenne | 10,8 % |
| 21,3 % | Belgique | 9,0 % |
| 8,1 % | Danemark | 5,4 % |
| 10,7 % | Allemagne | 9,9 % |
| 31,0 % | Grèce | 9,6 % |
| 39,2 % | Espagne | 20,9 % |
| 29,0 % | France | 12,6 % |
| 15,9 % | Irlande | 10,2 % |
| 33,6 % | Italie | 12,4 % |
| 7,3 % | Luxembourg | 2,5 % |
| 9,7 % | Pays-Bas | 5,5 % |
| 7,6 % | Autriche | 5,1 % |
| 14,1 % | Portugal | 6,6 % |
| 35,4 % | Finlande | 15,0 % |
| 21,9 % | Suède | 10,4 % |
| 13,6 % | Royaume-Uni | 7,1 % |

Source: Eurostat

¹ Respectivement consultant britannique et expert français en économie sociale, auteur de *L'Economia Sociale in Europa*, Editions Liocorno, Italie, 1999.

l'emploi

Simon Wilson et Thierry Jeantet*

vers l'animation de cités défavorisées et les services de proximité, se multiplient également. En Italie, l'environnement législatif encourage le développement des quelque 2 500 «coopératives sociales» existantes. En Espagne, environ un millier d'initiatives en faveur de l'insertion ont été répertoriées et près de 500 «ateliers spéciaux d'emploi».

Toutes ces sociétés interviennent essentiellement dans le bâtiment et les services, mais aussi sur le marché de la réhabilitation de l'environnement, du recyclage, de la réparation automobile, de la restauration, etc. Certaines se lancent même dans des secteurs d'avenir comme les communications ou les biotechnologies.

La qualité de la formation professionnelle est bien sûr déterminante. Pour donner aux chômeurs les meilleures chances de trouver un travail à l'issue de leur passage dans une structure d'insertion, il vaut mieux leur proposer des emplois hautement qualifiés à forte composante technique ou des

travaux les mettant en contact avec le public (services de proximité).

Arriver à l'heure et respecter les délais

Mais les «entreprises pour l'emploi» font bien davantage qu'apprendre à leurs membres à repeindre une façade, à planter des arbres, à réparer un ordinateur ou à s'occuper de personnes âgées. Elles leur offrent une expérience du monde du travail. Comme le note Thierry Delavaux, qui a dirigé une entreprise d'insertion dans la banlieue parisienne, «il faut travailler autant sur le savoir-faire que sur le savoir-être. Un jeune peut avoir appris à planter des clous de façon parfaite; cela ne lui servira à rien s'il arrive à ses entretiens d'embauche avec un walkman sur la tête». Les employeurs ont besoin de travailleurs «opérationnels», à qui ils n'aient pas à apprendre à lire, écrire, compter, se montrer motivés ou communiquer avec leurs collègues. Les premières compétences que les apprenants doivent acquérir sont

d'arriver à l'heure, de respecter des délais et de travailler en équipe. Il faut parfois les pousser à acheter un réveil, les aider à trouver le chemin le plus court pour se rendre à leur travail et même les y accompagner pendant les premiers temps. Dans un monde où les carrières professionnelles sont en perpétuelle évolution, il faut également leur apprendre à s'adapter, les préparer à changer fréquemment d'employeur, à envisager de travailler à domicile ou à distance, en utilisant les nouvelles technologies de la communication.

C'est d'autant plus nécessaire que ceux qui trouvent un emploi à l'issue de leur parcours d'insertion (en général moins de la moitié des intéressés) accèdent souvent à des postes instables, mal payés et aux perspectives peu prometteuses. ■

1. *Des pratiques différentes, une volonté commune. Les «entreprises sociales» et la lutte contre l'exclusion dans six pays de l'Union européenne.* Cet ouvrage publié en 1997 concerne l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la France et l'Italie.

Le combat contre l'exclusion

En Espagne, plus d'un millier d'organisations, souvent installées dans des quartiers à problèmes, multiplient les initiatives en faveur de l'insertion sociale des jeunes.

«Nous, on ne peut pas aller voir les flics, demander un crédit à la banque, ou même faire des choix... Moi, tout ce que j'ai, c'est mon nom.» Cette réplique d'un personnage du dernier film du cinéaste britannique Ken Loach, *My Name Is Joe*, sur l'exclusion sociale décrit bien la situation de ceux qui se trouvent en marge du système. L'objectif de l'association Semilla, comme celui de nombreuses ONG espagnoles qui se consacrent à l'insertion sociale des jeunes, est de rompre le cercle vicieux de l'exclusion et de permettre aux moins de 25 ans de

trouver un travail stable et, plus important encore, d'apprendre un métier.

«Notre action tend à favoriser l'emploi de continuité. Mais à court terme, trouver un travail, même si ce n'est que pour quelques mois, permet à ces jeunes d'étoffer leur CV. Ils possèdent souvent de nombreuses capacités qu'ils ne peuvent malheureusement pas faire valoir dans un document officiel», fait remarquer Luis Oscar Reyes, responsable du centre d'information de la jeunesse et aussi du club pour l'emploi de cette association fondée il y a près de 25 ans. Son siège social se trouve près de Madrid, dans la cité dortoir de Villaverde.

«Je pense que cette expérience me permettra de trouver un travail», assure Cristina, 19 ans. Elle a appris l'existence de Semilla au collège. Après avoir passé deux ans dans un atelier de dessin et de mode, où elle a étudié la coupe et la confection, elle travaille aujourd'hui dans la boutique Metas, qui appartient également à cette ONG. C'est là qu'elle s'est initiée aux secrets du commerce de la décoration textile et de linge de maison, depuis la façon de tenir la caisse jusqu'aux relations avec la clientèle ou la fabrication de rideaux, de stores et d'édredons. «Ils occupent différents postes à tour de rôle. Ils apprennent comment

fonctionne une entreprise et surtout, ils assument des responsabilités», explique Paloma, responsable de la boutique, qui emploie cinq personnes (trois éducatrices et deux couturières professionnelles), en plus des étudiants.

Echec scolaire, alcoolisme, délinquance

Comme Cristina, des centaines de jeunes sont passés par les locaux de cette ONG qui accueille actuellement 270 personnes et dont les programmes sont financés par des organismes publics et privés espagnols et européens. Le fait que son siège soit situé à Villaverde n'a rien de fortuit. Ce quartier se distingue par un taux élevé d'échec scolaire (60 %), d'alcoolisme, de chômage, de toxicomanie, de familles éclatées ou de délinquance en bandes. Les jeunes élèves se rendent à l'association de leur propre initiative, sur les conseils de parents et d'amis, ou orientés par les services sociaux. Les moins de 16 ans (âge limite de la scolarisation obligatoire) fréquentent d'abord le centre de jour: ceux qui n'ont pas été à l'école depuis plus de quatre mois reçoivent une éducation adaptée à leur situation. Un programme aménagé sous forme de cours du soir aide ▶



Dans l'atelier de confection de l'association, une jeune femme apprend à fabriquer du linge de maison.

© Chema Rey, Madrid

également les adolescents à surmonter leur échec scolaire.

Trois ateliers de formation professionnelle d'une durée de deux à trois ans sont offerts aux plus grands: informatique, stylisme et mode, hôtellerie. Le dernier stade de la formation est l'insertion dans le monde du travail, effectuée dans un premier temps au sein de l'association qui compte, outre la boutique-atelier, un service de restauration. «*Nous bénéficions ensuite d'accords avec différentes entreprises comme Campofrío (une des principales entreprises espagnoles d'alimentation) ou Auchan (multinationale française) pour permettre aux jeunes d'effectuer des stages non rémunérés pendant une période ne dépassant pas trois mois. Nous avons également mis sur pied un processus d'insertion professionnelle sous tutelle auquel participent 40 jeunes. Il consiste à subventionner les entreprises à raison de 30 000 pesetas (215 dollars) par mois si elles engagent ces jeunes pendant six mois*», ajoute Luis Reyes. L'association fonctionne aussi comme une agence pour l'emploi qui canalise les offres de travail, aide à rédiger un curriculum vitae et oriente vers

des cours de formation accordés par l'INEM (Instituto Nacional de Empleo), agence nationale pour l'emploi. Bien que les responsables de l'association Semilla ne disposent pas de chiffres précis, ses représentants affirment que 80 % des bénéficiaires de ses formations ont trouvé un emploi, la plupart d'entre eux dans des petites boutiques du quartier.

L'expérience de Semilla n'est pas unique. A défaut de chiffres officiels, les estimations font état de plus d'un millier d'organisations de ce type en Espagne. On y inclut ce que l'on appelle les coopératives sociales (les plus nombreuses), les entreprises d'insertion, principalement dans les communautés de la Catalogne (plus de 200), de l'Andalousie (150), de Madrid (100), des deux Castilles (60), du Pays basque (50), de Valence (50) et de Galice (50). Elles diffèrent par leurs méthodes ou leur organisation, mais toutes partagent un principe fondamental pour combattre la marginalisation: la lutte contre l'exclusion commence par la prévention. ■

Cecilia Ballesteros, à Madrid

Autour du monde

L'Europe n'a pas le monopole des entreprises sociales, travaillant à la jonction entre l'économique et le social. Au Japon, des mutuelles d'assurance et des coopératives de consommateurs existent depuis longtemps. Plus récemment, de nouvelles coopératives se sont multipliées dans le secteur des services, le plus souvent à l'initiative de femmes. Depuis plus de 10 ans, au Québec, le programme de lutte contre le chômage soutient la création de coopératives et d'associations de réinsertion. Aux Etats-Unis, de nombreuses initiatives communautaires fondées sur le volon-

tariat voient le jour. Celles qui survivent trouvent les moyens de tisser des liens avec des associations plus importantes et les autorités locales mais peuvent rarement compter sur le soutien du gouvernement.

En Afrique et en Amérique latine, caisses de micro-crédit, groupements de base et autres associations de quartiers, très actives en matière de formation professionnelle et de création d'emplois, ne cessent de se multiplier. Ils forment un secteur informel parfois plus important que le marché du travail dit structuré. ■

Éducation à la carte pour lutter contre la désertion

Un groupe d'éducateurs uruguayens a décidé de lutter contre l'analphabétisme dans un quartier pauvre de Montevideo, la capitale, en personnalisant l'aide aux enfants qui désertent l'école ainsi qu'à leurs mères.

Selon les éducateurs, la principale cause d'échec est le contact insuffisant de l'enfant avec l'écriture dans son environnement familial, où prime le langage oral transmis essentiellement par la mère. Ainsi, un enfant qui vend des sucreries peut échouer dans ses cours de mathématiques à l'école, bien qu'il soit très rapide en calcul mental. Incapable de passer à l'abstraction, l'enfant ne parvient pas à transcrire par des symboles mathématiques les opérations qu'il effectue mentalement chaque jour.

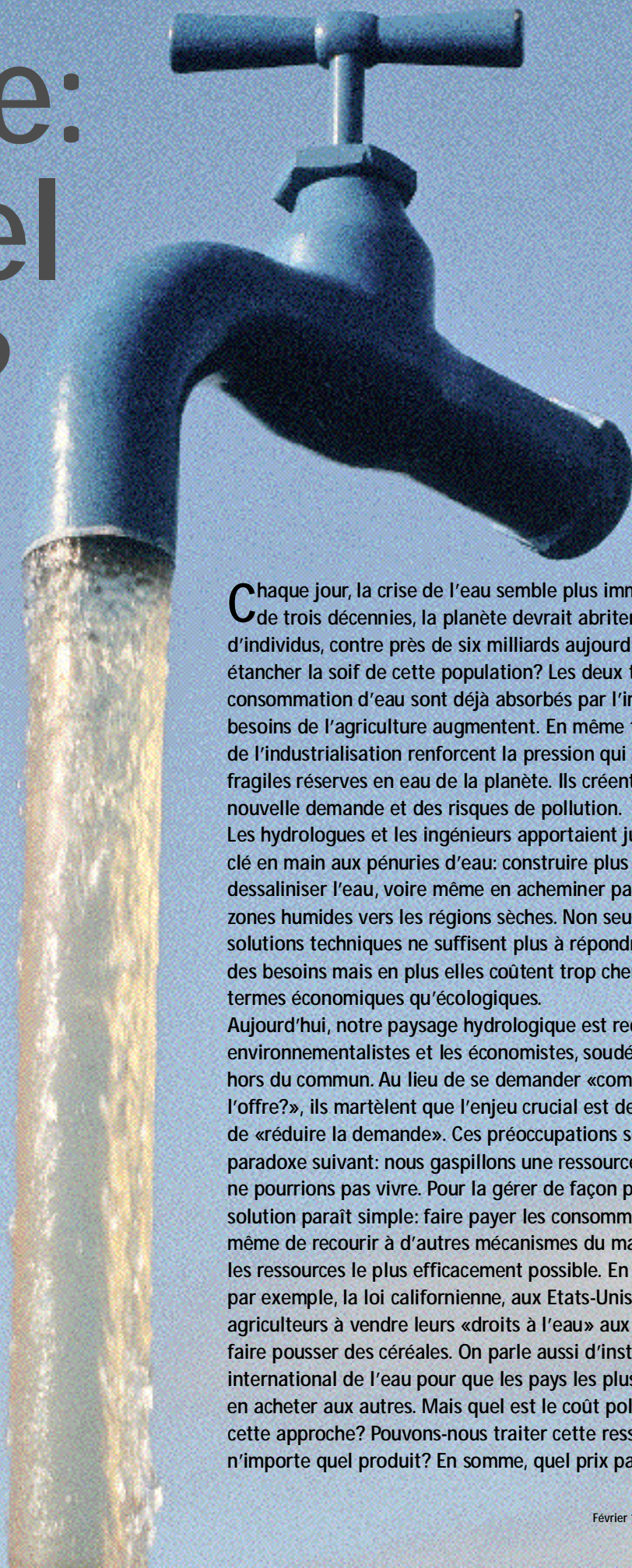
Les mères – illétrées ou analphabètes fonctionnelles dans leur grande majorité – jouent pour leurs enfants un rôle clé dans l'apprentissage et le maniement des symboles. Elles leur permettent d'accéder à la pensée abstraite, en la stimulant de façon positive. Pour intégrer la mère dans le processus d'apprentissage, deux réunions hebdomadaires d'une heure avec ses enfants ont lieu à son propre domicile, après négociation des horaires avec l'éducateur.

Baptisé El Arojo (Le chardon), le projet, qui a impliqué 1 168 personnes et bénéficie du soutien du ministère de l'Éducation uruguayen et de l'ONG «Terre des Hommes», ne prétend pas substituer à l'école mais créer des ponts pour que les jeunes y retournent.

Son succès est patent: 100% des jeunes des 88 familles ayant participé au projet ont repris le chemin de l'école et ont amélioré sensiblement leurs résultats. Non seulement la lecture s'est transformée en une nouvelle activité au sein de la famille mais quelques enfants et leurs mères ont commencé à tenir des journaux intimes. Selon Adriana Briozzo, coordinatrice du projet El Arojo de l'Institut uruguayen d'éducation populaire, cela a contribué à «renforcer la confiance des enfants en eux-mêmes et à canaliser l'agressivité des mères». Des séances de lecture de rue ont également été organisées et une bibliothèque itinérante a été créée. Les éducateurs du projet El Arojo espèrent pouvoir étendre ce projet (lauréat du prix d'alphabétisation Noma de l'UNESCO en 1998) à un plus grand nombre de familles. ■

Email: arajo@chasque.apc.org

Eau douce: à quel prix?



Chaque jour, la crise de l'eau semble plus imminente. Dans moins de trois décennies, la planète devrait abriter neuf milliards d'individus, contre près de six milliards aujourd'hui. Comment étancher la soif de cette population? Les deux tiers de la consommation d'eau sont déjà absorbés par l'irrigation et les besoins de l'agriculture augmentent. En même temps, les progrès de l'industrialisation renforcent la pression qui s'exerce sur les fragiles réserves en eau de la planète. Ils créent à la fois une nouvelle demande et des risques de pollution.

Les hydrologues et les ingénieurs apportaient jusqu'ici une réponse clé en main aux pénuries d'eau: construire plus de barrages, dessaliniser l'eau, voire même en acheminer par pipelines des zones humides vers les régions sèches. Non seulement ces solutions techniques ne suffisent plus à répondre à la croissance des besoins mais en plus elles coûtent trop cher, aussi bien en termes économiques qu'écologiques.

Aujourd'hui, notre paysage hydrologique est redessiné par les environmentalistes et les économistes, soudés par une alliance hors du commun. Au lieu de se demander «comment accroître l'offre?», ils martèlent que l'enjeu crucial est de trouver les moyens de «réduire la demande». Ces préoccupations soulignent le paradoxe suivant: nous gaspillons une ressource sans laquelle nous ne pourrions pas vivre. Pour la gérer de façon plus rationnelle, la solution paraît simple: faire payer les consommateurs. On envisage même de recourir à d'autres mécanismes du marché pour répartir les ressources le plus efficacement possible. En cas de sécheresse, par exemple, la loi californienne, aux Etats-Unis, encourage les agriculteurs à vendre leurs «droits à l'eau» aux villes, au lieu de faire pousser des céréales. On parle aussi d'instaurer un marché international de l'eau pour que les pays les plus assoiffés puissent en acheter aux autres. Mais quel est le coût politique et social de cette approche? Pouvons-nous traiter cette ressource vitale comme n'importe quel produit? En somme, quel prix payer pour l'eau? ■

La demande monte,

Puisqu'on ne peut plus augmenter l'offre d'eau douce – elle devient rare –, il faut diminuer la demande et le gaspillage. Mais comment?

L'eau, ce médiateur entre l'homme et la nature, marque autant notre quotidien que notre imaginaire. De tous temps, elle a donné lieu à des constructions sociales étonnantes et à de nombreux conflits, liés à son partage. Mais, pour la majorité de la population mondiale, qui n'en a jamais manqué, sa disponibilité coule de source. Industriels, agriculteurs et consommateurs ordinaires continuent à la gaspiller sans compter. Or, aujourd'hui, quand l'offre diminue et que la demande explose, tout le monde sait que le temps est venu de changer d'attitude.

Peu de gens réalisent que l'eau douce est une denrée rare. Beaucoup se laissent abuser par la tonalité bleue qui domine les cartes du monde. Ils ignorent que 97,5% de l'eau présente sur la planète est salée. Et que l'eau douce – les 2,5% restant – est en grande partie inutilisable: 70% se trouvent gelés dans les calottes glaciaires de l'Antarctique et du Groenland et la quasi-totalité du reliquat existe sous forme d'humidité dans les sols ou repose dans des nappes phréatiques trop profondes pour être exploitées. Au total, à peine 1% de l'eau douce, soit 0,007% de toute l'eau de la Terre, est facile d'accès.

Au cours de ce siècle, la croissance démographique et les activités humaines ont gravement fragilisé cette précieuse ressource. Entre 1900 et 1995, les prélèvements d'eau ont plus que sextuplé, évoluant à un rythme deux fois plus rapide que l'augmentation

de la population. Cette pression accrue a provoqué la multiplication des risques de pénurie. Si l'on fait le ratio entre la quantité d'eau douce et la population mondiale, on constate que la disponibilité en eau est en moyenne suffisante. Mais on estime que dans les régions les plus vulnérables, environ 460 millions de personnes (soit 8% des habitants de la planète) manquent d'eau. Et un quart de la population mondiale est menacée de connaître le même sort. Si rien n'est fait, prédisent les experts, les deux tiers de l'humanité risquent de souffrir d'un manque d'eau modéré à grave avant 2025.

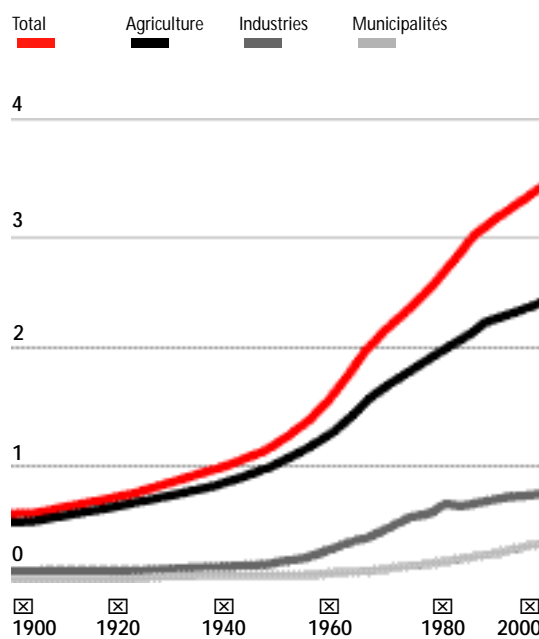
Ces inégalités dans la répartition des ressources – y compris parfois à l'intérieur d'un même pays – se traduisent par d'énormes décalages dans les niveaux de consommation: un Malgache vivant dans une zone rurale utilise 10 litres d'eau par jour, soit le minimum vital, un Français 150 litres et un Américain 425 litres. Les problèmes de disponibilité quantitative se doublent d'une inquiétante dégradation de la qualité de l'eau. Dans certaines régions, elle est si polluée qu'elle ne peut plus être utilisée, même à des fins industrielles. Les causes sont multiples: effluents non traités, déchets chimiques, fuites d'hydrocarbures, abandons d'ordures, infiltrations dans les sols de produits chimiques utilisés pour l'agriculture, etc. L'ampleur mondiale de cette pollution est difficile à évaluer car les informations manquent dans

Une vision plus précise

Desselement, méthodes d'irrigation dernier cri, collecte des brouillards: on voit souvent dans ce genre de prouesses technologiques la réponse aux pénuries d'eau. Mais, en cherchant des solutions miracles, hydrologues et hommes politiques perdent l'essentiel de vue: comment utiliser et préserver cette ressource vitale? Face à cette question, le Programme hydrologique international de l'Unesco, le Phi, adopte une approche interdisciplinaire. Il réunit des scientifiques de 150 pays pour évaluer les ressources en eau, mondiales et régionales, et, entre autres, inventorier les nappes phréatiques contaminées. En même temps, il se concentre sur les réalités culturelles et socio-économiques à connaître pour prendre les bonnes décisions. Par exemple, les réserves contenues dans les nappes phréatiques de Gaza (Autorité palestinienne) sont soumises à de graves pressions, en partie du fait des récents investissements économiques. Le Phi intervient à deux niveaux: il forme des hydrologues locaux et les aide à évaluer les ressources; il coopère avec les pouvoirs publics à la mise en place d'un système d'autorisations de pompage de l'eau.

Avec le Conseil mondial de l'eau – un groupe de réflexion international sur les questions hydrologiques –, le Phi anime aujourd'hui le projet «Vision mondiale de l'eau», l'un des plus ambitieux dans ce domaine: des centaines de milliers d'hydrologues, de responsables politiques, d'agriculteurs, de chefs d'entreprise et de simples citoyens y participent. Ils vont prendre part à des consultations publiques pour mettre au point des scénarios régionaux sur l'évolution de problèmes clés, comme la contamination de l'eau, au cours des 25 prochaines années.

Prélèvement mondial d'eau par secteur (1900-2000) en milliers de km³ par an



l'offre baisse

Houria Tazi Sadeq*



© Glen Christensen/Amhem

La quête de l'eau dans un puits à Passakongo au Burkina Faso.

plusieurs pays. Certains indices permettent cependant de l'entrevoir. On estime par exemple que 90% des eaux usées sont libérées dans les pays en développement sans avoir subi le moindre traitement.

Une concurrence accrue entre les types d'utilisateurs

La situation est particulièrement grave dans les environnements urbains. Or c'est justement là que les besoins explosent. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, les villes vont devenir plus peuplées que les campagnes et donc consommer des quantités d'eau toujours plus grandes. Cet essor de l'urbanisation contribuera à susciter une concurrence accrue entre les divers types d'utilisateurs de l'eau. Aujourd'hui, l'agriculture capte 69% de l'eau consommée dans le monde, l'industrie 23% et les ménages 8%. Dans les pays en développement, la part de l'agriculture peut même atteindre 80%.

A l'avenir, on s'attend à ce que les besoins des

citadins, de l'industrie et des infrastructures touristiques augmentent rapidement, au moins autant que la nécessité de produire plus de denrées agricoles pour nourrir la planète.

On a longtemps considéré l'accroissement de l'offre d'eau comme un problème technique. Et donc proposé des solutions techniques: multiplication des barrages, dessalement de l'eau de mer, etc. Les idées les plus farfelues ont même circulé, comme le découpage et le remorquage de morceaux d'iceberg. Mais aujourd'hui, les solutions techniques montrent leurs limites. Par exemple, la réalisation de nouveaux barrages se heurte à des arguments économiques – ils coûtent de plus en plus cher car les sites les plus rentables sont déjà exploités – et socio-écologiques – ils privent des millions de gens de leur environnement et déstabilisent les écosystèmes. Résultat, on construisait en moyenne deux fois plus de barrages entre 1951 et 1977 qu'au cours de la dernière décennie, selon le Worldwatch Institute. ►

L'eau de la fontaine glisse, coule et rêve, léchant, presque muette, la pierre moussue.

Antonio Machado
(1875-1939), Espagne

* Juriste marocaine, présidente de l'Alliance Maghreb-Machrek pour l'eau, vice-présidente du Secrétariat international de l'eau.

Face à l'impuissance grandissante des hydrologues et des ingénieurs, un consensus s'est dessiné: l'offre n'étant plus extensible, ou alors à des coûts prohibitifs pour de nombreux pays, il faut limiter l'explosion annoncée de la demande et les gaspillages: on estime par exemple à 60% de l'eau consommée les pertes liées à l'inefficacité des systèmes d'irrigation.

Les économistes ont ainsi été amenés à plonger dans le débat sur l'eau, non sans faire des vagues. Pour imposer un «usage rationnel» de la ressource, c'est-à-dire éviter de la gaspiller et préserver sa qualité, disent-ils, il faut faire payer les consommateurs. Pas question, rétorquent les partisans de la gratuité de l'eau, considérée dans de nombreuses cultures comme un «don du ciel». Et les pauvres? ajoutent les défenseurs des droits de l'homme et du droit à l'eau. D'autres questions clés suscitent de vives controverses: comment calculer «le vrai prix» de l'eau? Qui doit gérer sa commercialisation?

Des partenariats entre secteurs publics et privés

Malgré les oppositions et les incertitudes, le principe de la gratuité de l'eau est bel et bien remis en question. Pour beaucoup, elle est devenue une marchandise, qui se vend et qui s'achète. Mais la gestion de ce patrimoine partagé ne saurait être laissée aux seules lois du profit. De nombreux acteurs de la société civile – ONG, chercheurs, groupements communautaires, etc. – se mobilisent pour que les dimensions sociales et culturelles de la gestion de l'eau soient prises en compte. Même la Banque mondiale, le principal promoteur de sa privatisation, se montre prudente sur le sujet. Elle reconnaît la richesse des partenariats entre les secteurs publics et privés, qui se multiplient depuis quelques années. Seul l'Etat semble en effet en mesure de veiller au respect de l'équité et de jouer un rôle d'arbitre entre les différents types d'acteurs: groupes de consommateurs, entreprises privées, organismes publics.

Dans tous les cas, la nécessité s'impose de mettre en place des systèmes de régulation de la gestion de l'eau à l'aune de critères autres que purement financiers. Sauf à dénier le droit à l'eau à des centaines de millions de personnes. ■



Arrosage de vergers en Provence (France).

© Patrick Bertrand/Sill Pictures, Londres



- Une personne peut survivre environ un mois sans manger, mais seulement une semaine sans boire d'eau.
- Notre peau est constituée d'environ 70% d'eau.
- Dans la plupart des pays en développement, les femmes et les enfants parcourent en moyenne 10 à 15 kilomètres chaque jour pour aller chercher de l'eau.
- Près de 34 000 personnes meurent chaque jour d'affections liées à l'eau, comme la diarrhée ou les vers parasitaires. Ce bilan équivaut à celui de 100 accidents d'avion par jour!
- Chaque personne a besoin en moyenne de cinq litres d'eau par jour pour boire et cuisiner mais de 25 autres litres pour son hygiène personnelle.
- Chaque membre d'une famille canadienne utilise en moyenne 350 litres d'eau par jour contre 20 litres en Afrique et 165 litres en Europe.
- Une vache laitière doit boire environ quatre litres d'eau par jour pour produire un litre de lait.
- Une tomate est constituée à 95% d'eau.
- Quelque 9 400 litres d'eau sont utilisés pour fabriquer quatre pneus de voiture.
- Environ 1,4 milliard de litres d'eau sont nécessaires pour produire la quantité mondiale de papier journal utilisée au cours d'une seule journée.

Sources: Initiative pour développement international de l'Université McGill (Montréal, Canada) et Saint Paul Water Utility (Minnesota, Etats-Unis).

Pourcentage de la population privée d'accès à l'eau potable et à l'assainissement, par région (1990-1996)

| Région | Eau potable | Assainissement |
|---------------------------------|-------------|----------------|
| Etats arabes | 21 | 30 |
| Afrique subsaharienne | 48 | 55 |
| Asie du Sud-Est et Pacifique | 35 | 45 |
| Amérique latine et Caraïbes | 23 | 29 |
| Asie de l'Est | 32 | 73 |
| Asie de l'Est (hormis la Chine) | 13 | — |
| Asie du Sud | 18 | 64 |
| Pays en développement | 29 | 58 |
| Pays les moins avancés | 43 | 64 |

Source: Rapport mondial sur le développement humain 1998, New York, PNUD

Durées du renouvellement complet des eaux

| Types d'eau | Durée |
|-----------------------|------------------|
| Eau biologique | plusieurs heures |
| Eau dans l'atmosphère | 8 jours |
| Eau de rivière | 16 jours |
| Eau dans les sols | 1 an |
| Eau de marais | 5 ans |
| Eau de lacs | 17 ans |
| Eau souterraine | 1 400 ans |
| Glaciers | 1 600 ans |
| Océans | 2 500 ans |
| Calottes polaires | 9 700 ans |

Source: World Water Balance and Water Resources of the Earth, Gidrometeoizdat, Leningrad, 1974

Le monde de la soif

De combien d'eau un Terrien dispose-t-il en moyenne? D'un volume deux fois plus petit qu'il y a 50 ans. En 1950, les réserves mondiales (après déduction de l'eau utilisée par l'agriculture, l'industrie et les ménages) se montaient à

16 800 mètres cubes par personne et par an.

Elles sont aujourd'hui tombées à 7 300 mètres cubes et devraient se limiter à 4 800 mètres cubes dans 25 ans.

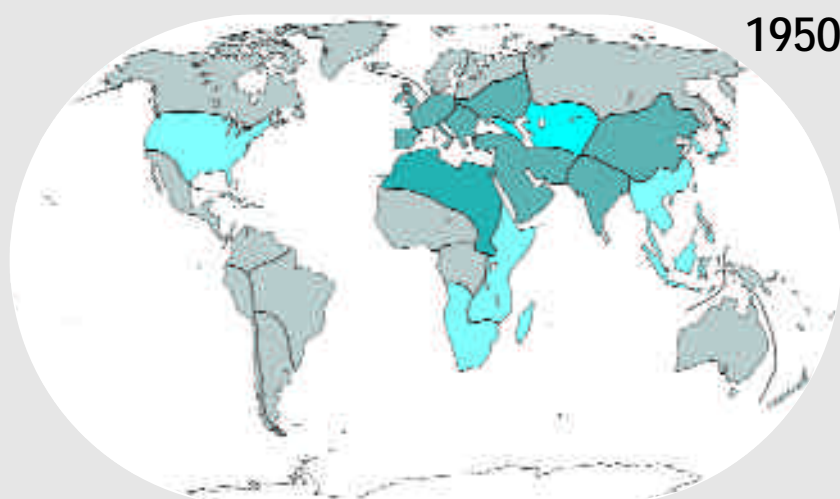
Les scientifiques ont mis au point de nombreuses méthodes pour mesurer les réserves et évaluer la rareté de l'eau. Dans les cartes ci-contre, le niveau d'alimentation en eau dit «catastrophique» signifie qu'en cas de crise, une sécheresse par exemple, il n'y aura probablement pas assez d'eau pour assurer la survie de la population. Un niveau «faible» compromet le développement industriel ou la possibilité de nourrir les habitants.

Il y a seulement 50 ans, pas un seul pays au monde n'enregistrait un niveau d'alimentation en eau «catastrophique». Aujourd'hui, près de 35% de la population mondiale vit dans cette situation. En 2025, les deux tiers des habitants de la planète auront des réserves d'eau faibles, sinon catastrophiques. En revanche, les régions

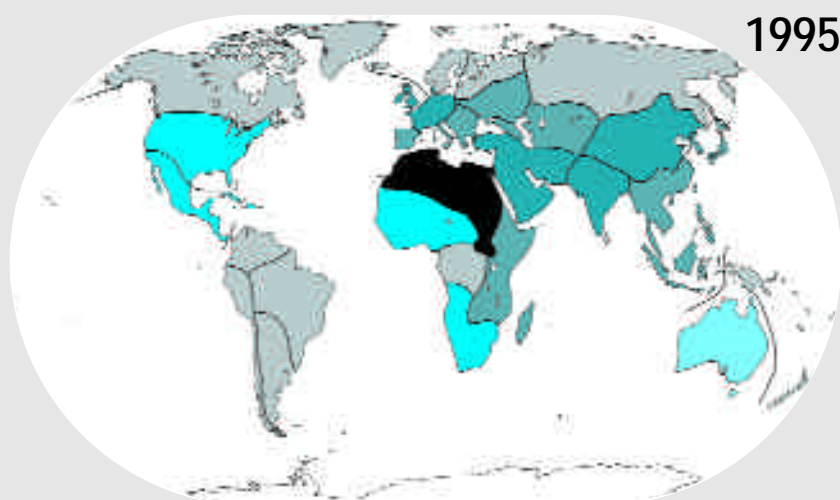
et pays «riches en eau» – l'Europe du Nord, le Canada, la quasi-totalité de l'Amérique du Sud, l'Afrique centrale, l'Extrême-Orient et l'Océanie – continueront à disposer de vastes réserves.

Cet amenuisement considérable des réserves reflète l'augmentation continue des besoins d'une population en expansion, de l'agriculture et de l'industrie. De plus, la nature est loin d'avoir réparti ses bienfaits de manière équitable. Plus de 40% de l'eau des fleuves, des roches-réservoirs et des lacs se trouve concentrée dans six pays: le Brésil, la Russie, le Canada, les Etats-Unis, la Chine et l'Inde. En revanche, près de 40% des terres émergées n'en ont que 2%.

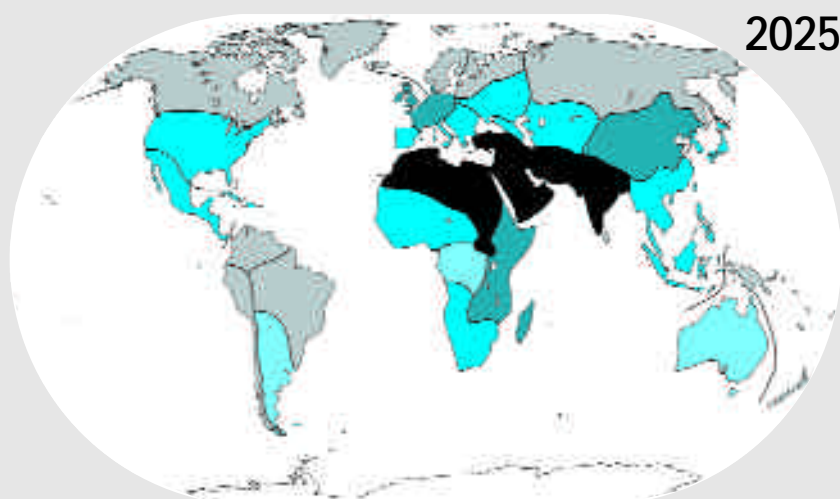
En 2025, les réserves par habitant auront été divisées par deux en Europe et aux Etats-Unis par rapport à 1950, et par quatre en Asie et en Amérique latine. Mais le vrai drame se jouera en Afrique et au Moyen-Orient: les réserves par habitant y auront sans doute été divisées par huit.



1950



1995



2025

Disponibilité en eau (en milliers de m³ par personne et par an)

| | | |
|---|-----------|---------------------------|
| ■ | < 1.0 | =catastrophiquement basse |
| ■ | 1.1 - 2 | =basse |
| ■ | 2.1 - 5 | =très basse |
| ■ | 5.1 - 10 | =moyenne |
| ■ | 10.1 - 20 | =élevée |
| ■ | > 20 | =très élevée |

Courants contraires

Faut-il privatiser l'eau, en faire une « marchandise » comme une autre ? Ceux qui le pensent y voient aussi un moyen d'éviter son gaspillage. D'autres s'y opposent, avançant que les pauvres n'auront plus accès à cette ressource vitale que l'Etat doit donc continuer de gérer. Le débat ne fait que commencer. John Briscoe, de la Banque mondiale, plaide en faveur d'un élargissement du rôle du marché quand l'universitaire français Bernard Barraqué en souligne les dangers. Les questions de Colin Green, qui se définit comme « hydrologue iconoclaste et économiste », les poussent dans leurs retranchements.

Colin Green: Considérer l'eau comme une ressource économique suscite de vives controverses et de nombreux débats. Quels sont les enjeux concrets ?

John Briscoe: Il y en a deux. D'abord, des services comme l'approvisionnement en eau ou l'irrigation ont un coût. L'utilisateur devrait le payer afin d'assurer notamment leur équilibre financier, tout comme pour les autres services. Dans les pays en développement, on dit souvent qu'il faut subventionner ce service pour que l'eau soit accessible aux pauvres. Mais, dans la quasi-totalité des cas, c'est la composante riche ou puissante de la société qui en bénéficie: les pauvres ne sont pas desservis par le réseau et doivent, en définitive, payer des vendeurs d'eau 10 fois plus cher que le coût du service public.

Le deuxième point est plus subtil et contesté. C'est ce que les économistes appellent la « valeur de renonciation ». Imaginez un bassin commun. En me servant d'un mètre cube d'eau (même si elle est gratuite), j'impose un coût à tous les autres: je les prive de la possibilité d'en faire usage. En termes techniques, la valeur la plus élevée de l'usage qui se trouve ainsi interdit est appelée « valeur de renonciation » ou « coût d'opportunité » de l'eau. La controverse

porte sur la façon d'aborder ce coût. On a considéré jusqu'à ces dernières années que l'Etat se devait de répartir cette eau. Mais il est apparu, douloureusement, que les Etats ne sont pas très doués pour remplir cette mission. Il y a d'autres possibilités. L'une est de fixer un prix que paieront les usagers, donc de rationner une ressource rare. Cette approche se heurte à une résistance forte – et justifiée – des intéressés. Une autre solution, plus originale, consiste à attribuer des droits de propriété aux usagers et à installer des marchés de l'eau. Mais l'eau n'est pas un « marché libre ». Il faut d'ailleurs qu'il soit très réglementé. Des marchés informels existent depuis longtemps, partout où il y a pénurie d'eau. Et durant les dernières décennies, on a fait d'énormes progrès pour créer des marchés officiels, par exemple en Californie, au Chili, en Australie, au Mexique.

Bernard Barraqué: L'eau est d'abord une ressource naturelle et, dans certains cas, elle devient un bien à la fois économique et social. En Europe, on n'assigne pas de prix à l'eau dans son environnement naturel. En revanche, le coût d'installation des technologies qui rendent cette eau utilisable doit, en partie au moins, être financé par les usagers.

Dans le cadre des lois européennes sur l'eau, chacun peut prendre gratuitement de petites quantités d'eau à la source pour ses besoins domestiques. Pour les réseaux publics, on paye le coût du service. La pratique générale consiste à demander aux consommateurs une faible redevance forfaitaire pour le raccordement, ou pour un volume d'eau minimal. Au-delà, ils paient en fonction de ce qu'ils utilisent.

Les usagers non domestiques qui exploitent un bassin ou le surexploitent devraient, à mes yeux, payer des taxes de prélèvement, en particulier pour l'irrigation. Une très petite redevance sur l'eau utilisée par les agriculteurs pourrait « libérer » beaucoup d'eau pour les autres usagers. Mais les incitations économiques par les taxes sont plus efficaces quand elles sont gérées par des « conseils d'usagers » plutôt que par une administration centralisée.

Colin Green: La crise de l'eau est-elle vraiment une crise alimentaire ? Est-ce à cause d'une demande

Un marchand d'eau à Jodhpur, en Inde.





© Wolfgang Volz/ Bildberg/Studio X, Paris

Inspection des conduites d'eau, à Hambourg.

croissante pour irriguer les cultures que nous allons manquer d'eau?

John Briscoe donne une réponse semblable à celle de Bernard Barraqué: L'irrigation est le plus grand usager du monde: l'eau n'est pas seulement prélevée, elle s'évapore et ne revient donc pas au bassin fluvial. Le problème n'est pas de libérer de l'eau pour l'irrigation mais de s'assurer qu'elle est utilisée efficacement. Cela dit, la crise est en fait très complexe. La pollution, par exemple, pose de plus en plus de problèmes.

Colin Green: Les économistes ont mis au point de nombreuses méthodes pour déterminer la valeur des ressources naturelles. Pour certains, un marais riche en biodiversité par exemple a une valeur intrinsèque qui ne saurait être mesurée en dollars. Comment allons-nous inclure ces préoccupations morales dans les analyses économiques?

John Briscoe: Je ne parlerais pas de «préoccupation morale» pour un marais, qui est quelque chose que les gens valorisent ou veulent avoir, parce qu'il fournit toute une gamme de services très importants, en particulier esthétiques. L'approche logique est de trouver le moyen d'impliquer toutes les parties intéressées dans une gestion globale du marais et de l'ensemble de l'écosystème aquatique.

Bernard Barraqué: Certains suggèrent qu'en attribuant un prix aux «services» qu'assure ce marais, nous pouvons amener chacun à valoriser et à respecter cette ressource. Je ne suis pas d'accord. Les économistes n'ont pas encore trouvé comment déterminer la véritable valeur de tout ce que peut apporter un marais.

Colin Green: Beaucoup d'économistes estiment que toute consommation d'eau devrait être payée à un prix égal au coût de sa mise à disposition. Les prix sont-ils réellement efficaces pour réduire l'usage et le gaspillage de l'eau?

John Briscoe: Assigner un prix à l'eau et la facturer en fonction du volume utilisé est sûrement un moyen efficace de diminuer la demande. C'est vrai, en tout cas, pour tous les autres biens que nous consommons.

L'eau coule en filets, en ruisseaux, vers la bouche d'égout du coin de la rue, elle stagne, s'accumule (...) Puis elle se cache, disparaît, devient identique à l'air, se respire. Et elle attriste la lumière. Elle allonge les heures des amants, prolonge la solitude, enrachine l'infortune.

Jaime Sabines
(1926-), Mexique

Bernard Barraqué: Gérer un réseau d'alimentation en eau n'est pas très onéreux, mais le mettre en place coûte cher. C'est la raison fondamentale pour laquelle les pays en développement qui en installent ont besoin de subventions massives et de prêts bon marché, exactement comme les pays développés autrefois. Lorsque les réseaux initiaux sont achevés, il est alors possible d'augmenter les prix pour couvrir leur maintenance à long terme, comme on le fait en Europe du Nord.

Les compteurs d'eau n'amènent pas nécessairement à consommer moins. La plupart des études européennes ont montré que la consommation d'eau pour les usages domestiques – boire, faire la cuisine et se laver – ne varie pas en fonction du prix demandé. Inversement, les usages extérieurs – remplir la piscine, laver la voiture, arroser le jardin – y sont sensibles. Aussi devons-nous être prudents quand nous tenons des propos généraux sur le paiement en fonction de la consommation. Un autre point vaut d'être souligné. Si l'on parle beaucoup de ce type de paiement pour les particuliers, on n'a pas porté grande attention aux économies qui pourraient résulter de l'installation de compteurs sur les grands systèmes d'irrigation.

Colin Green: On parle beaucoup de «marchés de droits sur l'eau»: le droit de prélever de l'eau serait ainsi commercialisable. De nombreux pays se verraient alors contraints de réécrire leurs lois et d'attribuer un droit de prélever l'eau, ce qui implique un sentiment de propriété sur cette ressource. Est-ce souhaitable?

John Briscoe: Là où il y a de l'eau, il y a des droits implicites sur cette eau et des conflits autour. En définissant officiellement ces droits, nous pouvons établir une méthode plus claire et plus efficace pour traiter un problème inhérent à la vie humaine. Les marchés en question ont un succès, par exemple en Californie, où des lois ont été votées pour autoriser les agriculteurs à vendre leurs droits sur l'eau à des villes pendant une sécheresse. Les avantages économiques et sociaux de ce système sont clairs.

Bernard Barraqué: En Europe, l'importance des eaux «privées» se réduit, mais cela ne signifie pas qu'elle sont devenues propriété de l'Etat. En général, les Européens considèrent l'eau comme un patrimoine commun: on peut l'utiliser mais pas la posséder. La plupart du temps, l'Etat ne joue pas le rôle de gestionnaire direct mais fait office de garant, qui veille à ce que les diverses catégories d'usagers partagent les ressources en respectant l'équité, l'égalité et les principes éthiques. Ce système équilibré est plus souple que la privatisation et il peut d'ailleurs s'accompagner de compensations monétaires.

Colin Green: L'argumentation en faveur de la privatisation est-elle d'ordre pratique, ou essentiellement idéologique?

John Briscoe: Les deux. C'est un vaste sujet, avec beaucoup de grandes envolées confuses. Personne n'a vraiment privatisé les services des eaux, sauf l'Angleterre et le Pays de Galles. Nous trouvons plus

couramment ce que les Français appellent la «gestion déléguée»: la propriété reste publique, mais des entreprises privées assument toute une série de tâches dont elles s'acquittent mieux que les agents de l'Etat. Il n'y a aucune solution réglementaire magique au problème du monopole qui fait de l'eau soit un bien public, soit un bien privé. Je suis tout à fait convaincu qu'un système mixte, où les fonctionnaires surveillent les entreprises concurrentes et *vice versa*, donne le meilleur espoir d'assurer aux usagers un bon service à un coût raisonnable.

Bernard Barraqué: Je suis d'accord: les systèmes mixtes sont effectivement supérieurs. Une large gamme de privatisations partielles existent dans toute l'Europe occidentale. En pratique, on «privatise» quand le service public fonctionne mal. On a alors le sentiment qu'on n'a pas le choix. En réalité, il y a d'autres solutions. Certains pays, par exemple, pourraient avoir avantage à réunir divers types de services, comme le gaz, l'électricité et l'eau, dans un même système de financement et de facturation plus efficace.

Colin Green: La participation de la population est jugée capitale dans le développement durable. Comment pourrions-nous concilier participation et privatisation?

John Briscoe: De fins observateurs ont soutenu que le plus grand bienfait de l'introduction du secteur privé, c'est justement qu'elle accroît la vigilance publique, la transparence et la responsabilité. En Angleterre et au Pays de Galles (considérés comme des modèles de privatisation de l'eau, bien que,



Un projet communautaire pour la construction d'égouts, à Ciudad de Guatemala.

© Nigel Dodson/Saïll Pictures, Londres

personnellement, je n'en sois pas un admirateur fanatique), les usagers, la presse et la population en général se sentent beaucoup plus concernés qu'avant la privatisation.

Face à de grandes bureaucraties pesantes, les usagers se résignent à un service inefficace. Ils n'expriment pas leurs exigences. Avec la privatisation, ils paient ce service et n'acceptent pas qu'il soit mal rendu. Dans beaucoup de pays qui ont connu la privatisation, les gens commencent à se montrer tout aussi exigeants à l'égard des services publics. C'est peut-être l'avantage principal associé à la gestion privée de l'eau.

Bernard Barraqué: Je ne suis pas d'accord avec John sur la participation de la population en Angleterre et au Pays de Galles. La privatisation entraîne une participation conflictuelle. En France aussi, les usagers font moins confiance à la gestion privée. Cela constitue une bonne raison pour maintenir le rôle des autorités locales.

Idéologiquement, la privatisation est fondée sur la «marchandisation» d'un service. Ce qui fait de l'utilisateur un client, non un citoyen. En tant que citoyen, l'individu peut, par civisme, se sentir tenu de limiter sa consommation d'eau, en particulier pendant une sécheresse. Le client, lui, attend le service qu'il a payé, quelles que soient les circonstances.

Pour gérer un réseau efficacement, il faut quantité d'informations sur la façon dont l'eau est utilisée. La participation des usagers assure cette information, donc diminue en dernière analyse les frais d'exploitation du réseau. En même temps, un consommateur mieux informé pourrait aussi devenir un citoyen plus exigeant. Les Français, par exemple, se plaignent du prix élevé de l'eau. Ils tiennent à avoir leur compteur individuel, même s'il n'est guère efficace: il leur dira, bien sûr, combien d'eau ils ont consommé, mais ce qu'ils ne verront pas, c'est que leur facture couvre les coûts de dépollution des eaux des usines raccordées aux égouts de la ville, par exemple, ou de nitrates d'origine agricole. S'ils étaient mieux informés, ces mêmes usagers revendiqueraient peut-être en faveur d'une politique de l'eau plus durable.

Valence: 10 siècles d'eaux tranquilles

En matière de droits sur l'eau, les cultivateurs de Valence ne laissent aucune place à l'improvisation: depuis plus de 1 000 ans, ils s'adressent au Tribunal de las Aguas (le tribunal des eaux) pour qu'une distribution équitable des eaux de la rivière Turia, à l'est de l'Espagne, soit garantie.

Sur le parvis de la cathédrale de Valence, huit syndics tranchent à voix haute les conflits entre agriculteurs sur l'utilisation de l'eau des canaux d'irrigation qui arrosent quelque 17 000 hectares des environs de la ville. Cette scène se répète tous les jeudis à midi depuis l'an 960, lorsque le calife de Cordoue Abderraman III a créé ce tribunal de la vallée de Valence, le plus vieux d'Europe.

Les huit syndics, habillés de noir et accompagnés d'un garde arborant l'emblème de l'institution, représentent chacun des canaux d'irrigation des eaux de la Turia. Ils ne sont ni avocats ni magistrats professionnels; ils ne rendent pas compte par écrit de leurs verdicts; ils ne disposent pas de prison pour incarcérer les coupables. Les quelques 1 500 agriculteurs dépendant de chaque canal élisent leur propre syndic, qui doit être un cultivateur et non un simple propriétaire. La tâche de ces «magistrats du peuple» consiste à garantir que tous les cultivateurs de la vallée reçoivent l'eau dont ils ont besoin. Ils appliquent la formule de l'Ordonnance écrite par Don Jaime 1^{er} en 1238 et toujours en vigueur: «Chacun a droit à l'eau qui lui revient proportionnellement à la terre qu'il possède.»

Les plaintes les plus fréquemment déposées devant le tribunal ces dernières années concernent le gaspillage ou le vol de l'eau en période de sécheresse, l'entretien des canaux pour faciliter la libre circulation des eaux, les dégâts infligés aux cultures pour cause de déversement excessif d'eau sur des terrains voisins, ou encore le non respect des tours d'arrosage organisés en roulement.

Hongrie: le coût d'un verre d'eau

La Hongrie plonge dans le maelström de la privatisation, mais ses nouvelles compagnies des eaux ne sont pas très bonnes nageuses.

L'aspect n'a pas changé. Le goût non plus. Même la mauvaise odeur de chlore est toujours là, familière. Ce verre d'eau apparemment ordinaire devient pourtant, pour les deux millions d'habitants de Budapest, un bien toujours plus précieux. De 1991 à 1999, les prix de l'eau ont triplé. Dans toute la Hongrie, les usagers ont vu leurs factures d'eau augmenter considérablement. Parfois, elle a été multipliée par cinq. Les compagnies des eaux ont été placées devant cette seule alternative: réduire les services ou augmenter les tarifs.

Quarante ans de mauvaise gestion socialiste ont rendu les Hongrois allergiques à tout centralisme. Entre 1991 et 1994, les services publics des eaux ont donc été transformés en sociétés par actions appartenant aux municipalités. Mais leurs responsabilités sont lourdes: ce sont en effet les élus locaux qui doivent augmenter les factures d'eau de leurs électeurs. Et les infrastructures dont ils ont hérité ont grand besoin d'investissements massifs. Le réseau dessert la quasi-totalité de la population hongroise, mais une très faible partie de cette eau est traitée après utilisation. A Budapest, par exemple, environ 70% des eaux usées sont déversées chaque année dans le Danube (environ 193 millions de mètres cubes en 1998), au grand dam des pays voisins en aval. Aux termes de la Convention de Sofia de 1994, la Hongrie a accepté de réduire cette pollution, mais où trouver les trois milliards de dollars d'investissements requis?

Le privé mieux que les fonctionnaires

Aussi les municipalités se tournent de plus en plus vers la privatisation. De 1994 à 1997, elles ont vendu 25% à 50% des actions de six compagnies des eaux municipales surtout à des investisseurs étrangers. Il y en a plus de 200, mais ces six-là desservent environ un quart de la population à l'échelle nationale.

A en juger par les premiers résultats, il faudra un certain temps avant que ces investissements ne se traduisent par une amélioration des réseaux d'adduction et de traitement des eaux. A Budapest, par exemple, les nouvelles recettes du réseau privatisé sont censées couvrir non seulement les frais d'exploitation mais aussi les réparations, notamment le remplacement chaque année de 10% des 4 000 kilomètres. Or seuls 30 kilomètres de canalisations ont été réparés l'an dernier.

Pourtant, la population reste persuadée que le privé va sûrement mieux faire que les fonctionnaires. De fait, la rentabilité du système des eaux a augmenté dans la capitale au cours des deux dernières années,

depuis qu'une partie des actions ont été achetées, pour 91 millions de dollars, par un consortium franco-allemand appartenant à la Lyonnaise des Eaux (groupe Suez) et à Aqua (groupe RWE). Celui-ci gère le réseau tandis que la municipalité s'occupe des problèmes clés, comme les tarifs. L'an dernier, le consortium a réussi à réduire les coûts d'exploitation de 12 millions de dollars environ, essentiellement en restructurant et en licenciant. Les investisseurs ont encaissé 75% de l'argent ainsi économisé. Les 25% restants ont servi à maintenir les prix aussi bas que possible pour les usagers. Mais les tarifs de l'an dernier ont malgré tout augmenté de plus de 20%, contre 13% ou 14% pour l'indice des prix à la consommation. Cette année, après de longues négociations, les investisseurs et la municipalité sont arrivées à un compromis: une hausse de 13%, légèrement plus que le taux d'inflation prévu.

Résultat net: personne n'est content. Les investisseurs privés sont entrés dans le capital de sociétés qui continuent à perdre de l'argent. Les élus locaux craignent le coût politique des hausses de prix. Et les citoyens se pincet le nez sur des verres d'eau qui leur coûtent plus cher chaque année. ■

Gabor Szabo, à Budapest

Veulle Osiris te présenter l'eau fraîche.

Inscription figurant sur un monument funéraire égyptien

La santé en bouteille

Eau: H₂O. Deux atomes d'hydrogène et un atome d'oxygène, mais également du potassium, du fer, du sodium, du calcium, du magnésium, des bicarbonates... et parfois des bulles. Le marché mondial de l'eau en bouteille, dominé par les multinationales Nestlé et Danone est un secteur en pleine croissance avec une consommation de plus de 80 milliards de litres par an.

Synonyme de santé et de qualité de vie, l'eau minérale a une définition, acceptée par le Codex Alimentarius de la FAO, qui sert de référence entre Etats. Elle stipule que les eaux minérales naturelles sont celles qui sont directement extraites du sol, mises en bouteille à proximité de la source, de composition stable et ayant subi un traitement minimal. Sont donc exclues les eaux minéralisées ou gazéifiées à posteriori, les eaux médicinales (souvent vendues en pharmacie et aux effets médicamenteux) ou les eaux simplement mises en bouteille.

Selon les chiffres du centre spécialisé Euromonitor, les ventes mondiales d'eau portant le label «minérale» ont augmenté de 25,5% entre 1993 et 1997, passant de 46,43 à 58,29 milliards de litres. Les plus grands amateurs sont les Italiens et les Français: ils consomment en effet plus de 100 litres d'eau minérale par an et par habitant, soit le double des Espagnols (55 litres) et 20 fois plus que les Japonais (cinq litres).

La situation est bien différente dans de nombreux pays en voie de développement, où la consommation d'eau en bouteille (souvent vendue dans des bidons) est quasiment obligatoire en raison de la mauvaise qualité de l'eau des réseaux de distribution, lorsqu'ils existent. Le dernier rapport sur le développement humain du Pnud (Programme des Nations unies pour le développement) indique que si la totalité de la population mondiale avait accès à une eau potable et propre, deux millions de vies seraient sauvées chaque année. ■

Afrique du Sud: L'eau démocratisée

Parce que l'eau tue encore trop de pauvres, le parlement sud-africain a adopté une loi démocratisant l'accès à cette ressource vitale.



© Transfert/Anthem

La quête de l'eau dans un township.

L'année dernière, nombre de Sud-Africains se sont exprimés lors des auditions publiques sur la pauvreté, organisées pendant trois mois dans tout le pays par des organisations non gouvernementales et des Églises. L'une des histoires racontées à cette occasion est encore dans tous les esprits: dans un village du nord du Kwazulu-Natal, des femmes qui allaient chercher de l'eau à la rivière ont été tuées par des crocodiles.

En Afrique du Sud, le manque d'eau est une question de vie ou de mort. Un tiers environ des 36 millions d'habitants n'ont pas accès à l'eau potable et près des deux tiers manquent d'installations sanitaires de base, dans des régions où les rivières sont devenues de véritables cloaques. En conséquence, de nombreux enfants souffrent de maladies liées au manque d'eau et à l'utilisation d'eau polluée. Et leurs mères ont raconté que, devant garder leurs enfants malades, elles ne pouvaient plus aller travailler. Mais les choses vont changer: l'Afrique du Sud vient de se doter d'une nouvelle politique de gestion de l'eau, considérée comme l'une des plus progressistes du monde.

Apprendre à partager

La première phase consiste à installer des pompes collectives pour garantir, d'ici à 2004, l'accès direct de chaque foyer sud-africain à au moins 25 litres d'eau propre par jour, à moins de 200 mètres de son domicile. On augmentera aussi le nombre d'arrivées d'eau dans les maisons et on multipliera les installations sanitaires – une tâche qui s'avère difficile car beaucoup de communes n'ont pas les moyens de payer pour ces nouveaux services.

La seconde étape est plus ambitieuse: il s'agit de démanteler un système qui remonte à l'apartheid,

lorsque l'eau potable était réservée à une riche minorité. Dans le township de Soweto par exemple, on voit souvent des gens porter des seaux ou pousser de vieilles brouettes chargées de jerricans d'eau. Dans les banlieues voisines, la moindre maison a une cuisine et deux salles de bain et les jardins sont arrosés pendant des heures. De même, dans le Kwazulu-Natal, des femmes meurent tuées par les crocodiles tandis que des fermiers irriguent leurs cultures pour presque rien. Ces derniers ont des droits de riverains pour un accès à l'eau sur ou à côté de leurs terres, mais ils peuvent aussi puiser à d'autres sources, grâce aux infrastructures financées par l'Etat. Les industries, comme celle du bois ou du charbon, bénéficient également de ces installations. « Ces secteurs reçoivent aujourd'hui la part du lion des fonds publics pour l'eau », déclare Mike Muller, directeur général au ministère de l'Eau. « Il faudra qu'ils apprennent à partager ».

Utilisations à caractère social

C'est précisément l'objectif de la nouvelle loi, votée par le Parlement en 1998. Elle remplace les anciens droits des riverains par des licences accordées pour des utilisations à caractère social de l'eau, comme le développement économique et la création d'emplois. Les licences iront de préférence aux nouveaux acteurs de la société, en particulier aux fermiers noirs. Un bureau recevra les plaintes de ceux qui perdront au change.

Le ministre de l'Eau, Kader Asmal, estime qu'il faut « libérer l'eau de la tyrannie du propriétaire terrien ». Dans le système actuel, à Soweto par exemple, les familles noires, riches et pauvres, paient environ 60 cents le mètre cube, que ce soit pour remplir une piscine ou faire la cuisine. Avec le nouveau système, le tarif appliqué dépendra de l'usage réservé à l'eau. Les gens les plus pauvres qui dépendent des pompes collectives paieront le mètre cube environ 80 cents par mois – une partie seulement du prix réel. Les détenteurs de robinets domestiques auront droit à une certaine quantité pour les besoins de base à un prix subventionné. Au-delà, le mètre cube coûtera environ 1,6 dollar et il sera encore plus cher pour des utilisations de luxe comme le remplissage des piscines. Des taux plus élevés seront aussi fixés pour les grands propriétaires terriens et les industriels.

La simple idée de faire payer l'eau a provoqué un tollé dans les rangs de l'opposition de droite. Seuls les deux partis représentant plutôt les Noirs et les pauvres, l'ANC et le Parti de la liberté Inkatha, sont en faveur de la loi.

Ferial Haffajee, à Johannesburg

L'eau en sa jeune limpidité est un ciel renversé où les astres prennent une vie nouvelle.

Gaston Bachelard
(1864-1962), France

Mexique: le sucre se met au vert

Dans l'Etat du Jalisco, une sucrerie a divisé par cinq sa consommation d'eau, tout en réduisant ses coûts de production. Et le fleuve Ameca «respire».

Les effluves de sucre chaud et quelques tiges de canne à sucre à même le sol indiquent le chemin de la sucrerie San Francisco Ameca, dans l'Etat mexicain du Jalisco, pays de la tequila, à 73 kilomètres de la ville de Guadalajara. Au premier abord, elle ressemble à beaucoup d'autres sucreries, avec ses hautes cheminées, le bruit de vapeur et les allées et venues des ouvriers. Un élément cependant la rend unique: l'usine a considérablement réduit sa consommation d'eau dans son processus de fabrication. Il y a quatre ans, elle utilisait 15 litres d'eau pour produire un kilo de sucre. A présent, trois suffisent.

Ce «miracle» représente un véritable salut pour le fleuve Ameca, la principale source d'approvisionnement de la sucrerie et l'un des trois plus importants cours d'eau du Jalisco. «Nous avons amélioré notre système de fabrication par souci écologique et économique: la préservation de l'eau est capitale, d'autant que son prix augmente chaque jour», explique Matilde Osorio Cruz, chimiste et chef du laboratoire de fabrication de la sucrerie. En cinq ans, le prix de l'eau, élément de base dans la production du sucre, a été multiplié par 15.

Un Saint-François orne l'entrée de la sucrerie, fondée en 1903. Depuis lors et jusqu'en 1994, la fabrication de sucre nécessitait de prodigieux volumes d'eau puisés dans le fleuve Ameca. L'eau polluée y était ensuite rejetée. A la différence des métaux ou autres résidus chimiques nocifs, les dérivés du sucre, principalement la mélasse, finissent par être absorbés par le fleuve, mais au prix d'une grande consommation d'oxygène, qu'ils «volent» aux poissons et aux plantes. Selon Matilde Osorio, ce problème est maintenant totalement réglé. «Nous avons commencé par

construire une usine de traitement des eaux, explique-t-elle. Nous avons ensuite opté pour des circuits fermés dans lesquels l'eau circule en permanence au cours des différentes étapes, éliminant ainsi tout gaspillage». En fait, le système est l'exacte transposition du système sanguin, dans lequel le liquide est transformé sans avoir besoin d'être renouvelé.

Entre autres innovations, Matilde Osorio cite un bassin de refroidissement permettant, entre deux étapes de traitement, de diminuer la température très élevée de l'eau avant de la réutiliser. Le bassin ressemble à une gigantesque fontaine: le système de réfrigération est constitué d'un ensemble de tubes perforés au travers desquels l'eau est évacuée puis refroidie au contact de l'air. Ce système permet d'abaisser la température de l'eau de 45 à 38 degrés Celsius. Une fois refroidie, elle est réintroduite dans le système.

Un modèle très limité

Ce projet a pu aboutir grâce à l'aide de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI). La Chambre nationale de l'industrie du sucre et de l'alcool, le Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes exportateurs de sucre (GEPLACEA) ainsi que l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM) ont également participé. Des systèmes similaires ont été développés dans les sucreries de Motzongoro et El Potrero, situées dans l'Etat mexicain de Veracruz. La sucrerie San Francisco Ameca est l'usine-pilote du groupe Beta San Miguel. Ce dernier possède quatre autres sucreries dans le pays qu'il souhaite équiper du système d'économie de l'eau développé à Ameca.

L'ONUDI estime que son prêt de 493 000 dollars sera couvert en deux ans par la réduction des coûts. Sergio Miranda da Cruz, le fonctionnaire de l'ONUDI chargé des études techniques pour cette expérience, veut aller plus loin: «Les résultats sont tellement positifs que notre projet pourrait se transformer en un véritable programme. Mais nous n'en sommes pas encore là.»

La récolte de la canne à sucre a commencé en novembre 1998 et se poursuivra jusqu'au mois de mai 1999. Les machines fonctionnent nuit et jour. Avec cette récolte, l'usine produira près de 100 000 tonnes de sucre et sa consommation d'eau sera de 3,156 mètres cubes par tonne. Les techniciens et les ouvriers de la sucrerie sont plus que jamais déterminés à optimiser la consommation d'eau et à améliorer la qualité du sucre. Le défi du sucre ne partira pas à vau-l'eau. ■

Juan Carlos Núñez, à Guadalajara (Mexique)



Unico, Mexico

Transformer les installations vétustes.

Inde: Calcutta colmate son déficit

Pour trouver les financements nécessaires à la réfection de ses antiques canalisations, la cité indienne a élargi l'assiette de sa taxe sur l'eau.

Ce n'est pas encore son tour. Dans la longue queue sinueuse qui s'étire devant le robinet public, Ratan Das attend impatiemment de remplir son seau. Il vit à Topsia, un bidonville de la zone sud de Calcutta, la capitale du Bengale occidental, en Inde. Comme les 200 autres personnes qui dépendent du même robinet, il tient absolument à y arriver avant que l'eau cesse de couler. Sinon, il devra attendre quatre heures de plus, voire davantage.

Non loin de là, Meenaschi Mukherjee, une ménagère de la classe moyenne, habite un appartement composé d'une seule et unique pièce. Elle a disposé toute une batterie de récipients sous son robinet. Elle a besoin de stocker autant d'eau que possible avant que l'eau s'arrête de couler et que le robinet se mette à tousser de l'air.

Au tour des pauvres?

La lutte quotidienne pour l'eau que mènent Das et de Mukherjee est celle des cinq millions d'habitants de Calcutta. Ses canalisations obsolètes, qui datent presque toutes de l'époque coloniale britannique, ne répondent plus depuis longtemps à la pression d'une population croissante. Appauvri, le gouvernement de l'Etat n'a pas les fonds nécessaires pour réparer ce réseau dégradé. Résultat: l'Etat et la municipalité, tous deux de gauche, sont en train d'étendre la taxe sur l'eau aux classes moyennes. Les pauvres craignent de voir bientôt leur tour arriver.

L'eau, telle une peau que nul ne peut blesser.

Paul Eluard
(1895-1952), France

A Calcutta en Inde, de l'eau sur un mode incantatoire.

C'est sous la pression de la Banque mondiale que la mairie de Calcutta, de tendance marxiste, a décidé d'élargir l'assiette de cette taxe – jusque-là payée uniquement par les riches et les entreprises. En échange, elle a obtenu des prêts qui l'aideront à rénover ses infrastructures de gestion de l'eau.

La taxe s'appliquera désormais à tous les immeubles de quatre étages et plus, un type de résidence cher aux classes moyennes. Les nouveaux contribuables représenteront 10% des habitants de la ville. La recette s'élèvera, espère-t-on, à cinq millions de dollars par an, qui colmateront quelque peu le déficit annuel du service municipal des eaux: 17,5 millions de dollars. Actuellement, 5% seulement des particuliers paient la taxe. Les usagers professionnels versent 95% des 2,4 millions de dollars qu'elle rapporte chaque année.

Dangereuse à boire

En même temps, pour réduire les pertes dues aux fuites de ses antiques canalisations, la municipalité a décidé de fermer 600 des 12 000 robinets publics. C'était jusque-là le seul moyen pour les pauvres de Calcutta, qui sont 1,2 million, d'avoir accès à l'eau. Cette mesure ne laisse donc pas d'inquiéter les habitants des bidonvilles et les sans-abri: «Aujourd'hui, je dois attendre des heures pour avoir un seau d'eau. S'ils suppriment le robinet, où irai-je en chercher?» se demande Mohammed Saleem, du bidonville Entally, dans l'Est de Calcutta.

Pour la municipalité, s'exposer aux critiques de la population est le prix à payer si elle ne veut pas renoncer à améliorer son réseau de canalisations. En contrepartie de ses dures réformes fiscales, elle espère obtenir l'aide de la Banque mondiale pour réparer l'ensemble du système d'adduction d'eau et les égouts de la ville. L'institution financière internationale mène actuellement une étude de faisabilité (qui coûte 2,5 millions de dollars) sur la rénovation des canalisations (qui pourrait en coûter 200).

Si tout se passe comme prévu, les nouvelles rentrées fiscales aideront à améliorer la qualité de l'eau autant que la quantité disponible. «A Calcutta, il est dangereux de boire directement l'eau du robinet», estime le spécialiste Arindam Ghosh, de l'Institut national de recherche sur les techniques environnementales. Selon lui, les stations d'épuration existantes ne peuvent éliminer les produits chimiques dangereux dissous dans l'eau, directement prélevée dans le Gange, qui est massivement pollué. Les maladies transmises par l'eau sont donc fréquentes. ■

Tirthankar Bandyopadhyay, à Calcutta



L'eau «virtuelle» dans tous ses états

Les pays du Moyen-Orient et du Maghreb manquent d'eau. L'importation massive de céréales permet d'économiser l'eau d'irrigation. Ils importent ainsi de l'«eau virtuelle». Le spécialiste J.A. Allan décrit les enjeux de cette politique, qu'il juge très risquée. D'autres spécialistes expriment des avis contrastés.



Arrosage matinal dans une pépinière de Palmyre, en Syrie.

© David O'Leary/Panos Pictures, Londres

Les dangers de l'eau virtuelle

J.A. Allan*

Pour partager l'eau dans les bassins fluviaux internationaux, le droit coutumier constitue une base plus saine que le marché. La guerre de l'eau aura bien lieu. Des années après avoir été formulée par des dirigeants comme le roi Hussein de Jordanie ou l'Égyptien Boutros Boutros Ghali, cette funeste prédiction est toujours d'actualité. Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord furent les premières régions à manquer d'eau dans les années 70. Mais avant de céder à la panique, examinons un élément crucial dans ce dossier: les dirigeants de la région sont parvenus à puiser dans une importante ressource en eau ignorée des hydrologues: l'eau virtuelle, celle que recèlent des denrées ali-

mentaires comme le blé. Les dirigeants de pays qui n'avaient jamais manqué d'eau doivent faire preuve d'un courage surhumain pour annoncer que les réserves s'épuisent. Les chefs d'Etat préfèrent prétendre qu'elles sont «suffisantes». C'est un leurre.

Les réserves en eau douce sont certes suffisantes pour étancher la soif de la population – un mètre cube d'eau par an et par personne. Elles peuvent aussi couvrir les besoins domestiques et industriels courants, même si tous deux augmentent. Mais elles sont très loin de pouvoir satisfaire les besoins astronomiques de l'agriculture. Il faut au moins 1 000 mètres cubes d'eau de mauvaise qualité pour produire de quoi nourrir un individu par an.

*Professeur à l'École des études orientales et africaines, Université de Londres

Quantité d'eau nécessaire à la production d'aliments en Afrique du Nord et au Moyen-Orient

| Produit | Unité | Milliers de m ³ d'eau par unité |
|-----------------------|-------|--|
| Bovins | tête | 4 |
| Ovins et caprins | tête | 0.5 |
| Céréales | tonne | 1.5 |
| Viande de bœuf | tonne | 20 |
| Volaille | tonne | 6 |
| Viande de mouton | tonne | 10 |
| Citrons | tonne | 1 |
| Huile d'olive | tonne | 2 |
| Légumes | tonne | 1 |
| Racines et tubercules | tonne | 1 |

Source: FaO, 1999



L'art d'irriguer les champs de tomates en Israël.

Pour ne pas prendre de risques politiques, les dirigeants évoquent la solution commode de l'«eau virtuelle». Pour obtenir une tonne de blé, il faut 1 000 tonnes (mètres cubes) d'eau. Importer un million de tonnes de blé équivaut donc à importer un milliard de tonnes d'eau. Depuis la fin des années 80, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ont importé 40 millions de tonnes de céréales et de farine par an. En termes d'eau virtuelle, c'est plus que la quantité d'eau du Nil utilisée pour l'agriculture dans toute l'Égypte. Cette eau virtuelle est immédiatement disponible, et, en plus, elle ne coûte pas cher. Sur le marché actuel dominé par les États-Unis et l'Union européenne, le blé se vend à environ la moitié de son prix de revient.

Des pipelines d'eau dessalée

Le Moyen-Orient et le Maghreb semblent donc gagner sur tous les tableaux, en important un produit largement subventionné qui, de plus, fait économiser une ressource précieuse. Mais le fait de

dépendre du commerce international pour une ressource aussi vitale n'est pas socialement acceptable et ne constitue pas non plus une bonne stratégie politique. Tous les pays veulent tendre vers leur autosuffisance alimentaire. Ainsi, dans les Emirats arabes unis, des kilomètres de pipelines alimentent en eau dessalée les fermes les plus reculées du désert et on transporte de la terre d'un endroit à un autre pour construire de nouvelles exploitations agricoles.

Jusqu'en 1991, l'Arabie saoudite a utilisé d'importantes quantités d'eau fossile – extraordinairement pure mais non renouvelable – pour faire pousser du blé. En Libye, le «Grand Projet de rivière artificielle» consiste à pomper l'eau en profondeur au nord du pays et à la transporter par des conduites souterraines jusqu'aux abords de la Méditerranée, pour irriguer 200 000 hectares. Coût estimé: 25 milliards de dollars.

Ces exemples sont extrêmes. Mais en Égypte, où environ 90% du budget consacré à l'eau va à l'agriculture, 7,5 millions de tonnes de céréales, soit 7,5



Récolte de blé en Syrie.

Quel bonheur de traverser la rivière d'été les sandales à la main!

Buson (1715-1783), Japon

Quantités estimées d'eau virtuelle contenues dans les produits alimentaires importés en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (1994)

| Pays | Importations nettes en milliers de m ³ |
|-----------------------------|---|
| Algérie | 12 397 |
| Bahrein | 680 |
| Egypte | 18 171 |
| République islamique d'Iran | 11 519 |
| Irak | 2 180 |
| Jordanie | 3 467 |
| Koweït | 2 784 |
| Jamahiriya arabe libyenne | 3 237 |
| Mauritanie | -2* |
| Maroc | 2 419 |
| Arabie Saoudite | 13 863 |
| Syrie | 1 014 |
| Turquie | -3 468* |
| Emirats arabes unis | 3 362 |
| Yémen | 3 375 |

* Les chiffres négatifs indiquent que les exportations excèdent les importations. Ainsi, la Mauritanie est exportateur net de bétail et la Turquie de céréales et de bétail.

Source: FAO, 1999



© Jürgen Schytte/Still Pictures, Londres

En Egypte, le fellah n'a guère d'autres choix que l'irrigation traditionnelle.

milliards de mètres cubes d'eau virtuelle, ont été importés l'année dernière pour nourrir les 63 millions d'habitants de ce pays.

En minimisant le rôle de l'eau virtuelle, les pays concernés risquent de sous-évaluer le prix de l'eau, évitant ainsi de prendre les mesures impopulaires qui s'imposent. En Egypte, l'eau d'irrigation est presque gratuite, ce qui revient extrêmement cher. Utilisée dans l'industrie ou dans les services, la même eau pourrait rapporter 100 fois plus. Mais politiquement, la transition est délicate. Près de 40% de la population active travaille dans l'agriculture et la plupart des paysans ont moins de deux hectares chacun. On ne peut pas s'attendre à ce que, du jour au lendemain, ces gens acceptent de payer l'eau ou d'abandonner leur mode de vie actuel. Il faut du

temps pour changer leur perception de l'eau et pour développer une économie diversifiée qui créerait de nouveaux emplois dans d'autres secteurs.

A ce titre, Israël constitue un exemple intéressant. Dans ce pays qui s'était engagé à faire fleurir le désert, les systèmes d'irrigation dont disposent les agriculteurs sont des plus efficaces. Au cours des 10 dernières années, le gouvernement a démontré qu'il était possible de réduire les quantités d'eau nécessaires aux cultures. C'est l'un des rares pays au monde à facturer une bonne partie de son coût de livraison (40%). Il faudrait toutefois doubler ou tripler son prix actuel pour couvrir son coût réel.

D'autres pays de la région, comme la Jordanie, la Tunisie ou le Maroc, commencent à adopter la même approche. Le commerce de l'eau virtuelle peut permettre de gagner du temps et de réduire les tensions sociales inhérentes à tout régime transitoire. Ou bien ce commerce peut servir à éluder un problème bien réel. ■

Un mirage économique?

Autant chercher à faire jaillir l'eau d'un rocher! Les hauts responsables de tout le Moyen-Orient refusent d'évoquer publiquement le problème de l'eau virtuelle. Même les experts sont réticents à s'exprimer sur ce sujet. Pourquoi ce silence? Des statistiques nullement secrètes révèlent clairement que le Moyen-Orient accroît ses importations de blé, et tout indique que ce commerce continuera: les Etats cherchent à compenser la raréfaction de leurs ressources en eau par l'importation de céréales immédiatement disponibles, et dont les cours sont bas.

D'éventuelles solutions technologiques au problème du manque d'eau semblent peu probables. Avec la chute des prix du pétrole qui menace leurs finances publiques, même des pays riches comme

l'Arabie Saoudite ont de plus en plus de mal à s'offrir le dessalement de l'eau de mer.

Ce silence est en partie dû au climat politique, observe Mamdouh Shahin, professeur égyptien de génie civil installé aux Pays-Bas, très respecté au Moyen-Orient pour ses analyses de la situation hydrologique de la région. «Plusieurs négociations sont en cours sur divers problèmes de sécurité, incluant le problème du partage de l'eau. Toute information relative à la pénurie est sensible», dit-il.

Autre explication: les hydrologues et les décideurs locaux n'aiment pas le concept d'eau virtuelle. Ils bondissent quand ils entendent dire que les Etats devraient importer des céréales au lieu de les faire pousser. Certes, la région affronte une



Le goutte-à-goutte, ou comment éviter le gaspillage. Ici près d'Amman, en Jordanie.

crise de l'eau. Certes, importer du blé est un moyen efficace d'y remédier. Mais les pays du Moyen-Orient doivent-ils pour autant saborder leur agriculture, ou encore facturer à leurs cultivateurs le coût réel de l'irrigation?

«Je ne suis pas d'accord avec ceux qui suggèrent que nous devrions compter entièrement sur l'eau virtuelle pour nourrir nos populations», déclare M. Shahin. *L'eau virtuelle est une solution parmi d'autres. Nous devons exploiter toutes les solutions: conserver et développer des sources d'eau traditionnelles et non traditionnelles, par exemple la collecte du brouillard, ou le recyclage des eaux de drainage issues de l'irrigation et des effluents des villes.*

Ne pas ruiner les agriculteurs

L'autosuffisance alimentaire du Moyen-Orient est peut-être un objectif impossible à atteindre mais ce n'est pas pour autant que les Etats, estime M. Shahin, doivent renoncer à améliorer les rendements agricoles. *«Les importations alimentaires sont plus stratégiques que les importations de pétrole», dit-il. On peut vivre sans pétrole, mais pas sans nourriture.* Une éventuelle décision des pays producteurs de blé de ne plus subven-

Les importations alimentaires sont plus stratégiques que les importations de pétrole; on peut vivre sans pétrole, mais pas sans nourriture

tionner leurs agriculteurs, souligne-t-il, entraînerait une hausse des prix et rendraient les pays importateurs encore plus vulnérables.

Les méthodes d'irrigation utilisées actuellement gaspillent souvent l'eau, et son prix très bas n'incite guère à introduire des technologies plus efficaces qui réduiraient le gâchis. Mais la solution, selon M. Shahin, ce n'est pas de ruiner les agriculteurs en leur facturant l'eau qu'ils utilisent. C'est d'investir dans des dispositifs plus performants, comme le goutte-à-goutte: des tuyaux perforés installés juste au-dessous de la surface du sol libèrent

de petites quantités d'eau à la racine des plantes, ce qui réduit l'évaporation et les pertes par infiltration. Le vrai problème, c'est de trouver les capitaux nécessaires pour financer ces projets.

M. Shahin note aussi qu'une tarification de l'eau se heurterait à de fortes objections religieuses: *«Selon le Coran, si quelqu'un a besoin d'eau mais n'a aucun moyen de la payer, on doit lui en donner au nom de la miséricorde de Dieu. Dans des pays comme l'Égypte et la Syrie, on considère les fleuves comme un don de Dieu. Et, puisque les gens sont trop pauvres pour dédommager l'Etat des frais d'adduction de l'eau, on considère qu'ils n'ont rien à payer.»*

Du blé, ou des fruits et des légumes?

Le concept d'eau virtuelle est tout aussi contestable d'un point de vue économique, à en croire Jad Isaac, directeur général de l'Institut de recherche appliquée de Jérusalem, organisation à but non lucratif qui œuvre pour le développement durable dans les territoires palestiniens. *«Nous parlons, dit-il, d'eau virtuelle dans nos importations, nous devons aussi penser à celle qui est dans nos exportations (de fruits et légumes) vers l'Europe et les États-Unis.»* Pour Isaac, il ne s'agit pas de sacrifier les agriculteurs mais de savoir ce qu'ils devraient produire en priorité: du blé pour la sécurité alimentaire ou des cultures commerciales à forte rentabilité comme les fruits et légumes? Il estime que l'Etat est tenu de fournir de l'eau gratuitement pour les usages ménagers. Mais l'agriculture est une activité professionnelle: les cultivateurs devraient donc payer l'irrigation, selon lui. *«Il va falloir en passer par là mais progressivement. On ne peut pas transformer du jour au lendemain un pays en voie de développement en un pays industrialisé.»*

Même un pays hautement développé comme Israël, qui reçoit une aide considérable des États-Unis et d'autres gouvernements occidentaux, n'a pas mis en œuvre une politique agricole vraiment efficace sur le plan économique. *«En Israël, le gouvernement continue de subventionner l'eau»,* remarque J. Isaac. Dans la région, observe-t-il, Israël a l'un des pourcentages les plus élevés d'agriculture irriguée – environ 50% de sa surface cultivable –, mais cette agriculture contribue pour moins de 2% à son économie. En revanche, le secteur agricole palestinien pèse environ 20% de l'économie des territoires, alors que 6% seulement des terres arables sont irriguées.

«La politique des Israéliens n'a pas de sens, poursuit J. Isaac. Ils devraient rendre l'eau qu'ils prennent aux Palestiniens, qui peuvent l'utiliser pour leur propre développement.» Avec un produit national brut d'environ 17 000 dollars par tête, raisonne-t-il, Israël peut se permettre d'orienter son économie vers les technologies de pointe et réduire sa dépendance à l'égard du secteur agricole. Le PNB palestinien, lui, est d'environ 1 000 dollars par tête et repose sur l'agriculture. Les Palestiniens doivent donc continuer à la développer à court terme, tout en édifiant peu à peu une base industrielle. ■

Comme le monde était vaste, les arbres proches des cieus, et comme était claire dans l'eau la lune proche!

Meng Hao-jan
(689?-740), Chine

Amy Otchet

Eaux sans frontières: le marché ou la coutume

Joseph W. Dellapenna*

Pour partager l'eau dans les bassins fluviaux internationaux, le droit coutumier constitue une base plus saine que le marché.

Faut-il s'en étonner? Le mot «rival» vient du latin *rivalis*, qui désigne les habitants de rives opposées d'un même fleuve. Les 214 plus grands bassins fluviaux de la planète, où vivent environ 40% de la population mondiale, sont tous utilisés par plusieurs pays. Aussi cordiaux et coopératifs fussent-ils, ils ont toujours eu du mal à dégager des compromis sur leurs eaux de surface transfrontalières.

Dans un monde qui tâtonne pour résoudre les différends sur l'eau, une idée commence à faire son chemin: instaurer un système commercial, un marché de l'eau. Mais s'en remettre à cette solution pour résoudre des problèmes de souveraineté et de contrôle des ressources en eau est un choix dangereux. Nous ferions mieux de nous appuyer sur le *corpus* juridique international que les Etats ont lentement élaboré, à partir de principes vieux de plusieurs siècles.

En premier lieu, les Etats ont compris que l'eau est une ressource trop vitale pour être gâchée par la guerre. Dans l'ensemble, les infrastructures en la matière ont peu souffert des nombreux conflits armés du *xx^e* siècle. Au cours des trois guerres entre l'Inde et le Pakistan par exemple, les deux pays auraient pu se servir de l'eau comme d'une arme redoutable. Non seulement ils ne l'ont pas fait, mais ils ont toujours respecté leurs accords de partage, y compris aux pires moments de la bataille. Depuis les années 20, un climat de violence, ponctué de guerres ouvertes entre Israël et ses voisins arabes, règne sur la vallée du Jourdain. Mais on peut compter



Le barrage du roi Talal fournit de l'eau aux fermes de la vallée du Jourdain.

sur les doigts d'une seule main le nombre de fois où les ressources en eau ont été spécifiquement visées.

Cependant, l'absence de «guerres de l'eau» ne signifie pas qu'aucun conflit sérieux ne couve, en particulier dans les régions arides comme le Proche-Orient. Les maigres réserves existantes y sont soumises à une pression sans précédent, du fait de la

* Professeur de droit international, Université de Villanova, Pennsylvanie, Etats-Unis

Le Jourdain

Le fleuve. Long de 93 km, le Jourdain traverse une partie du territoire de quatre Etats très impliqués dans des conflits régionaux depuis un demi-siècle: Israël, la Jordanie, le Liban et la Syrie. Il naît de la confluence de quatre torrents: le Yarmouk, qui prend sa source en Syrie; le Banias sur le plateau du Golan syrien occupé par Israël; le Hasbani au Sud-Liban occupé par Israël; et le Dan en Israël. Depuis la guerre de 1967 et la création d'une zone de sécurité au Sud-Liban au début des années 80, Israël est en amont du réseau fluvial du haut Jourdain. La Syrie, elle, est en amont sur la rivière Yarmouk.

Problèmes et perspectives. Riverains en aval d'Israël et de la Syrie, la Jordanie et les Palestiniens ont la situation la plus inconfortable du bassin. La dépendance de la Jordanie à l'égard du réseau fluvial est particulièrement lourde: à part quelques rares oueds – cours d'eau à sec sauf durant la saison des pluies –, ce pays ne dispose d'aucune autre source importante d'eau douce. Par trois fois (en 1953-1955, en 1976-1981 et en 1987-1990), on a tenté d'internationaliser la gestion de l'eau. Mais ce projet a toujours échoué à cause de l'incapacité à inclure tous les Etats riverains dans un accord.

Un groupe de travail sur les ressources hydrauliques a été constitué en 1995 et 1996, dans le cadre du processus de paix au Proche-Orient. Miriam R. Lowi, spécialiste de la politique de l'eau au Centre d'études internationales de l'université de Princeton (Etats-Unis), estime qu'«aucun accord sur l'eau ne sera mis en œuvre tant que le conflit politique n'aura pas été réglé».

Le Nil

Le fleuve. Avec ses 6 700 km, depuis sa source la plus reculée jusqu'à son delta en Méditerranée, le Nil arrose un dixième du continent africain. Le système fluvial se compose de deux principaux affluents: le Nil blanc et le Nil bleu, qui prennent respectivement leur source dans le lac Victoria (Kenya, Rwanda, Tanzanie, Ouganda) et le lac Tana (Ethiopie). Les neuf pays du bassin du Nil sont le Rwanda, le Burundi, la République démocratique du Congo, la Tanzanie, le Kenya, l'Ouganda, l'Ethiopie, le Soudan et l'Egypte.

Problèmes et perspectives. La plus grande partie des eaux du fleuve, dont le débit est estimé à 84 milliards de mètres cubes par an, est utilisée par l'Egypte, en vertu d'un traité signé en 1959 avec le Soudan: il alloue aux deux pays des volumes d'eau du Nil qui, réunis, représentent près de 90% du débit annuel du fleuve. Les pays en amont, comme l'Ethiopie, veulent aménager le cours du Nil afin d'assurer une certaine prospérité économique à leur population en expansion; ils contestent les préférences égyptiennes et soudanaises.

croissance démographique, de l'évolution des modes de vie et des progrès de l'industrialisation. Les différends sur le partage de l'eau dans la région resurgissent régulièrement à travers des affrontements diplomatiques, voire de façon plus spectaculaire. De manière plus générale, toute eau transfrontalière fait l'objet de convoitises et les pays riverains surveillent attentivement les volumes que chacun utilise.

Le marché est-il le mécanisme idoine pour régler les désaccords sur le contrôle et la meilleure gestion la plus efficace de l'eau? L'idée est à la mode. Il s'agirait de lancer un nouveau commerce, où les pays riches en eau en vendraient aux autres. En théorie, le marché est garant de l'efficacité et de la paix. Les Etats éviteraient donc de gaspiller ce qu'ils auraient payé fort cher. Et quand l'un d'eux empièterait sur la «propriété» d'un autre, ce dernier pourrait lui intenter une action en justice et se faire indemniser.

Qui est le propriétaire?

Il y a 20 ans, ce raisonnement n'aurait été pris au sérieux que par de rares experts ou responsables politiques. Ce n'est plus le cas aujourd'hui: de grandes institutions comme la Banque mondiale et d'autres organismes multilatéraux s'en font les avocats. Leur enthousiasme reflète le triomphe du «marché libre» à l'occidental: il est admis qu'il n'existe aucune autre alternative crédible pour gérer les ressources de manière efficace. Les partisans du marché oublient un élément crucial: l'eau est un milieu ambiant. Comme l'air, mais contrairement aux autres ressources naturelles, elle se déplace et ne respecte pas les frontières. Aucune entité isolée ne saurait donc la contrôler. Or, pour qu'un marché fonctionne, il faut définir les droits de propriété de chacun sur les biens, avant d'en faire le commerce. Mais qui est le propriétaire d'une ressource qui s'amenuise ou grossit quand elle passe d'un pays à l'autre?

Il y a eu très peu d'authentiques marchés de l'eau dans l'histoire. On ne voit pas pourquoi ils se multiplieraient à l'avenir. D'ailleurs, il suffit de se pencher un peu sur la vallée du Nil pour en cerner les limites.

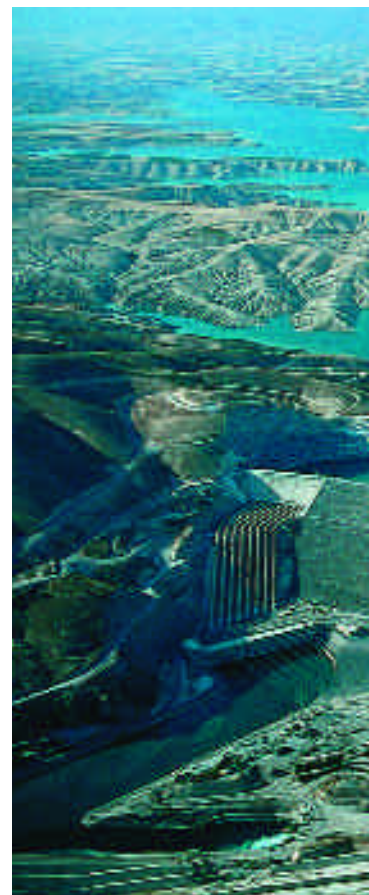
Le Nil Bleu coule de l'Ethiopie vers le Soudan, puis en Egypte. Comme souvent, les pays situés en aval sont plus prospères et développés que ceux qui sont en amont. Les petites rivières qui viennent grossir le fleuve apportent de l'eau et des nutriments. Le bassin d'aval est donc plus fertile. De plus, il est en général assez plat alors que le haut bassin est montagneux. Résultat: la mise en valeur agricole du premier est plus facile. De fait, l'Egypte, avec un produit intérieur brut (PIB) de 630 dollars par habitant et par an, est plus riche que le Soudan (540 dollars), qui, à son tour, devance largement l'Ethiopie (120 dollars).

Reste que l'Ethiopie a l'eau la première. On pourrait donc croire que son gouvernement est en position de force, qu'il peut faire ce qu'il veut du Nil Bleu: construire un barrage, par exemple, ou installer des systèmes d'irrigation. Mais l'Ethiopie est trop pauvre pour financer ce type d'infrastructure à elle toute seule. L'Egypte, qui redoute de voir modifier

*Tu te trompes :
dans le Tigre, l'assoiffé
ne trouve
point de chemin
menant à l'eau,
ni aucune provision
dans son écume.*

*(...)
Et toi, tu es penché tel
un jonc
sur la rive sauvage,
appuyé sur ta main.
Le seul viatique qui te
reste,
sont tes paumes que tu
mords de chagrin
et la seule eau,
tes pleurs qui se
répandent.*

Ibn Babik
(† 1020), Bagdad



le débit du Nil Bleu, pèse de tout son poids politique sur les institutions multilatérales de financement, comme la Banque mondiale, pour bloquer les demandes d'aide de l'Éthiopie en vue d'aménager le fleuve. (La situation est peut-être en train d'évoluer: le gouvernement égyptien a récemment laissé passer à la Banque mondiale une demande éthiopienne de financement pour un projet d'irrigation de petite envergure.)

Scandale!

En dernière analyse, l'Égypte revendique un droit absolu à l'intégralité du fleuve. En vertu de ce principe, l'Éthiopie ne devrait rien faire qui affecte le débit et la qualité des eaux coulant vers le territoire égyptien. Ce qui lui interdit de développer son agriculture et la condamne à rester dépendante de l'aide alimentaire internationale en cas de famine.

Imaginons que l'Égypte et l'Éthiopie décident d'instaurer un marché de l'eau. Comment résoudre-elles leur différend? En théorie, l'Éthiopie pourrait acheter à l'Égypte le droit d'aménager le fleuve mais en pratique le prix serait sans doute prohibitif. Seconde alternative: l'Égypte indemniserait l'Éthiopie pour qu'elle renonce à aménager le Nil Bleu, mais ce scénario est tout aussi improbable, puisque l'Égypte s'estime «propriétaire» de l'eau qu'elle utilise.

Le défaut majeur de toute «solution» par le marché, c'est l'impossibilité de déterminer clairement qui possède quoi. Certains groupes d'experts et de responsables politiques israéliens et jordaniens aimeraient instaurer un commerce de l'eau dans la région. Mais les Israéliens, qui contrôlent le Jourdain à la

source, disent: «*Les Palestiniens devront nous acheter l'eau*». Et les Palestiniens rétorquent: «*Les Israéliens nous ont volé cette eau, ils va falloir qu'ils nous la payent*».

Admettons que deux pays parviennent à régler tous leurs différends et se lancent dans le commerce de l'eau. Que se passerait-il pour les tiers, situés en aval? L'eau n'a rien à voir avec les ressources minières, par exemple. La Russie peut extraire du charbon et le vendre dans le monde entier, ses voisins le remarquent à peine. Mais essayez donc de vendre un morceau de fleuve sans que vos voisins en aval ne crient au scandale!

Pendant des années, les Turcs ont projeté de vendre l'eau de l'Euphrate à Israël. Ce fleuve est à près de 98% alimenté par les pluies et les neiges qui

Pour résoudre les problèmes de pénurie d'eau, il faut non pas instaurer un marché, mais affermir les règles de partage qui existent dans le droit coutumier international

tombent sur la Turquie. Et le pays a fait construire l'un des plus grands barrages d'Asie pour le retenir et le contrôler. Mais le gouvernement d'Ankara n'a pas les moyens de financer entièrement les infrastructures nécessaires pour l'utiliser à des fins d'irrigation. Il pourrait vendre cette eau à Israël ou à d'autres États arabes en faisant passer un pipeline, à travers la Syrie, jusqu'à la vallée du Jourdain ou la péninsule arabique. Une autre solution, peut-être plus réaliste, consisterait à acheminer l'eau par pipeline jusqu'à la côte méditerranéenne de la Turquie puis par bateau jusqu'en Israël.

Deux grands types de plaignants

Ce commerce aurait de graves répercussions sur l'Irak et la Syrie, qui, en aval de la Turquie, sont dépendants de l'Euphrate. Imaginons en effet que la Turquie utilise le réservoir du barrage pour irriguer ses terres. Les pays en aval y trouveraient leur avantage, car une bonne partie de la ressource leur reviendrait: l'eau de ruissellement des surfaces irriguées retournerait grossir l'Euphrate et l'eau d'évaporation du réservoir et des champs resterait dans la région, en vertu du cycle naturel de l'eau. Mais en transférant la ressource en dehors de la vallée, les Turcs priveraient l'Irak et à la Syrie de ces avantages et ne leur laisseraient qu'une possibilité: payer l'eau à laquelle ils pensent avoir droit.

À mon avis, pour résoudre les problèmes de pénurie d'eau, il faut non pas instaurer un marché, mais affermir les règles de partage qui existent dans le droit coutumier international. Vous allez vite saisir ce concept: supposons que deux villages soient séparés par un champ. Pour se rendre de l'un à l'autre, les gens tracent peu à peu à travers ce champ un itinéraire précis, le plus court ou le plus facile. Ils ouvrent ainsi une piste, qui devient une route. Finalement, tout le monde s'accorde à y voir la seule voie publique légitime reliant les deux villages, même si personne ne se souvient de son origine. Tous ceux qui empruntent un

Le barrage Ataturk, en Turquie.



© Ed Koshfahno, Paris

Le Mékong

Le fleuve. Dévalant les sommets de l'Himalaya au Tibet, le Mékong coule sur 4 200 km. Il traverse la province chinoise du Yunnan (38 millions d'habitants), puis le Myanmar, le Laos, la Thaïlande, le Cambodge et le Vietnam, cinq pays qui comptent environ 190 millions d'habitants, en majorité pauvres.

Problèmes et perspectives. La zone traversée a été en guerre pendant une bonne partie du siècle. Des institutions régionales, dont la Commission du Mékong (Cambodge, Vietnam, Laos et Thaïlande), s'emploient à faire de ce fleuve une «voie d'échange et de prospérité, soit le Danube de l'Asie». Il s'agit d'exploiter ses possibilités au bénéfice de tous et d'ouvrir un vaste marché dans une région où les liens transfrontaliers sont souvent peu développés. Reste à trouver le financement, notamment pour des projets de barrages destinés à produire de l'électricité. De leur côté, les écologistes multiplient les mises en garde sur les conséquences de ces projets, allant de l'irruption d'eau salée dans le delta à la perte d'espèces rares. La Chine construit dans le Yunnan un barrage qui pourrait fournir de l'électricité à la Thaïlande via le Laos. Selon Beijing, le débit du fleuve sera ainsi régularisé, pour le bénéfice de tous les pays situés en aval. Ceux-ci sont néanmoins très inquiets, car ce barrage peut radicalement modifier le cours du Mékong, ce qui romprait de fragiles équilibres écologiques.

Le Danube

Le fleuve. Second fleuve d'Europe, le Danube a un bassin hydrographique de 817 000 km² à travers 17 pays. Il traverse l'Allemagne, l'Autriche, la Croatie, la Slovaquie, la Hongrie, la Yougoslavie, la Bulgarie et la Roumanie.

Problèmes et perspectives. Le Danube est pollué – azote et phosphore d'origine agricole, substances toxiques de l'industrie et des villes. Le projet de barrage de Gabčíkovo-Nagymaros continue à nourrir une longue querelle entre la Hongrie et la Slovaquie. Ce litige a été soumis à la Cour internationale de justice de La Haye, qui a donné tort aux deux pays en 1997: à la Hongrie pour avoir arrêté les travaux en 1989 et dénoncé unilatéralement un accord bilatéral de 1977; à la Slovaquie pour avoir détourné le cours du Danube sur son territoire sans avoir tenté de résoudre le litige avec la Hongrie.

autre itinéraire sont alors considérés comme en infraction: une norme juridique est née.

Aujourd'hui, l'accès aux réserves d'eau douce transfrontalières fait l'objet d'un corpus conséquent de droit international coutumier. Il se renforce au fur et à mesure que les cas se multiplient et que les plaignants invoquent certaines règles juridiques pour faire valoir leurs droits. Tous les Etats s'entendent sur un point: seuls les pays riverains d'un fleuve – ceux qu'il traverse ou qu'il borde – ont le droit d'utiliser ses eaux, sauf accord particulier. Mais au-delà, il y a deux grands types de plaignants. Les pays situés en amont partent d'un principe de «souveraineté territoriale absolue»: ils exigent le droit d'utiliser l'eau comme ils l'entendent, sans se soucier des autres Etats riverains. Les pays situés en aval, en revanche, revendiquent en général l'«intégrité absolue du fleuve»: ils veulent empêcher les Etats en amont d'affecter en quoi que ce soit le débit ou la qualité des eaux.

«Utilisation équitable»

Pour concilier ces revendications contradictoires, on recourt en général au concept d'«utilisation équitable». Tous les Etats riverains reconnaissent que les autres ont le droit d'utiliser l'eau de la source commune. Mais ils doivent en même temps s'assurer qu'il ne gênent pas de façon exagérée les autres Etats, situés plus en aval. Selon ce principe, les pays se mettent en général d'accord sur les volumes d'eau auxquels chacun a droit. Pour les déterminer, ils s'appuient sur des critères plus ou moins subjectifs: les pratiques qui ont prévalu jusque-là ou les surfaces irrigables de chacun. Ils prennent également en compte des facteurs plus «objectifs», comme la croissance démographique et l'augmentation des besoins en eau qu'elle provoque.

Le droit coutumier fait ce que le marché ne peut pas faire: il reconnaît la nature unique de l'eau. Au lieu d'essayer de déterminer qui «possède» quelle proportion d'un fleuve, il établit un ensemble de règles en vue de le partager. Il faut

cependant reconnaître que ces lois informelles posent au moins deux problèmes. D'abord, elles sont trop floues pour déterminer la «juste» part d'un Etat. Ensuite, il n'existe pas de mécanisme neutre pour les faire respecter. En cas de violation des règles du jeu, on n'a souvent qu'un seul recours: la vendetta. Mais ces questions se posent toujours en droit coutumier. Et il arrive un moment où les règles doivent être écrites et codifiées.

Jusqu'ici, les Etats ont conclu des centaines d'accords, où ils s'efforcent de définir le partage équitable de telle ou telle voie d'eau. La communauté internationale a fait un grand bond en avant il y a près d'un an et demi en approuvant, par 104 voix contre trois, la Convention des Nations unies sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, des voies d'eau internationales. Cette loi-cadre régira le partage international des eaux douces quand elle aura été ratifiée par 35 pays – ce qui pourrait prendre plus de 10 ans. Elle énonce un ensemble de critères pour codifier la règle d'utilisation équitable, en se fondant sur une longue série de facteurs: elle prend aussi bien en compte des éléments géographiques et écologiques que la valeur économique de l'utilisation, réelle ou potentielle, de la voie d'eau. Elle est là pour aider les juges à fixer des parts «équitables», à ne pas confondre avec «égales».

Cette convention est un document juridique, pas une formule magique. Les différends vont se poursuivre. Mais au lieu de pratiquer la vendetta, les Etats pourront désormais saisir un juge. La règle de l'utilisation équitable pourra aussi servir de base de négociation aux pays riverains qui préféreraient la voie du traité à celle de l'arbitrage ou du procès.

La logique n'est pas le seul principe qui régisse la convention des Nations unies. Ce texte prend également en compte les besoins et le pouvoir des Etats: son approche de la gestion de l'eau est bien plus fine et équilibrée que celle des partisans purs et durs des lois du marché. ■

*Nous demeurions
sur un tapis de fleurs
au bord du Nil; les
ondes
le transformaient en
un visage
plein de rides.*

Baha al-Din Zuhayr
(† 1258), Égypte

Adoption: entre amour et trafics

Des intermédiaires véreux tentent d'exploiter le désir de couples du Nord d'adopter un enfant abandonné au Sud. Afin de «moraliser» l'adoption internationale, une convention spécifique lie à ce jour 25 pays.

Ils s'aiment. Tous deux vivent confortablement quelque part dans le «premier monde». Un jour, ils décident d'avoir un enfant. Les mois, les années passent sans «heureux événement». Ils finissent par consulter un spécialiste. Les thérapies ne sont pas toujours fructueuses. Pour cette femme et cet homme blessés dans leur instinct de reproduction, le traitement de l'infécondité deviendra, au fil du temps, de plus en pénible et contraignant. Lorsqu'il prendra des allures d'acharnement thérapeutique, l'idée d'adopter un enfant fera son chemin. Pourquoi ne pas ouvrir les bras à un bébé ou un bambin abandonné, relégué dans un orphelinat, en mal d'affection, quand on a soi-même tant d'amour à donner et les moyens de fonder une famille? Dans les pays du Nord, depuis que la contraception est entrée dans les mœurs et que l'avortement est toléré, les enfants effectivement abandonnés, grands ou tout petits, sont de plus en plus rares. Parallèlement, les demandes d'adoption se multiplient, qu'elles proviennent de couples ou de personnes célibataires. Résultat: l'adoption d'enfants de pays pauvres par des couples originaires de pays riches a pris un essor considérable depuis une vingtaine d'années (voir encadré).

Des démarches longues et exigeantes

A de rares exceptions près, les procédures en vue d'adopter un bébé à l'étranger sont longues et passent souvent, dans le pays d'origine des parents, par des entretiens avec des assistantes sociales, des médecins, un psychiatre. Il faut aussi réunir quantités de papiers administratifs pour obtenir enfin un agrément. Dans la plupart des cas, les démarches sont tout aussi exigeantes à l'étranger, d'autant que règles et conditions varient considérablement d'un pays à l'autre. «Un véri-

table parcours du combattant», témoignent, unanimes, les parents concernés.

Il n'en demeure pas moins que de véritables scandales éclatent à intervalles réguliers, notamment parce que des intermédiaires véreux, surtout dans certains pays du Sud, profitent d'une demande occidentale grandissante pour soutirer des sommes considérables (jusqu'à 60 000 dollars parfois) à des couples aisés, las d'attendre une progéniture. Surtout, de véritables racketteurs en arrivent à soustraire des bébés à leurs mères naturelles démunies.

Le cas du petit Pablo, au Guatemala, a contribué à une prise de conscience des trafics existants. Ce bébé a passé la première année de son existence dans un orphelinat en attendant que la bataille juridique dont il

était l'objet se dénoue. Fort du consentement écrit de la mère, un couple d'Espagnols avait entamé des démarches pour l'adopter. De son côté, la mère du petit Pablo, Elvira Ramirez Caño, âgée de 30 ans, faisait valoir qu'elle avait signé ce papier «en blanc» dans un moment de désespoir, avant même la naissance de son enfant: son mari l'avait quittée lorsqu'il avait appris qu'elle était enceinte. L'avocat du couple espagnol lui a versé de l'argent. Mais la loi guatémaltèque permet à une mère de se rétracter. Défendue par une association caritative, Caza Alianza, Elvira a finalement récupéré son bébé peu après son premier anniversaire, en août 1998. Jamais aucun tribunal guatémaltèque n'avait jusque-là rendu un enfant à sa mère biologique dans un cas d'adoption douteuse. ►

Une géographie très mouvante

Aux Etats-Unis, 13 621 enfants étrangers ont été adoptés en 1997 par des parents américains, deux fois plus qu'en 1977, selon les chiffres officiels. Ces enfants sont nés en Russie (3 816 d'entre eux), en Chine (3 597), en Corée du Sud (1 654), au Guatemala (788) et en Roumanie (621), pour ne citer que ces principaux pays. La France se situe au deuxième rang des pays dits d'accueil après les Etats-Unis. Près de 3 528 enfants, originaires de 70 pays différents, ont été adoptés par des parents français en 1997. En 1979, seulement 971 enfants venant de 10 pays avaient été ainsi accueillis. Actuellement, près de la moitié des enfants adoptés en France viennent du Vietnam, suivi de la Colombie, Madagascar, la Russie, le Brésil, le Guatemala, la Roumanie, la Bulgarie et l'Ethiopie.

La géographie de l'adoption internationale varie énormément, parfois d'une année

sur l'autre. La Corée du Sud (66% des adoptions internationales françaises en 1979), par exemple, a considérablement limité l'adoption internationale depuis les Jeux olympiques de Séoul en 1988. Comme en Inde et en Chine, les parents candidats doivent maintenant obligatoirement passer par un organisme agréé. La Chine, où l'adoption internationale n'a commencé qu'en 1991, a assoupli l'an passé les conditions fixées afin de soulager les orphelinats surpeuplés de petites filles, depuis que les Chinois n'ont plus droit qu'à un enfant dans les villes et deux dans les campagnes. Les orphelins roumains ont été adoptés en grand nombre après la chute de Ceaucescu, puis ce pays a imposé des procédures très strictes.

Dans la plupart des pays de droit musulman, l'adoption est impossible, pour les nationaux autant que pour les étrangers. ■



© Ron Gifford/Unicef, Arnhem

Ouvrir les bras à un bambin à l'avenir incertain.

«L'affaire de Pablo illustre les pressions et les manipulations typiques de la part d'avocats ou de personnes payées pour trouver des bébés à adopter. Ils s'en prennent toujours à des filles pauvres et illettrées», affirment les responsables de Caza Alianza. Cette association, dont les avocats défendent les plaintes de 17 autres mères, estime à environ 440 le nombre d'adoptions frauduleuses recensées au Guatemala depuis 1996. Cette année-là a pris fin, dans ce pays pauvre d'Amérique centrale, une guerre civile de 36 ans, qui a fait plus de 100 000 morts.

Le Guatemala, destination privilégiée

Rares sont les endroits du monde où les procédures d'adoption sont aussi simples: un notaire recueille le consentement du ou des parents biologiques puis l'avocat des parents candidats à l'adoption soumet cet acte, ainsi que le résultat d'une enquête sociale, au juge des mineurs. Ce dernier avale ou refuse l'adoption. Pour les enfants orphelins ou considérés comme aban-

onnés, le juge des mineurs doit vérifier que les parents naturels ont disparu ou sont inconnus avant de prononcer sa décision. Dans tous les cas de figure, le recours à un avocat est obligatoire.

Le Guatemala est donc devenu une destination privilégiée des couples occidentaux désireux d'adopter un enfant à l'étranger. Le nombre de demandes reçues dans ce pays est passé de 900 en 1996, à 2 304 en 1997, dont la plupart émane de citoyens américains, français et canadiens. Les autorités de ces trois pays multiplient les avertissements à leurs ressortissants. «Il semblerait que des avocats seraient en relation avec des médecins, des infirmières ou des assistantes sociales qui feraient pression sur les mères pour qu'elles abandonnent leurs enfants. Ceux-ci seraient ensuite placés auprès de nourrices connues des avocats, dans des orphelinats clandestins», signale ainsi depuis 1998 la Mission de l'adoption internationale, l'organisme officiel français chargé de contrôler l'entrée des enfants adoptés. Pis, le consulat canadien à Ciudad de Guatemala a découvert un autre type de trafic: plusieurs mères ayant consenti devant le juge des mineurs à ce que

leur enfant soit adopté n'étaient pas les véritables mères biologiques de ces bébés: des tests ADN l'ont prouvé. Ces poupons avaient été enlevés à leurs mamans dès l'accouchement, à la campagne, par des femmes rétribuées qui ont prétendu avoir elles-mêmes accouché.

Tests ADN obligatoires

Ottawa exige dorénavant que ces tests ADN soient systématiquement pratiqués au Guatemala, par des médecins agréés, sur la mère biologique et son enfant, avant d'autoriser les parents adoptifs à rentrer au Canada avec lui. Les Etats-Unis ont annoncé en octobre 1998 leur intention d'imposer la même obligation pour leurs propres ressortissants. De leur côté, les autorités guatémaltèques ont demandé plus de vigilance à leurs juges, en attendant qu'un nouveau projet de loi plus stricte soit voté au Parlement.

Au Brésil, où les exigences en matière d'adoption internationale sont très contraignantes en théorie, 94 femmes manifestent régulièrement à Jundiaí, une ville située

près de Sao Paulo. Outre leur pauvreté, elles ont en commun d'avoir perdu la garde de leurs enfants sur décision expéditive d'un même magistrat, qui confiait les enfants à un foyer, en cheville avec une organisation italienne en faveur de l'adoption. Une enquête a été ouverte. Au Vietnam, des chauffeurs de taxis, des gérants d'hôtels et des agences de voyages proposent ouvertement de servir d'intermédiaires, moyennant finances, pour «guider» les parents occidentaux, en dehors de toute procédure légale.

Ces scandales, parmi les plus récents, ont été précédés par d'autres, en Europe de l'Est, en Afrique ou en Asie. Ils ont largement contribué à convaincre la communauté internationale de la nécessité d'élaborer un instrument juridique spécifique, afin de moraliser l'adoption internationale. Signée en 1993 à La Haye et entrée en

«tout contact entre les candidats à l'adoption et la famille biologique de celui-ci», tant que toutes les formalités n'ont pas été effectuées. Les autorités du pays de l'enfant ont aussi la responsabilité de veiller à ce que le consentement de la mère biologique (et du père s'il est identifié) *«a été donné librement et n'a pas été obtenu moyennant paiement ou contrepartie d'aucune sorte»*. Enfin, la convention de La Haye précise – tout comme la Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant de 1989 – que l'adoption à l'étranger ne peut avoir lieu que si l'enfant n'a pas trouvé de famille nourricière ou adoptive dans son pays d'origine. Ce principe est affirmé en vertu de *«l'intérêt supérieur de l'enfant»*, qui commande, dans toute la mesure du possible, de respecter ses racines. Dans le même esprit, plusieurs pays exigent que les parents adoptifs étrangers (ou les services sociaux de leur pays)

De nombreuses mères viennent nous voir parce qu'elles souhaitent abandonner l'enfant qu'elles ne peuvent plus élever. Nos services font tout leur possible pour les en dissuader et tenter de les aider. Mais ici comme ailleurs, la solution passe par le recul de la misère...

vigueur en 1995, la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale ne se contente pas d'interdire *«un quelconque profit dans le processus de l'adoption»* ni de prohiber *«l'enlèvement, la vente ainsi que la traite d'enfants»*.

Le respect des racines de l'enfant

Elle impose aux Etats contractants de se doter des structures indispensables pour prévenir au maximum tout trafic. A ce jour, quatre pays ont adhéré à la convention de La Haye et 21 autres l'ont ratifiée¹ dont, en 1998, la Colombie, la France et l'Australie. Concrètement, tout parent désirant adopter doit obligatoirement déposer sa demande – soit directement, soit par l'œuvre ou l'ONG par laquelle il a choisi de passer – auprès de *«l'autorité centrale»* du pays où il vit, qui transmet le dossier à l'autorité centrale du pays où il souhaite adopter un enfant.

Cette mesure a déjà eu pour effet de limiter les adoptions clandestines entre pays contractants. Avant même de transférer la demande à l'étranger, le pays d'origine des parents est tenu de vérifier que ces derniers sont *«aptes, qualifiés et préparés»* à l'adoption d'un enfant selon les lois et procédures de leur pays mais aussi du pays de l'enfant. Sur place, la convention interdit

donnent régulièrement des nouvelles de l'enfant aux autorités de sa première patrie. Ce *«délai de suivi»* est ainsi de 10 ans pour le Sri Lanka, de quatre ans pour le Pérou, de trois ans pour le Paraguay et de deux ans pour la Roumanie.

Le développement de l'adoption internationale a souvent donné un nouvel élan à l'adoption dans le pays même de l'enfant. C'est le cas par exemple au Pérou, dont les autorités organisent des campagnes dans les médias locaux afin que les enfants abandonnés soient d'abord *«proposés»* à des couples péruviens. *«De nombreuses mères viennent nous voir parce qu'elles souhaitent abandonner l'enfant qu'elles ne peuvent plus élever»*, confie une responsable des services péruviens de l'adoption, qui souhaite garder l'anonymat. *Nos services font tout leur possible pour les en dissuader et tenter de les aider. Mais ici comme ailleurs, la solution passe par le recul de la misère...»* ■

Martine Jacot

1. Au total, cette convention lie actuellement 15 pays d'origine des enfants (le Burkina Faso, Chypre, la Colombie, le Costa-Rica, l'Equateur, la Lituanie, le Mexique, la Moldavie, le Paraguay, le Pérou, les Philippines, la Pologne, la Roumanie, le Sri Lanka et le Venezuela) et 10 pays d'accueil (Andorre, l'Australie, le Canada, le Danemark, l'Espagne, la France, la Finlande, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède).

Le Prix UNESCO 1998 de l'éducation pour la paix

Créé en 1980 grâce à un don de la Japan Shipbuilding Industry Foundation, le Prix UNESCO de l'éducation pour la paix récompense chaque année une activité qui a largement sensibilisé l'opinion publique et mobilisé les consciences en faveur de la paix. Le lauréat pour 1998 est l'organisation non gouvernementale d'Ukraine Educateurs pour la paix et la compréhension mutuelle. Une statuette symbolisant la paix, œuvre du sculpteur espagnol Fenosa, ainsi qu'un chèque de 25 000 dollars lui ont été remis au siège de l'UNESCO, le 15 décembre 1998.

Fondée à Kiev en 1990, cette association laïque et apolitique fonctionne sur la base du volontariat. Elle forme des maîtres de tous les niveaux, afin qu'ils transmettent des idéaux liés à la paix, aux droits de l'homme et aux droits de l'enfant. Son Université d'études et d'apprentissage de la paix a déjà formé des centaines d'éducateurs. Elle compte actuellement 170 collectifs pédagogiques (clubs, centres et organismes publics) réunis autour d'un même dessein: donner à l'individu les bases qui lui permettront de vivre en harmonie avec la nature, avec les autres et avec lui-même. Ses activités sont multiples: conférences, séminaires, ateliers, publications, expéditions écologiques, visites et échanges d'enseignants et d'élèves.

En liaison avec la ville de Munich, l'association a monté un nouveau projet international, Youth Collaboration, qui aborde les problèmes d'adaptation sociale et d'éducation des jeunes en milieu urbain. Par ailleurs un «E-Mail Project» vise à développer le réseau Internet dans les écoles ukrainiennes jumelées avec d'autres écoles du Royaume-Uni et de Floride.

Trois autres ONG ont reçu des mentions d'honneur: l'Académie Fridtjof Nansen (Norvège), particulièrement active dans le domaine de l'éducation pour la paix au Kosovo (ex-Yougoslavie); le World Court Project (Nouvelle-Zélande), qui a lancé une grande campagne internationale contre l'armement nucléaire; l'école israélienne de langues Ulpan Akiva Netanya qui contribue, par l'enseignement de l'hébreu et de l'arabe, à la découverte de la culture de l'autre et à la compréhension mutuelle. ■

Le renouveau de la

Sur la forme et sur le fond, les auteurs et éditeurs de livres pour enfants font assaut de créativité, avec succès. Même si princes charmants, fées et sorcières restent des valeurs sûres.

L'heure du bal sonne enfin pour la littérature enfantine. Cette Cendrillon si longtemps régentée par une belle-mère acariâtre se libère enfin des carcans du passé. Finies les connotations pédagogiques et moralistes. Elle devient un genre à part entière, dont les frontières dépassent largement l'école, la bibliothèque et le coin lecture des chambres d'enfant. La littérature pour la jeunesse est devenue une véritable industrie et fait de plus en plus l'objet de colloques, prix, salons et thèses de doctorat dans le monde entier.

«Le livre pour enfants a cessé d'être synonyme de livre scolaire», explique Leena Maissen, directrice de l'International Board on Books for Young People (IBBY). Etablie

en Suisse, cette ONG constituée de 60 sections nationales tente d'élargir l'accès de tous les enfants du monde aux livres à caractère littéraire et artistique. «Le livre pour enfants a une utilité pédagogique indéniable, d'autant qu'il entre souvent dans le processus d'apprentissage de la lecture. Mais de nouvelles tendances apparaissent: on brise les tabous, on prend les enfants au sérieux, on les traite en véritables personnes, on leur parle de choses qu'on occultait auparavant.»

Bien sûr, le conte de fée a toujours sa place. La sorcière, l'ours, la princesse et le lutin peuplent encore l'imaginaire des enfants, mais d'une façon différente. L'écrivain colombien Gloria Cecilia Díaz estime que dans la littérature enfantine, «les choses

ne sont plus toutes roses. Pour beaucoup, s'adresser aux enfants consistait à truffier le discours de diminutifs, de maisonnettes et de fillettes, en se gardant bien d'aborder certains thèmes, comme la maladie, la violence ou la mort.» Manuel Peña Muñoz, écrivain chilien spécialiste en la matière, confirme. «Certains professeurs pensent avoir fait le tour de la littérature enfantine une fois qu'ils ont raconté Blanche Neige. Quant à certains auteurs, ils se contentent d'écrire un conte avec des gnomes et des princesses, y ajoutent une morale et point final. Mais cela ne suffit plus.»

Sous la baguette magique des illustrateurs

Dans les titres les plus récents, la tendance est au renouveau des thèmes, des formes et des techniques narratives. Les enfants d'aujourd'hui lisent des histoires où l'on aborde le divorce, la mort, la drogue, la pollution atmosphérique, le terrorisme, la violence et le racisme. Qui plus est, des livres de toutes sortes naissent sous la baguette magique des dessinateurs et des illustrateurs.

Avant de savoir lire, les bébés peuvent jouer avec des livres en tissu ou pour le bain. Un peu plus tard, on leur offre des albums illustrés, des livres cubiques ou triangulaires, bilingues, gigantesques ou en miniature. Ils s'amuse aussi avec des livres-ateliers munis d'aquarelles et de pinces ou des bandes-dessinées fourmillant de détails, dans lesquelles il faut rechercher un personnage caché parmi des milliers d'autres.

Les styles classiques ne sont pas négligés pour autant. On trouve toujours des contes dont les pages se déplient lorsqu'on les ouvre pour former des forêts ou des châteaux. Parmi les dernières trouvailles figurent les récits interactifs où le lecteur choisit la trame ou le dénouement qu'il préfère, et le livre sur CD-Rom, en plein essor dans les pays industrialisés.

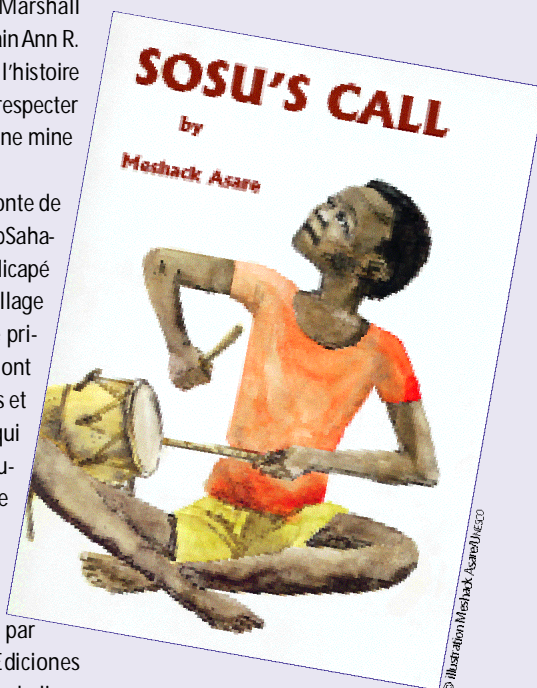
Le public réagit plus que positivement aux trésors d'ingéniosité déployés par les maisons d'édition. «Auparavant, offrir un

La tolérance racontée aux enfants

Dans *A Different Kind of Hero* (Marshall Cavendish, 1998), l'écrivain américain Ann R. Blakeslee, récemment disparue, raconte l'histoire d'un enfant qui apprend à son père à respecter les étrangers. L'histoire se passe dans une mine du Colorado, à la fin du XIX^e siècle.

Ce roman, ainsi que *Sosu's Call*, un conte de l'écrivain ghanéen Meshack Asare (Sub-Saharan Publishers, 1997), où un enfant handicapé gagne le respect des habitants de son village en les sauvant des inondations, ont été primés par l'UNESCO en décembre 1998. Ils ont reçu le Prix de la littérature pour enfants et adolescents au service de la tolérance, qui récompense les publications pour la jeunesse favorisant la compréhension entre les peuples.

Les gagnants, choisis parmi plus de 300 candidats de 42 pays, recevront leur diplôme et les 8000 dollars offerts par la fondation espagnole Santa Maria/Ediciones S.M. en avril 1999, à l'occasion du Salon du livre pour enfants de Bologne, en Italie. ■



littérature enfantine



© Illustration Darcia Labrosse/La courte échelle, Montréal

livre à un enfant était presque considéré comme une offense», rappelle Marie-France Hébert. Les œuvres de cet auteur canadien, publiées par la maison d'édition francophone québécoise La Courte Echelle, se vendent par centaines de milliers. «J'observe aujourd'hui une véritable soif de lire et j'essaie de transmettre aux enfants cette passion de la lecture, qui est une nourriture pour l'esprit et le cœur, un remède, une vitamine.»

Des contes classiques modernisés

Pierre déteste les maths: il n'y comprend rien. Mais une nuit, il rêve qu'il rencontre un petit diable colérique qui prétend les lui apprendre. Bien entendu, il pense que c'est encore un cauchemar. Mais non, il s'embarque en fait pour un voyage passionnant dans le monde des mathématiques: *Le Démon des maths* a été publié en 1997 par le poète et essayiste allemand Hans Magnus Enzensberger, l'un de ces auteurs pour adultes de plus en plus nombreux à écrire aussi pour la jeunesse. Le Marocain Tahar Ben Jelloun (*Le Racisme expliqué à ma fille*), les Espagnols Fernando Savater (*Ethique à l'usage de mon fils*) et Carmen Martín Gaité (*Le Petit Chaperon rouge à Manhattan*), le Chilien Luis Sepúlveda (*Histoire de la mouette et du chat qui lui apprend à voler*) et l'Autrichien Patrick Süskind ont ainsi modernisé des scénarios de contes classiques ou abordé des thèmes d'actualité comme la xénophobie et l'écologie.

Pour l'écrivain cubain Joel Franz Rosell, le renouveau de la littérature enfantine est en partie dû au fait qu'à l'école, les programmes ont été réformés et ont intégré l'étude d'œuvres littéraires contemporaines. «Les maisons d'édition voient ainsi s'ouvrir

un gigantesque marché et veulent absolument être au rendez-vous», explique l'écrivain. «Le marché du livre pour enfants a une particularité, poursuit-il. Ce n'est pas l'enfant qui achète, mais un intermédiaire: les parents, les professeurs ou les bibliothécaires. L'enfant ignore qu'il y a un auteur; ça ne l'intéresse pas. Certains chercheurs ont même défini la littérature enfantine comme un texte sans auteur. Mais les parents sont fascinés par l'idée que leurs enfants puissent lire les auteurs qu'eux-mêmes, adultes, apprécient»

Certains écrivains affirment ne pas changer de style lorsqu'ils s'adressent à un

L'évolution de la littérature enfantine n'est évidemment pas la même partout. «Dans certains pays comme l'Inde, la façon d'aborder les enfants par le livre reste vraiment traditionnelle et l'évolution est très lente», constate Leena Maissen, de l'IBBY. L'Inde a pourtant vu naître le premier recueil de contes pour enfants, le *Panchatranta*, il y a plus de 2 000 ans. Ce pays, qui compte 18 langues officielles et plus de 1600 dialectes, publie surtout des livres inspirés de contes et légendes mythologiques ou de grandes épopées. Les auteurs et les éditeurs les plus audacieux se retrouvent en Europe occidentale, tandis

Certains professeurs pensent avoir fait le tour de la littérature enfantine une fois qu'ils ont raconté Blanche Neige. Quant à certains auteurs, ils se contentent d'écrire un conte avec des gnomes et des princesses, y ajoutent une morale et point final. Mais cela ne suffit plus

public jeune. D'autres, au contraire, disent écrire de manière radicalement différente. C'est le cas de la Québécoise Jasmine Dubé. «Lorsque j'écris pour les adultes, dit-elle, il me semble que j'ai moins d'élan, que c'est plus cérébral, que je me censure davantage. Je vais moins loin dans l'imaginaire et je suis moins directe. J'ai l'impression que d'autres auteurs y arrivent bien mieux que moi. Mais quand j'écris pour les enfants, alors là, la passion et l'urgence me rattrapent.»

qu'en Europe de l'Est, les nouvelles lois du marché laissent peu de place aux livres de qualité. «Les Tchèques, les Slovaques et les Russes étaient les champions de la littérature enfantine. Mais, à cause de la crise économique, ces artistes formidablement créatifs se sont reconvertis dans l'illustration de livres édités en Occident», souligne L. Maissen.

Entre le livre et la télé

La place des livres pour enfants et adolescents sur le marché de l'édition est loin d'être négligeable. Si l'on en croit les chiffres diffusés lors du dernier Salon du livre de Francfort, 7,5% des 78 000 ouvrages publiés en Allemagne en 1997 (un pourcentage plus ou moins constant au cours des dernières années) s'adressaient aux jeunes. En France, l'édition pour les enfants et les adolescents résiste mieux que le reste du secteur à la crise qui sévit depuis le début des années 90. En 1997, elle représentait 8,3% du volume total des ventes. Au Brésil, 31% des livres édités en 1997 (y compris une partie des livres scolaires) étaient destinés aux plus jeunes. Mais ces chiffres ne doivent pas cacher que la lecture est en concurrence avec la télévision, le cinéma et les supports électroniques, dont l'audience croît plus rapidement que celle du livre. Une enquête réalisée en 1995 par l'université hollandaise d'Utrecht à la demande de



© Illustration Mies Hymar/Éditions Arne-Maire/Médialife-Scout, 1996, Paris

L'UNESCO a révélé que 93% des enfants scolarisés vivant dans des régions où l'électricité était disponible passaient trois heures par jour devant le petit écran. Entre lire et regarder la télé, ils choisissaient en général la seconde option.

Fidéliser le public jeune

Les éditeurs relèvent le défi en publiant des adaptations écrites du dernier film de Walt Disney ou en déclinant le naufrage du *Titanic* sous toutes les versions possibles. Ces produits sont bien sûr très « périssables » : ils ne durent que le temps pour les multinationales du cinéma de trouver un nouveau filon. Pour contrer ces phénomènes de mode, il faut fidéliser son public. *« Il est*

important de publier pour différents groupes d'âge, de suivre ses lecteurs et de les conserver une fois adultes», explique Norma Sturniolo, éditrice de la collection Espacio Abierto de la société espagnole Anaya.

Réédités dans toute collection digne de ce nom, les grands classiques semblent éternels. Dans cette fête du livre enfantin, Cendrillon continue de tourbillonner avec Jules Verne, Lewis Carroll, Mark Twain, Saint-Exupéry. Perdra-t-elle un jour sa pantoufle de vair ? Fera-t-elle encore rêver les lecteurs de tous les âges ? Gloria Cecilia Díaz exprime sans doute tout haut ce que nombre de ses collègues pensent tout bas : *« Une de mes plus grandes satisfactions serait que les adultes lisent également mes livres. »* ■

Lucía Iglesias Kuntz

Prix et salons autour du monde

Comme le livre pour adultes, le livre pour enfants compte ses propres prix, salons, critiques, publications et organismes spécialisés. Fondé en 1953, l'International Board on Books for Young People (IBBY) est l'un des plus importants d'entre eux. Outre ses activités de promotion de la lecture, sa revue trimestrielle (*Bookbird*) et sa sélection des meilleurs livres pour enfants du monde (la « Liste d'honneur »), l'IBBY décerne tous les deux ans les prix Hans Christian Andersen à un auteur d'une part et à un illustrateur d'autre part. Ces récompenses sont si prestigieuses dans le monde de la littérature enfantine qu'on les appelle des « petits Nobel ». Ils ont distingué des écrivains comme la Suédoise Astrid Lindgren (1958), ou l'Italien Gianni Rodari (1970). Les lauréats 1998 sont l'écrivain américain Katherine Paterson et l'illustrateur français Tomi Ungerer.

Les auteurs et les éditeurs pour la jeunesse ont aussi leurs grands rendez-vous. Le Salon international de Bologne, qui a lieu chaque printemps en Italie, est à la littérature enfantine ce que le Salon du livre de Francfort (en octobre tous les ans) est pour les adultes. En 1999, Bologne accueillera du 8 au 11 avril 1 400 exposants de 80 pays et quelque 20 000 visiteurs. D'autres salons spécialisés se tiennent aussi régulièrement à Montreuil, en banlieue parisienne, à Mexico et à Nairobi, au Kenya.

En Espagne, la fondation Germán Sánchez Ruipérez, basée à Salamanque, est un centre international du livre pour enfants et adolescents qui patronne des séminaires et des études. A l'université californienne de San Marcos, un centre dirigé par le professeur Isabel Schon se consacre à l'étude des livres pour enfants et adolescents en espagnol.



© IBBY, Suède

El Banco del Libro au Venezuela, Fundlectura en Colombie, la Fundação Nacional do Livro Infantil e Juvenil au Brésil et le Centre de promotion du livre de jeunesse de Seine Saint-Denis en France oeuvrent aussi pour que les enfants et les livres deviennent d'inséparables amis. ■



- IBBY: <http://www.ibby.org>
- Fundación Germán Sánchez Ruipérez (Salamanque, Espagne). Tél.: 34 932 269662 Fundación para el Fomento de la Lectura (Bogotá, Colombie). Email: fundalec@impsat.net.co
- Fundação Nacional do Livro Infantil e Juvenil: Rua da Imprensa 16, salas 1212 a 1215. Rio de Janeiro - RJ - 20030-120 Brésil. Tél.: 55 21 2620130
- Centre de promotion du livre de jeunesse Seine Saint-Denis: 3, rue François Debergue 93100 - Montreuil, France.
- Banco del Libro (Caracas, Venezuela). Email: libro@reacciu.ve
- Center for the Study of Books in Spanish for Children and Adolescents: California State University, San Marcos San Marcos, California 92096-0001 Tél.: 1 760 750 4070.

Art rupestre: un appel à collaborer

Répertorier les principaux sites d'art rupestre dans le monde: tel est l'objectif du projet WARA (World Archives of Rock Art) qui a été récemment lancé par le Centro camuno di studi preistorici de Valcamonica (Italie), en collaboration avec le Conseil international de la philosophie et des sciences humaines de l'UNESCO.

D'une durée de trois ans et doté d'un budget de 60 000 dollars, le projet consiste à assurer la mise à jour et le suivi des données provenant d'environ 70 pays, en vue de constituer une liste exhaustive des principaux sites d'art rupestre dans le monde. Il prévoit en outre la publication d'un CD-Rom et d'un atlas mondial contenant une sélection de 150 de ces sites.

Retenus en fonction de leurs valeur esthétique et de leur intérêt historique ou ethnographique, les sites seront répartis en huit zones géographiques: Asie, Proche-Orient, Afrique septentrionale, Afrique australe, Europe, Amérique du Nord, Amérique centrale et du Sud, Océanie. Chacun sera présenté par une notice descriptive (localisation, typologie, caractéristiques, datation, état de conservation, état des recherches), par des photographies, des dessins et des bibliographies.

Ce projet fait suite au premier rapport mondial sur l'art rupestre soumis à l'UNESCO en 1982. Il est ouvert aux spécialistes et institutions de tous les pays qui souhaitent y participer.

De son côté, le Centre de Valcamonica propose actuellement des stages de trois mois sur l'art préhistorique et tribal. Les étudiants et les chercheurs intéressés peuvent y acquérir une expérience pratique dans les domaines de la recherche, de la gestion des biens culturels, des relations publiques, de l'organisation d'expositions et de colloques, voire de la traduction et de l'édition. ■

Pour toute information, s'adresser à: Centro camuno di studi preistorici, 25044 Capo di Ponte (BS) Italia. Tél.: 39 364 42 091. Fax: 39 364 42 572

L'internationale des journaux de rue

Partout dans le monde, une nouvelle presse descend dans la rue. Mais ces journaux vendus en faveur des sans-abri divergent sur le sens de leur mission.

« C'était ça ou la mort. » « Ça », c'est vendre des journaux de rue. Chantal, 41 ans, a « plein de choses à raconter » : une enfance française « à la dure », l'échec scolaire, des projets contrariés par la volonté parentale. « Ma passion, c'est les fauves et les chevaux. J'ai toujours voulu être dompteuse. Et vous voyez... »

Chantal a « craqué » en 1996, après avoir raté un concours d'aide soignante. « J'avais l'intention d'en finir avec la vie. Un jour, j'ai rencontré une vieille connaissance et je lui ai ouvert mon cœur. Elle m'a secouée et m'a conseillé de vendre des journaux de rue. » Depuis, Chantal propose *L'itinérant* aux passagers du métro parisien. Elle le paye l'équivalent d'un demi-dollar l'exemplaire et le revend le triple, en tirant 350 à 700 dollars par mois. Ce revenu vient s'ajouter au Revenu minimum d'insertion (environ 430 dollars), l'aide sociale dont elle bénéficie.

Avant tout une occupation

Comme Chantal, des milliers d'exclus vivent de la vente de journaux de rue dans les grandes villes des pays riches. Mais contrairement à elle, qui loue une petite chambre, la plupart sont sans domicile fixe (SDF). On en compte environ trois millions dans l'Union européenne, autant qu'aux Etats-Unis. Beaucoup boivent ou se droguent. A Stockholm, 40% d'entre eux souffrent de paranoïa, de schizophrénie ou de phobies, affirme Malin Speace, qui dirige *Situation Sthlm*. Ce mensuel de rue, le seul de son espèce en Suède, a été lancé en 1995. Il tire à 15 000 exemplaires et emploie 120 personnes sur les quelque 5 000 SDF de Stockholm. Pour eux, « vendre le journal est avant tout une occupation, explique M. Speace. Nous leur volons du temps, ce qui fait baisser leur consommation de drogues. » Le journal est aussi un sas entre « l'exclusion » et la vie en société. Deux spécialistes guident les vendeurs dans le dédale des services sociaux : programmes d'ONG, aides de l'Etat, cures de désintoxication, etc. « Il faut qu'ils se sentent libres de choisir. » L'utilité sociale de *Situation*

Sthlm semble incontestable. Au pire, il permet aux sans-abri et aux chômeurs en situation difficile de rompre leur isolement. Au mieux, il les aide à trouver un logement, une formation ou un emploi.

Depuis une dizaine d'années, les journaux de rue ne cessent de se multiplier. Le premier, *Street News*, est apparu à New York en 1989, rappelle Tim Harris, président de l'Association nord-américaine des journaux de rue. Il a été fondé, avec l'appui de sponsors privés, par le rocker Hutchinson Persons, partisan « d'une idéologie libertaire de droite », résume T. Harris. Puis le mouvement a essaimé à travers l'Amérique du Nord et l'Europe. Il se renforce partout, sauf en France. En vogue en 1993 lorsqu'ils sont apparus, les journaux de rue n'y ont plus le vent en poupe. Trop nombreux, se livrant une concurrence acharnée, de médiocre qualité, ils ont achevé de se discréditer lorsque *Le Réverbère* a été condamné pour antisémitisme.

Ailleurs, plus de 150 titres existent dans une vingtaine de pays. Généralement consacrés aux questions sociales, ils sont financés

par un cocktail de donations privées, de revenus publicitaires, de recettes des ventes et de subventions publiques. Une dizaine paraissent au Canada et une quarantaine aux Etats-Unis, où les têtes d'affiche – *StreetWise* (Chicago), *Spare Change* (Boston) et *Real Change* (Seattle) – vendent entre 20 000 et 120 000 exemplaires par mois. Mais la plupart, pauvres et sous-équipés, tirent à moins de 20 000 et parviennent à peine à équilibrer leurs comptes.

En Europe, Tessa Swithinbank, l'éditrice internationale du journal britannique *The Big Issue*, en a répertorié 70 en 1997, dont la moitié en Allemagne. Comme en Amérique du Nord, les situations sont très contrastées : les tirages vont de 3 000 exemplaires par mois à près de 300 000 par semaine pour *The Big Issue*. Cet hebdomadaire à succès – le troisième favori des 15-24 ans britanniques – a été fondé à Londres en 1991 par John Bird, un ancien trotskyste issu de la classe ouvrière irlandaise, avec une aide de 50 000 dollars fournie par la chaîne de produits de beauté *The Body Shop*. Aujourd'hui, son

Le SDF Clive Harold, un ami d'enfance du prince Charles, dans les rues de Londres.



chiffre d'affaires dépasse les 20 millions de dollars. Le groupe compte quatre éditions au Royaume-Uni et trois à l'étranger (Australie, Afrique du Sud et États-Unis).

Selon Malin Speace, la presse de rue «commence même à gagner les pays du Sud». Le journal *NOS* a été lancé à Brasilia fin 1998. En Gambie, de jeunes marginaux préfèrent vendre *Concern* aux touristes plutôt que leur corps. Des projets s'ébauchent en Inde et au Japon. A l'échelle de la planète, «on estime à 30 millions le nombre d'exemplaires vendus par an et les chiffres ne cessent de grossir», résume Mel Young, directeur de l'édition écossaise du *Big Issue*. Mais le mouvement connaît certains désaccords.»

Éthiquement correct

Le principal porte sur la vocation de ces journaux: doivent-ils être les porte-parole d'organisations communautaires militantes ou des entreprises sociales rentables? *The Big Issue* milite pour la seconde formule. Pour John Bird, faire des bénéfices n'exclut pas de rester «éthiquement correct». Produire un magazine de qualité, fabriqué par des professionnels, est même la condition *sine qua non* de l'efficacité sociale. Le journal met en avant les deux à trois milliers de SDF qui vivent de sa distribution et les services offerts par sa fondation: aide au logement, formation, etc.

«The Big Issue est là pour faire du fric» mais «il aide considérablement les démunis», résume crûment *L'Itinéraire* de Montréal. De nombreux journaux de rue nord-américains sont encore plus virulents. La plupart sont gérés et écrits par les sans-abri eux-mêmes et militent pour sauvegarder cet espace d'expression, dans un pays où ils n'en ont guère. Ils condamnent le *look* accrocheur, la gestion et le contenu «commerciaux» du journal britannique et l'accusent de vouloir imposer son modèle. L'implantation du *Big Issue* à Los Angeles, où il paraît depuis avril 1998, a relancé la polémique. D'autant qu'elle risque de provoquer la disparition du fragile *Making Change* de Santa Monica (un quartier de la mégapole californienne). «Nous sommes très vulnérables», explique sa responsable, Jennifer Waggonner. «Nous n'avons que 20 vendeurs et nos recettes couvrent à peine les frais d'impression.» Elle-même SDF, elle n'en a pas moins le sens des affaires. Elle négocie avec son rival une aide technique et le monopole de la distribution des deux journaux dans la partie ouest de la ville.

Tim Harris se garde bien d'arbitrer cette guerre de territoire et ces conflits idéologiques. «Tout dépend de vos priorités. Si elles sont politiques, vous incluez les pauvres dans le processus de fabrication du journal et vous leur donnez une voix. Si elles sont économiques, vous créer un produit commercial dont vous réinvestissez les profits en faveur des sans-abri.» Comme lui, de nombreux responsables de la presse de rue ont opté pour une formule intermédiaire. A Saint-Petersbourg par exemple, le bimensuel *Na Dnye* (en russe, Les Bas-Fonds, du nom de l'œuvre de Gorki) tente d'allier professionnalisme et combat politique.

Quand la police déporte les sans-abri

«Pour attirer les jeunes et remonter les ventes, qui ont chuté après la dévaluation du rouble, nous publions des informations sur les clubs en vogue, la musique et l'art», explique son fondateur, Valery Sokolov. Le journal réserve une page aux écrits des sans-abri et les deux tiers de ses colonnes aux problèmes sociaux. «En novembre 1998, nous avons révélé les pratiques de la police, qui déportait les sans-abri. Tous les mardis et les jeudis, elle les emmenait par groupes de 20 ou 30 à une quarantaine de km de la ville et les débarquait dans la forêt par moins 18°C.» A Saint-Petersbourg, où vivent 50 000 SDF, 2 000 à 4 000 d'entre eux meurent chaque année.

«Face à des réalités aussi effroyables, nos petites divisions paraissent ridicules», note Mel Young. «Nous devons renforcer nos actions communes pour dénoncer les abus et constituer un observatoire mondial des droits des sans-abri.» ■

Sophie Boukhari

Les cybercamelots de Montréal

Au Québec, le journal *L'Itinéraire* offre une adresse électronique aux sans domicile fixe (SDF). Cet ancien salon de coiffure transformé en cybercafé jouxte le «Café sur la rue», ouvert aux sans-abri et autres démunis depuis plus d'un an. Les vendeurs du mensuel *L'Itinéraire* – pionnier des journaux de rue canadiens, axé sur les questions sociales et lancé en 1994 – s'y retrouvent pour manger une soupe bon marché et prendre livraison des journaux. Ces «camelots» les achètent 65 cents pour les revendre le double.

Le Café sur la rue s'est doté de son annexe virtuelle en octobre 1998: une sorte de bureau high-tech, équipé d'une dizaine d'ordinateurs. Quelques itinérants mais surtout des gens du quartier et des étudiants peu argentés s'y affairant dans une ambiance recueillie. L'un tape son CV, d'autres jouent, répondent à un courrier électronique, participent à un groupe de discussion en ligne ou cherchent un emploi sur le Web. Le décor est agréable. Sur les murs, des dessins colorés: une longue vague bleue déferle à hauteur des yeux. «C'est pour mieux surfer sur le Net», lance Sébastien Langlais, qui gère le projet, entièrement créé grâce à des dons. Don de temps par les décorateurs de Radio-Canada; dons d'ordinateurs par des entreprises d'informatique; prestations de services gra-

tuites (liaison Internet et création d'un site web: <http://itineraire.educ.infinet.net>) par le câblodistributeur Vidéotron.

Lise a 54 ans dont «25 sur le dos de l'aide sociale». «Venir au cybercafé me fait du bien, explique-t-elle. La journée passe plus vite.» Les ordinateurs lui faisaient peur; maintenant, elle adore. Au point qu'elle vient tous les jours faire le ménage et accueillir les nouveaux venus.

Bonjour électronique

Quand son «job de bénévole» lui en laisse le temps, elle envoie un bonjour électronique à un ami ou reconstruit le «casse-tête» qu'elle a créé dans l'ordinateur, à partir d'une photo de son fils et de sa petite-fille. «Les plus difficiles à attirer sont les sans-abri», reconnaît cependant Sébastien Langlais. Les nouvelles technologies les effrayent, même si l'association offre une formation aux moins éduqués. «Les itinérants ne manquent pas forcément de culture ni d'éducation», poursuit-il. Malgré leurs problèmes personnels, ils s'intéressent à beaucoup de choses. Ils sont par exemple avides d'informations, qu'elles soient politiques ou sportives.»

A l'Accueil Bonneau, un abri qui sert des repas

chauds, «on a donné un cours d'initiation à Internet, poursuit S. Langlais. Depuis, un Roumain vient régulièrement prendre des nouvelles de son pays sur le Net. Un SDF, qui ne s'intéressait à rien, s'est découvert une passion pour les journaux électroniques.» La mission du café rejoint celle du journal, en partie financé par des subventions gouvernementales: briser l'isolement des plus pauvres, les valoriser, leur fournir une formation, une expérience de bénévolat ou de salarié, dans l'espoir de favoriser leur réinsertion sociale.

Selon certains psychologues américains, l'accès aux nouvelles technologies peut constituer une forme «d'autothérapie» pour les personnes souffrant du mal de vivre, et les aider à reprendre confiance en eux. Cet espace branché contribue aussi à renforcer le «sentiment d'appartenance» des SDF et des chômeurs à la «grande famille» de *L'Itinéraire*, explique le directeur du journal, Alain Demers. Mais, entre ce milieu protégé et le marché de l'emploi, le gué reste difficile à franchir. ■

Anne Pélouas, à Montréal

Biss se fait bisser par les Munichoïses

Le premier mensuel de rue allemand est devenu une véritable entreprise, presque une institution.



© Harald Hampf/BISS, Munich

Heinz Bonni (ci-dessus) est une grande gueule. «*Je ne fais pas de cadeau et je dis toujours ce que je pense*», assène-t-il. Il ne s'en tient pas toujours là. Parfois même, il cogne: il vient d'être condamné à une amende de 240 dollars et à deux ans de prison avec sursis. C'est là qu'il a compris que l'on pouvait «*compter sur Biss*»: le journal a payé son amende.

Biss, c'est l'abréviation de «*Bürger in sozialen Schwierigkeiten*» (citoyens en détresse). C'est aussi le nom du mensuel de rue munichoïse, le premier du genre en Allemagne. Il a été fondé en 1993 par un groupe de journalistes engagés et de militants évangélistes. Aujourd'hui, 460 sans domicile fixe (SDF) ou ex-SDF ont obtenu le permis de vendre ce magazine consacré à la crise sociale et aux problèmes des exclus. Ils peuvent écouler jusqu'à 600 magazines par mois tout en conservant leurs droits à l'aide sociale.

Heinz Bonni fait partie des 110 vendeurs considérés comme «réguliers». A la suite d'une série d'accidents et d'échecs professionnels, cet homme de 60 ans a perdu son logement, son emploi, et finalement, son équilibre affectif. Il n'a rien du SDF modèle qui économise patiemment pour se réinsérer dans la société. Son haleine sent l'alcool quand il bougonne contre les autres vendeurs. Mais il est fier de travailler pour un journal «*reconnu*», comme il le dit. «*Ici, tout le monde connaît Biss*».

Pourtant, au début, l'équipe de bénévoles était débordée. Certains piochaient

dans la caisse, déjà peu garnie. Le journal partait à vau-l'eau quand une femme, Hildegard Denninger, 50 ans, comptable de formation, s'est attelée à organiser le travail et à faire fructifier l'argent des ventes. Aujourd'hui, *Biss* tire à 40 000 exemplaires et l'association du même nom dispose d'un capital d'environ 150 000 dollars. Elle bénéficie de dons et de subventions de la ville.

L'entreprise se porte bien. Un peu trop au goût de certains. Pour eux, il ne faut pas mélanger commerce et travail social. Le magazine est aussi critiqué pour ne pas donner suffisamment la parole aux SDF. Il est en effet rédigé par des journalistes professionnels. Les sans-abri peuvent participer à «l'atelier écriture» hebdomadaire et publier leurs textes dans une rubrique spéciale. «*Il serait naïf de penser que nos vendeurs peuvent produire des articles bien écrits et documentés alors que la majorité des citoyens dits normaux en sont incapables*», estime Hildegard Denninger.

Des clients fidèles

«*On me reproche de ne m'intéresser qu'à l'argent*», déplore-t-elle. Mais comment vivre sans? Les SDF empochent 80 cents par exemplaire vendu et *Biss* les aide, entre autres, à apurer leurs dettes. L'association leur verse aussi une prime lorsqu'ils accèdent au logement et les soutient dans leurs démêlés avec la justice. Elle a même embauché ses six meilleurs vendeurs, ceux qui écoulent plus de 1 200 exemplaires par mois.

Des lecteurs et certains vendeurs reprochent au magazine de trop parler des étrangers en situation difficile, alors que les SDF allemands «de souche» sont si nombreux. Mais dans l'ensemble, les clients sont fidèles. Le magazine doit en partie sa notoriété à une grosse campagne de communication offerte en 1996 par une agence de publicité renommée de Munich. Elle mettait en scène une star du football, Jürgen Klinsmann, et le maire, Christian Ude, déguisés en vendeurs SDF...

Tout le monde semble y trouver son compte. Reste que, comme le reconnaît Hildegard Denninger, le journal ne permet qu'à une infime minorité de sans-abri de retrouver un emploi et de vraiment s'en sortir. ■

Kathrin Sander, à Munich

Un cinéma sans bobine et sans frontière

Le cinéma sans pellicule est-il pour demain? Les progrès des techniques de numérisation sont tels que l'on peut effectivement entrevoir pour bientôt la projection de films via les satellites dans n'importe quel endroit reculé de la planète.

Cette perspective affole littéralement les laboratoires de tirage de copies de films et surtout les majors de la distribution internationale mais elle réjouit à l'avance les cinéphiles des régions isolées ou ceux des petites villes où le «cinéma de quartier» a fermé ses portes. Le principe est simple: l'image du film est scannée, compressée puis codée numériquement avec la bande son, avant d'être transmise par satellite ou par ligne téléphonique numérique. A l'arrivée, l'installation doit comprendre un «démodulateur satellite», un décodeur et un projecteur spécial, le tout dans n'importe quel lieu, fût-ce une grange ou une place de village. Plus de problème de transport de bobines ni de pellicules endommagées.

Les premiers essais «grand public» ont été réalisés en 1996 par une société privée d'Hollywood mais la technique n'était pas au point. Depuis, ils se sont multipliés. Le projet le plus abouti semble être celui des studios de Babelsberg en Allemagne, dirigés par le grand réalisateur Volker Schlöndorff. Son initiative, baptisée «CyberCinema», est soutenue par l'Union européenne, qui poursuit deux objectifs principaux: reconquérir un public qui s'est détourné du cinéma en raison de la disparition d'installations de proximité, et contrer les Etats-Unis qui règnent actuellement en maître sur la distribution des films au niveau international.

Fin 1998, CyberCinema a multiplié ses démonstrations avec des films pour enfants projetés à Dublin, Varsovie, San Remo, Liverpool, Hanovre ou Ivalo (en Laponie). Pour que le projet soit rentable, ses promoteurs ont calculé qu'il leur faudrait disposer de 500 lieux de projection. Ils espèrent en avoir 200 d'ici l'an 2000.

Restent deux «petits» problèmes à régler: la qualité de l'image numérique n'égale pas encore tout à fait celle d'un film en 35 mm, et un projecteur de film numérique coûte à lui seul 200 000 dollars... La pellicule a peut-être encore de beaux jours économiques devant elle. ■

James Tobin: un économiste américain à contre-courant

A l'heure de la mondialisation et de la dérégulation, ce prix Nobel d'économie continue de défendre «sa» taxe sur les transactions financières pour prévenir les crises internationales. Et venir en aide aux pays du Sud en difficulté.

Vous avez dit un jour qu'étudier l'économie donnait de l'espoir et qu'une compréhension plus fine de ses mécanismes pouvait améliorer le sort de l'humanité. Les économistes sont-ils parvenus, selon vous, à servir toute l'humanité, ou en ont-ils aidé certains plus que d'autres?

Certains économistes ont aidé certaines personnes plus que d'autres, c'est évident. Mais globalement oui, je crois que les économistes ont amélioré le sort de l'humanité, même si nous ne l'avons pas fait autant que je pouvais l'espérer.

J'ai commencé à étudier l'économie pendant la grande crise des années 30. Le monde était dans une très mauvaise passe: 25% de chômeurs aux Etats-Unis, 15% à 20% en France – le chaos complet. L'effondrement de l'économie mondiale a eu des effets clairs et nets sur la scène politique internationale: l'ascension de Hitler a été directement liée à la dépression économique allemande.

Tout étudiant qui ouvrait les yeux et lisait les journaux se préoccupait forcément d'économie. Il pouvait faire un rapprochement entre l'effondrement économique mondial et les menaces pesant partout sur la paix, à travers le fascisme, le nazisme, etc. Dans la mesure où, pendant les années 30, nous avons appris comment éviter de nouvelles grandes crises, nous avons peut-être réduit du même coup les risques de voir se reproduire les hor-

reurs de l'époque. Nous avons compris pourquoi il y avait eu une grande dépression, et quelles politiques monétaire et fiscale appliquer pour prévenir de nouvelles crises.

Selon des organisations internationales comme le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), les inégalités se creusent, tant au sein de chaque pays qu'entre les pays. Pourquoi à votre avis? Est-ce parce que les économistes se sont surtout intéressés à la production des richesses et beaucoup moins à leur répartition?

Cette accusation me paraît injuste. Prenons l'exemple du dispositif de protection sociale de la France et même de toute l'Europe: les économistes ont largement contribué à le mettre en place, à l'organiser. Nous n'avions pas ces choses-là quand j'étais jeune. Aux Etats-Unis, le système d'assurance sociale n'a été créé qu'en 1936, pendant la grande crise, et la prise en charge de certaines dépenses de santé n'a commencé qu'après la Seconde Guerre mondiale. Beaucoup de ces nouveautés ont été préconisées et mises en œuvre par des économistes.

Pourquoi les inégalités continuent-elles à s'accroître sur le plan national et international?

C'est une question vraiment complexe. Nous devrions consacrer une bonne partie de notre énergie, de nos passions, de notre

intelligence, à trouver des moyens de réduire les inégalités, aussi bien dans chaque pays qu'entre les pays.

Les économistes ne se sont pas désintéressés du problème. La Banque mondiale, par exemple, a été fondée en 1945 afin de faire avancer les choses sur ce plan-là. Pour réduire les inégalités, il faut imposer les personnes qui ont gagné de hauts revenus sur les marchés, afin d'améliorer le niveau de vie de ceux qui ont moins gagné. Tels sont les grands enjeux de la politique économique, de la politique sociale et de la politique tout court. Quel niveau de prélèvement fiscal? Quelle dose de transfert des revenus aux plus défavorisés? Fiscalité et transferts constituent un gros problème politique.

A une plus grande échelle, les mêmes questions se posent pour les nations, entre les populations de certaines parties du monde et les autres. Si l'on voulait vraiment réduire les inégalités au niveau planétaire, je suppose qu'on envisagerait de faire sauter toutes les barrières à l'immigration, pour que chacun puisse aller chercher où bon lui semble un emploi mieux rétribué. Mettre cette idée en pratique est un autre gros problème politique, sans aucun doute.

Depuis 1971, vous répétez que les Etats ont besoin de garder un minimum de contrôle sur leur politique monétaire nationale. L'ont-ils totalement perdu avec la mondialisation?



James Tobin

© Michael Marsland, Yale University, New Haven

avez promis en échange.» Alors, les réserves de devises du pays, que détient la Banque centrale, s'évaporent au fur et à mesure que les banques remboursent leurs prêts. Les réserves y passent peu à peu. Et lorsqu'elles diminuent à ce rythme, il faut dévaluer la monnaie. C'est ce qui s'est produit.

Si la Corée du Sud avait eu, par exemple, une loi interdisant à ses banques d'emprunter à court terme en devises fortes – sauf si leur dette était couverte par des actifs à court terme équivalents –, elle aurait été protégée. Elle aurait dû prendre cette petite précaution lorsqu'elle a ouvert son système bancaire et son marché des changes à la mondialisation.

Il existe un certain nombre de moyens qui permettent à ces pays de se prémunir. Instaurer une taxe sur les transactions de change en est un.

Cela nous amène à ce qu'on appelle la taxe Tobin. Pouvez-vous nous expliquer brièvement ce que c'est, et comment elle fonctionnerait?

Les transactions sur les marchés des changes représentent 1 300 milliards de dollars par jour. Elles seraient taxées à un taux très faible, disons 0,1% par dollar pour chaque transaction. La taxe serait levée par chaque pays sur les deux transactions effectuées sur son territoire (l'aller dans une devise et le

plupart des transactions des marchés des changes n'ont donc aucun lien direct avec les flux d'investissement souhaitables, c'est-à-dire du capital productif allant des pays développés vers les pays en développement.

En Chine, il n'y a pas de convertibilité, sauf pour les devises chinoises gagnées par des étrangers dans leurs échanges commerciaux avec la Chine. On ne peut pas changer la monnaie chinoise en dollars, en francs, en yens, pour simplement transférer par-ci, par-là des fonds purement financiers. Il y a un contrôle des changes strict, qui ressemble tout à fait à celui qu'avait la France dans l'immédiat après-guerre, en 1945-1946. La France a d'ailleurs gardé un contrôle des changes, sous une forme ou sous une autre, jusqu'au milieu des années 80. Donc, la Chine reçoit quantité d'investissements directs étrangers sans convertibilité des capitaux d'une monnaie à une autre. La convertibilité d'une monnaie n'est pas une chose essentielle.

Le gros des investissements des pays développés vers les pays en développement ne devrait pas être affecté de manière significative par la taxe Tobin. L'avantage de ce dispositif, c'est qu'il est indolore pour les investissements à long terme. Si, dans le cadre d'un «aller-retour» de 20 ans, vous envoyez du capital-actions dans un pays en développe-

Nous devrions consacrer une bonne partie de notre énergie, de nos passions, de notre intelligence, à trouver des moyens de réduire les inégalités, aussi bien dans chaque pays qu'entre les pays

La mondialisation des marchés financiers, c'est un fait, a réduit les moyens de contrôles dont disposent les Etats pour gérer leur politique monétaire. Il y a toujours eu une contrainte en la matière depuis qu'on a commencé à libéraliser le système de Bretton Woods établi en 1945. Mais l'évolution s'est considérablement accélérée ces dernières années. Elle limite réellement, en particulier pour les petits pays comme ceux de l'Asie de l'Est, la possibilité de fixer une politique monétaire nationale.

Avec des marchés financiers mondialisés, comment un Etat peut-il préserver son autonomie monétaire?

Eh bien, il doit avoir un certain contrôle, pour ralentir les flux entrants et sortants de devises étrangères, et limiter les dégâts que peut causer à toute son économie la convertibilité de sa monnaie.

Que s'est-il passé dans les pays d'Asie de l'Est? Certaines de leurs banques, celles de Corée du Sud par exemple, empruntaient aux banques de New York, de Tokyo et de Londres. Elles le faisaient à très court terme: une ou deux semaines. Les créanciers, à savoir les grandes banques, pouvaient donc décider chaque semaine ou tous les 15 jours de renouveler les prêts ou non. Voilà donc la banque coréenne obligée un jour de rembourser la banque new-yorkaise, et en dollars qui plus est. Où va-t-elle trouver ces dollars? Elle va prendre une certaine quantité de wons, la monnaie coréenne, les apporter à la Banque centrale de Corée, et lui dire: «Vous vous êtes engagée à nous donner tant de dollars par won. Voici mes wons. Je veux ce que vous

retour dans la monnaie d'origine), et serait collectée par son administration fiscale.

Ceux qui voudraient effectuer un très grand nombre d'opérations de change tous les jours, toutes les semaines, devraient payer la taxe un très grand nombre de fois. Ils en seraient donc dissuadés par l'existence même de cet impôt.

Le monde serait-il différent aujourd'hui si votre taxe existait depuis les années 70?

L'Asie aurait-elle connu cette extraordinaire croissance, en partie alimentée par des investissements et des entrées de capitaux dans ces pays?

Y aurait-il eu, avec votre taxe, une crise financière asiatique?

Sur les 1 300 milliards de dollars échangés chaque jour, très peu sont liées à des capitaux productifs, ceux qui viennent de l'épargne d'un pays et vont s'investir dans un autre. Aujourd'hui, le monde développé transfère dans les pays en développement environ 200 milliards de dollars par an. La

ment, de France au Vietnam par exemple, et que vous ne récupérez l'argent que 20 ans plus tard, vous payez 0,1% à l'aller et 0,1% au retour. Lorsque vous aurez à décider de vous lancer ou non dans cet investissement, cette taxe n'aura aucune incidence sur vos calculs. Seules les opérations de change à très court terme seraient découragées.

Donc, la taxe Tobin aurait-elle vraiment empêché une crise asiatique?

Il est certain qu'il faut des réformes dans le système bancaire et les marchés boursiers de ces pays. L'autre grande erreur, plus grave peut-être que celles déjà évoquées, c'est la pratique du taux de change fixe. Sans lui, il n'y aurait pas de crise monétaire, parce que le taux de change fixe, c'est l'engagement de la Banque centrale du pays de payer un nombre précis, disons, de dollars, de yens, d'euros, ou d'un panier de devises, en contrepartie de la monnaie locale. Si les déposants viennent tous en demander et qu'il n'y en a plus, la Banque doit fermer et c'est la crise. ►

A la lumière de la récente crise, beaucoup de pays d'Asie estiment qu'ils ont perdu leur pouvoir, que l'équilibre des forces entre l'Etat et le marché s'est déplacé. Qu'en pensez-vous?

Je pense qu'ils ont en grande partie raison. Avec la libéralisation totale et prématurée des marchés financiers, l'Etat se trouve, à mon avis, privé des moyens de contrôle et des restrictions dont il a besoin pour limiter la vitesse ou le volume des mouvements de capitaux sur sa monnaie.

Allons-nous continuer à connaître de graves crises financières? Apprenons-nous quelque chose de nos erreurs?

Une crise financière n'est pas inévitable. Nous allons probablement tirer les leçons de nos erreurs. Au moins les pays asiatiques ne tenteront-ils plus de défendre un taux de change fixe par rapport au dollar et au yen. La fréquence des crises s'en trouvera sûrement diminuée.

Dans notre histoire, les crises financières internationales sont légions. Je ne suis pas sûr qu'il soit juste de dire qu'elles sont plus fréquentes aujourd'hui. Beaucoup d'investisseurs de pays développés ont placé de l'argent dans les pays où des crises se sont produites. Ceux d'Asie de l'Est, en particulier, ont connu une croissance accélérée, presque miraculeuse, pendant deux ou trois décennies, et ils ont gravi des échelons dans l'ordre hiérarchique des Etats et des économies. Ils ont mainte-



En Thaïlande, des tee-shirts marqués «anciens riches» se vendent comme des petits pains.

nant, comme les Américains et les Européens, de nombreux dispositifs modernes – bourse des valeurs, marché obligataire, etc. Leurs niveaux de richesse et de revenu ont beaucoup augmenté. Ils ont tissé des liens bien plus étroits avec les établissements financiers des grands pays. Le choc a donc été plus fort lorsqu'ils n'ont pu tenir leur engagement de rembourser les banques américaines et japonaises en dollars.

Pensez-vous qu'il y ait une chance pour qu'une taxe Tobin soit un jour mise en œuvre? En France, un mouvement s'est

constitué pour la promouvoir. Les personnalités politiques soutiennent cette idée quand ils sont dans l'opposition. Au pouvoir, ils n'en parlent plus.

Je ne suis pas optimiste. Je ne pense pas que la communauté financière, y compris les ministres des Finances et les Banques centrales des grands pays, voie un intérêt quelconque à ces taxes. Ils n'en veulent pas. Même si une personnalité au pouvoir tient des propos judicieux sur cet instrument, comme l'a fait François Mitterrand, l'idée ne passe pas au ministère des Finances. Ils ne marcheront pas, et le FMI non plus.

Tobin ou le libéralisme à visage humain

James Tobin ne s'économise pas. A 80 ans, ce Nobel américain n'a pas renoncé à sa table de travail. Il a gardé un bureau à l'Université de Yale, après y avoir enseigné de 1950 à 1988. C'est là que cet infatigable chercheur, doublé d'un vulgarisateur hors-pair, continue à donner des interviews et à écrire – il est l'auteur de 16 ouvrages et de plus de 400 articles.

Dans les quelques pages d'autobiographie qu'il a rédigées pour la fondation Nobel, il explique sa passion pour l'économie. «Le sujet était et reste intellectuellement fascinant et stimulant, surtout pour ceux qui ont un goût et un talent particuliers pour le raisonnement théorique et l'analyse quantitative.» C'est à ses yeux le moyen d'améliorer les conditions de vie des habitants de la planète. Son environnement familial – une mère qui se consacre au travail social, un père journaliste et anticonformiste – ont sans doute aussi largement contribué à orienter ses choix.

Cet enfant de l'Illinois a également été marqué par la «Grande Dépression» et les

«échecs lamentables des économies capitalistes», responsables d'une vague mondiale de désastres politiques et sociaux. Mais aussi dévastatrice fût-elle, cette catastrophe internationale a permis de remettre en question les dogmes de l'orthodoxie économique. C'est dans ce contexte d'intense bouillonnement intellectuel que l'étudiant boursier de Harvard a découvert et adopté les théories de Keynes, en 1936.

Partisan d'un libéralisme à visage humain, il n'a depuis lors jamais cessé de défendre le rôle de l'Etat dans l'économie et les ajustements fiscaux et budgétaires. Durant les années 50 et 60, il prend la tête de la résistance contre la croisade monétariste menée par un autre Nobel d'économie, Milton Friedman. Résolument ancré dans le camp démocrate, il est conseiller du président Kennedy en 1961-62. Vingt ans plus tard, il monte au créneau contre la politique de Reagan (baisse des impôts et réduction de l'inflation), largement inspirée du monétarisme de Friedman.

Dès le début des années 70, il met en garde contre le développement de la spéculation privée sur les marchés financiers, qui mine l'autonomie des politiques monétaires nationales. Pour dissuader les spéculateurs, il propose en 1978 d'instaurer une taxe internationale sur les transactions en devises au comptant. C'est la fameuse taxe Tobin, chère aux intellectuels de gauche, en particulier en Europe.

Mais ce n'est pas pour sa taxe que l'Académie suédoise le distingue en 1981. En lui attribuant le Nobel, elle rend hommage à ses travaux sur l'offre de monnaie et à sa «théorie sur le choix des porte-feuilles» (*portfolio selection theory*). Celle-ci permet de comprendre comment les ménages et les entreprises décident d'investir dans des actifs financiers ou réels et de s'endetter. De manière plus générale, les théories de Tobin ont influencé toute une génération de chercheurs et stimulé la recherche sur l'analyse de la balance des paiements et de la croissance économique.

Une taxe controversée

En 1972, James Tobin proposait la création d'une taxe internationale de faible taux (0,1% à 0,5%) sur les transactions en devises au comptant. Objectif: éviter les tumultueuses fluctuations économiques et financières provoquées par l'augmentation croissante des flux de capitaux à visée spéculative et protéger les politiques nationales de la dictature des marchés.

Cette taxe, précise le Nobel, pénaliserait les opérations financières à court terme et ralentirait donc les mouvements de capitaux spéculatifs, comme ceux qui ont provoqué l'embellie puis l'effondrement des marchés asiatiques au cours de la dernière décennie. La «taxe Tobin», insiste son inventeur, ne serait en revanche pas assez élevée pour freiner le commerce international des marchandises ou les investissements productifs à long terme.

Certains experts estiment cependant que la taxe serait impossible à gérer: il faudrait que tous les pays, sans exception, la fassent appliquer, ce qui supposerait une harmonisation fiscale mondiale sans précédent. ■

Les gens n'aiment pas être imposés. Ils pensent qu'il s'agit d'une interférence dans le marché libre.

Les mentalités n'ont-elles pas changé un tout petit peu?

Un tout petit peu: certaines prises de conscience, une certaine reconnaissance du problème aux dernières assemblées générales du FMI et de la Banque mondiale. On y a admis que la mondialisation et la libéralisation sont peut-être allées trop vite et trop loin. Mais il n'y a eu aucune proposition

crise auquel nous venons d'assister en Asie?

Je ne crois pas qu'il y aura une politique coordonnée au niveau international. Je pense néanmoins que le FMI et les gouvernements d'Amérique du Nord et d'Europe vont se montrer plus tolérants envers les pays en développement. Dans certains cas, le désaccord n'est probablement pas bien grand. Les systèmes bancaires de ces pays, par exemple, n'étaient pas prêts à participer aux marchés financiers internationaux. Ils n'étaient pas prêts parce qu'ils n'avaient pas

Avec la libéralisation totale et prématurée des marchés financiers, l'Etat se trouve privé des moyens de contrôle et des restrictions dont il a besoin pour limiter la vitesse ou le volume des mouvements de capitaux sur sa monnaie

concrète pour y remédier. Disons que ces responsables se sont montrés, au moins, un petit peu plus ouverts à une réflexion sur des moyens de modérer les flux financiers actuels en devises. Je ne les ai jamais entendus mentionner la taxe. Ou une seule fois: le directeur général du FMI, Michel Camdessus, a dit qu'il ne voyait aucun mouvement de soutien en faveur d'une taxe internationale.

Va-t-on tenter de réglementer les flux de capitaux, pour aider à prévenir le type de

les cadres institutionnels et juridiques qui, à nos yeux, vont de soi pour l'existence même d'un système bancaire. Prenez le marché des titres. Aux États-Unis, nous avons depuis les années 30 la *Securities Exchange Commission*, la commission des opérations de bourse. On ne peut pas vendre en bourse des actions et des obligations sans remettre à cette administration fédérale des informations complètes à leur sujet. Pourtant, beaucoup de nos firmes financières privées ont aidé à créer dans les pays en développement ►

Une Thaïlandaise en manque d'argent frais vend ses bijoux.



des bourses qui n'ont pas ces garde-fous. Ce sont des dispositifs vraiment essentiels, et ils ne les ont pas.

Il serait très raisonnable, pour la Thaïlande ou la Corée du Sud, de réglementer le volume des dettes en devises étrangères détenues non seulement par leurs banques, mais aussi par leurs entreprises. Le véritable objectif devrait être d'encourager celles-ci à attirer des investissements: ces capitaux ne provoqueront pas de crise monétaire.

Dans les crises financières, quel est le rôle d'institutions comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale? Comment voudriez-vous les voir opérer? Sont-elles en mesure, à elles seules, de traiter globalement de problèmes comme le redressement après une crise? Avons-nous besoin d'une autre institution financière, par exemple une Banque centrale mondiale?

J'estime que le FMI pourrait s'orienter vers un rôle de Banque centrale mondiale. Il se rapprocherait en cela de sa mission initiale. Cela veut dire qu'il fournirait des liquidités internationales aux pays en difficulté sans les traiter comme s'ils avaient commis un crime et devaient être punis en échange de secours. Une Banque centrale nationale, qui fait office de prêteur de dernier ressort pour les banques du pays, leur prête des fonds quand elles ont des problèmes de liquidité, sans les considérer comme des coupables. Et elle s'attend à être remboursée rapidement. Le FMI devrait avoir le même esprit. De fait,

telle était la conception originelle du FMI. Tous les pays avaient au départ des droits de tirage assez généreux, qu'ils pouvaient utiliser à leur discrétion. Aujourd'hui, ces droits ne sont plus suffisants: le montant total des quotas de tous les pays réunis représente environ 150 milliards de dollars. Ce n'est rien pour une institution mondiale chargée de tout ce que le FMI est censé faire.

Pour la Banque mondiale, c'est différent. J'ai bien peur que, au cours des deux dernières années, le FMI n'ait commencé à prendre en charge ce qui incombait à la Banque mondiale. Les prescriptions du FMI aux pays d'Asie de l'Est, en principe pour les aider, ont porté sur des changements institutionnels fondamentaux, en vue d'une réforme à long terme de la structure de leur économie. C'était la mission de la Banque mondiale, pas du FMI.

Les économistes ont fait de grands progrès ces dernières années, mais n'ont pu prédire un événement aussi énorme que la crise asiatique. Pourquoi, en dépit de toutes les avancées de la science économique, est-on incapable de prévoir ce type de crise?

On ne peut pas faire de prédictions à propos des marchés financiers. Si l'on pouvait, la prédiction même déclencherait un ensemble de réactions pour faire des profits, qui supprimerait toute possibilité de gagner ainsi de l'argent. Dans les bourses, on agit par anticipations, par émotions, le tout n'étant absolument pas prévisible.

Pourquoi les économistes ne peuvent pas prévoir les événements? Cette question me paraît vraiment injuste. Les météorologues en savent très long sur le climat mais leurs prévisions ne sont pas toujours exactes. Les médecins ont de vastes connaissances sur les maladies mais ils sont souvent déconcertés et impuissants face à elles. Nous ne sommes donc pas seuls dans nos insuffisances.

Pensez-vous que l'éducation, les sciences et la culture sont maintenant concernés par les mécanismes du marché? Doit-on s'en féliciter ou non?

Il est difficile de généraliser. Il a y effectivement eu un mouvement contre l'intervention de l'Etat dans le monde entier. Prenons les privatisations d'entreprises publiques par exemple. Dans bien des pays, un grand nombre d'entre elles n'étaient ni nécessaires ni particulièrement souhaitables.

Par ailleurs, aux Etats-Unis, quantité de gens – et l'un de nos partis politiques – sont contre l'utilisation de l'argent public pour la culture, mais aimeraient transférer les fonds publics de l'éducation nationale vers l'éducation privée, autrement dit subventionner les écoles privées. Une grande évolution s'est produite dans ce sens.

La jugez-vous positive?

Dans son esprit, non. Globalement, c'est de l'égoïsme à courte vue. ■

Propos recueillis par Sophie Boukhari, Ethirajan Anbarasan et John Kohut.

OUI, je désire m'abonner au Courrier de l'UNESCO

Langue choisie: anglais espagnol français

Tarifs (frais d'expédition inclus):

Pays industrialisés:

- 1 an: 211 FF (32,15 euro) au lieu de 264 FF* pour 11 numéros dont un double
 2 ans: 396 FF (60,35 euro) au lieu de 528 FF* pour 22 numéros dont deux doubles
 Reliure: 72 FF (11 euro) pour 11 numéros dont un double

Pays en développement, étudiants ou lycéens

(joindre la copie de la carte):

- 1 an: 132 FF (20,10 euro) pour 11 numéros dont un double
 2 ans: 211 FF (32,15 euro) pour 22 numéros dont deux doubles

Ci-joint mon règlement par:

- chèque bancaire, sauf Eurochèque chèque postal Visa Mastercard Eurocard

N° [X] [X] [X] [X] [X] [X] [X] [X] [X] [X] [X] [X] [X] [X] [X] [X] [X] [X]

Expiration: _____ Date et signature: _____

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Facultatif: âge _____ Profession _____

(*) Prix total de vente au numéro

Bulletin d'abonnement à retourner avec votre règlement en francs français à l'ordre du
 Courrier de l'Unesco, Service Abonnements: 31, rue François Bonvin 75732 Paris CEDEX 15

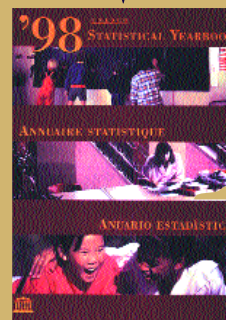
Pour les paiements effectués en une autre monnaie, veuillez vous adresser directement à l'un de nos agents de vente dont l'adresse figure au dos de cette page

PUBLICITÉ LE MONDE DE L'ÉDUCATION

Éditions
UNESCO



Annuaire statistique de l'UNESCO 1998



- Quelle est la proportion du PNB affectée à l'éducation au Bénin, en Bolivie, en Iran et en Finlande ?
- Et à la recherche scientifique et au développement expérimental en Argentine, au Canada, en Grèce, en Thaïlande et en Allemagne ?
- Combien d'exemplaires de quotidiens sont-ils distribués (pour 1000 habitants) au Niger, au Pérou, au Bangladesh, en Australie et en Espagne ?

→ L'annuaire statistique de l'UNESCO présente un panorama en chiffres de l'éducation, la science, la technologie, la culture et la communication dans plus de 200 pays.

Trilingue,
900 p.,
450 FF

ÉDITIONS UNESCO

7, place de Fontenay
75352 Paris 07 SP
France
Fax: +33 1 45 68 57 37
Internet: www.unesco.org/publications
E-mail: publishing.promotion@unesco.org

LISTE DES AGENTS DE VENTE

Adressez-vous à l'agent de vente de votre choix, qui vous communiquera le montant de l'abonnement en monnaie locale.

AFRIQUE DU SUD : International Subscription Services,
PO Box 41095, Craighall 2024.
Fax: 880 6248. Mast Publications, PO Box 901,
Parklands 2121. Fax: 886 4512.

ALLEMAGNE : German Commission for UNESCO,
Colmantstr. 15, D-53115 Bonn. Fax: 63 69 12.

Uno Verlag, Dag Hammarskjöld Haus,
Poppelsdorfer Allee 55, D-53115 Bonn. Fax: 21 74 92.

ARGENTINE : Edilyr Srl, Librería Correo de la UNESCO,
Tucumán 1685, 1050 Buenos Aires. Fax: 371-8194

AUSTRALIE : Hunter Publications, 58A Gipps Street,
Collingwood VIC 3066. Fax 419 7154. ISA Australia, PO
Box 709, Toowong QLD 4066. Fax: 371 5566. United
Nations Assoc. of Australia/Victorian Div., 179 St George's
Road, N. Fitzroy VIC 3068. Fax: 481 7693.

AUTRICHE : Gerold & Co, Import & Export,
Zeitschriften/Periodicals, Graben 31, A-1011 Vienne.
Fax: 512 47 31 29.

BELGIQUE : Monsieur Jean de Lannoy, 202 av du Roi,
B-1060 Bruxelles. Fax: 538 08 41.

BRESIL : Fundação Getulio Vargas, Editora Divisão de
Vendas, Caixa Postal 62.591, 22257-970 Rio de Janeiro
RJ. Fax: 551-0948.

CANADA : Renouf Publishing Company Ltd, Central
Distribution Centre, 1294 Algoma Road, Ottawa, Ont K1B
3W8. Fax: 741 5439. Périodica Inc, 1155 Av Ducharme,
Outremont, PQ H2V 1E2. Fax: 274 0201.

CHILI : Universitaria Textolibro Ltda.,
Casilla Postal 10220, Santiago. Fax: 681 9091.

CHINE : China National Publications, Import & Export
Corp., PO Box 88, 16 Gongti East Rd, Beijing 100020.
Fax: 010-65063101.

COREE : Korean National Commission for Unesco,
CPO Box 64, Séoul 100-600. Fax: 568 7454.

DANEMARK : Munksgaard, Norre Sogade 35,
PO Box 2148, DK-1016 Copenhagen K. Fax: 12 93 87.

ESPAGNE : Mundi Prensa Libros SA, Castelló 37, 28001
Madrid. Fax: 575 39 98. Librería Al Andalus, Roldana
3 y 4, 41004 Séville. Fax: 422 53 38. Los Amigos de la

UNESCO, Alda Urquijo 62,2. Izd., 48011 Bilbao.
Fax: 427 51 59/69

ÉTATS-UNIS : Bernan-Associates, 4611-F Assembly
Drive, Lanham MD 20706-4391. Fax: 459 0056.

FINLANDE : Stockmann/Akateeminen Kirjakauppa, PO
Box 23, SF-00371 Helsinki. Fax: +358 9 121 4450.

Suomalainen Kirjakauppa Oy, PO Box 2, SF-01641 Vantaa.
Fax: 852 7990.

GRECE : Librairie Kauffmann SA, Mauvorkordatou 9,
GR-106 78 Athènes. Fax: 38 33 967.

GUATEMALA : Comisión Guatemalteca de Cooperación
con la UNESCO, 3A Avenida 10 29, Zona 1, Apartado
Postal 2630, Ciudad de Guatemala.

HONG KONG : Hong Kong Government Information
Services Dept., 1 Battery Path Central, Hong Kong.

HONGRIE : Librotrade K F T, Periodical Import/K,
POB 126, H-1656 Budapest. Fax: 256-87-27.

INDE : Orient Longman Ltd (Subscr. Account), Kamani
Marg, Ballard Estate, Bombay 400 038. Fax: 26 91 278.

Oxford Book & Stationery Co., Code No D 8208052,
Scindia House, New Delhi 110 001. Fax: 33 22 639.

ISRAËL : Literary Transactions Inc., C/O Steimatsky Ltd.,
PO Box 1444, Bnei Brak 51114. Fax: 52 81 187.

ITALIE : Licosalibreria Comm. Sansoni SPA, Via
Duca di Calabria 1/1, I-50125 Florence. Fax: 64 12 57.

JAPON : Eastern Book Service Inc., Periodicals Account, 3
13 Hongo 3 Chome, Bunkyo Ku, Tokyo 113.

Fax: 818 0864.

LUXEMBOURG : Messageries Paul Kraus, BP 2022,
L-1020 Luxembourg. Fax: 99 88 84 44.

MALTE : Sapienzas & Sons Ltd., PO Box 36,
26 Republic Street, La Valette CMR 01. Fax: 24 61 82.

MAROC : UNESCO, 35 avenue du 16 novembre Agdal-
Rabat. Fax: 212-767 03 75, Tél.: 212-767 03 74/72.

MEXIQUE : Librería El Correo de la UNESCO SA,
Col Roma, Guanajuato 72, Deleg Cuauhtémoc,
06700 Mexico DF. Fax: 264 09 19.

NORVEGE : Swets Norge AS, Øststensjøveien 18-0606 Oslo,
PO Box 6512, Etterstad. Fax: 47 22 97 45 45.

NOUVELLE ZELANDE : GP Legislation Services,
PO Box 12418, Thorndon, Wellington. Fax: 496 56 98.

PAYS-BAS : Swets & Zeitlinger BV, PO Box 830, 2160 SZ
Lisse. Fax: 2524 15888. Tijdschriftcentrale Wijk B V, Int.
Subs. Service, W Grachtstraat 1C, 6221 CT Maastricht.
Fax: 32 50 103.

PORTUGAL : Livraria Portugal (Dias & Andrade Lda),
Rua do Carmo 70 74, 1200 Lisbonne. Fax: 34 70 264.

REPUBLIQUE TCHÈQUE : Artia, Ve Smeckach 30, 111
27 Prague 1.

ROYAUME-UNI : The Stationery Office Publications
Ctre., 51 Nine Elms Lane, Londres SW8 5DR.

Fax: 873 84 63.

RUSSIE : Mezhdunarodnaja Kniga, Ul Dimitrova 39,
Moscou 113095.

SRI LANKA : Lake House Bookshop, 100 Chittampalam,
Gardiner Mawatha, Colombo 2. Fax: 44 78 48.

SUEDE : Wengren Williams AB, PO Box 1305,
S-171 25 Solna. Fax: 27 00 71.

SUISSE : Dynapresse Marketing SA, (ex-Naville SA), 38
av Vibert, CH-1227 Carouge. Fax: 308 08 59. Edigroup
SA, Case Postale 393, CH-1225 Chêne-Bourg. Fax: (022)
348 44 82. Europa Verlag, Ramistrasse 5, CH-8024 Zürich.

Fax: 251 60 81. Karger Libri AG, Wissenschaftl.
Buchhandlung, Petersgraben 31, CH-4009 Bâle.

Fax: 306 12 34. Van Diermen Editions Techniques-
ADECO, Chemin du Lacuez, CH-1807 Blonay.

Fax: 943 36 05.

THAÏLANDE : Suksapan Panit, Mansion 9, Rajadamnern
Avenue, Bangkok 2. Fax: 28 11 639.

TUNISIE : Commission Nationale Tunisienne auprès de
l'UNESCO, 22, rue de l'Angleterre, 1000RP Tunis.

Fax: 33 10 14.

URUGUAY : Ediciones Trecho SA, Cuento Periódicos,
Maldonado 1090, Montevideo. Fax: 90 59 83.

VENEZUELA : UNESCO/CRESALC, Edif. Asovincar, Av
Los Chorrros, Cruce C/C Acueducto, Altos de Sebuca,
Caracas. Fax: 286 03 26.

le Courrier

Dans le prochain numéro:

Le dossier du mois:

Pauvreté: les nouvelles donnes

- L'aggravation de la pauvreté dans le monde
- Eradiquer la pauvreté: le nouveau consensus international
- Le rôle du marché: forces et limites
- L'Etat actif ou impuissant
- Les multiples ressources des pauvres

Et dans les rubriques:

- Etats-Unis: l'entraide communautaire
- Que faire des vieilles centrales nucléaires?
- Les Chicanos américains apprennent par la peinture
- Le génie génétique, une arme de destruction massive?
- Le pillage des œuvres d'art: la loi du retour
- Singapour: le mariage de la Toile et de la télé
- Entretien avec l'écrivain ivoirien Ahmadou Kourouma

Vous pouvez consulter l'intégralité du Courrier de l'UNESCO sur Internet, à l'adresse:

www.unesco.org/courier